

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉTAT, GÉOPOLITIQUE ET RELATIONS SOCIALES DE PROPRIÉTÉ : UNE  
SOCIOLOGIE HISTORIQUE INTERNATIONALE DU DÉVELOPPEMENT  
INÉGAL ET COMBINÉ DES PRATIQUES NATIONALISTES IMPÉRIALES AU  
JAPON (1603-1912)

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

À LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

PIERRE-LUC GUIMOND

JUILLET 2021

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier mon directeur de mémoire Frédérick-Guillaume Dufour. Le parcours qui a mené à la réalisation de ce mémoire a été sinueux et semé de nombreux obstacles. Sans ses encouragements et son support moral et intellectuel dans mes nombreuses périodes de doutes et de remises en question, ce mémoire n'aurait non seulement pas vu le jour dans sa forme actuelle, il n'aurait jamais été terminé. Il a été plus que ce qui est attendu d'un directeur de mémoire et je l'en remercie sincèrement.

Merci aux deux évaluateurs, Xavier Lafrance et Jonathan Martineau, de m'avoir lu et d'avoir pris le temps de rédiger de généreux commentaires. Vos remarques, vos questionnements et vos critiques constructives ont grandement contribué à nourrir les réflexions amorcées dans les pages qui suivent.

Mes derniers remerciements vont à ma famille. Merci à ma mère qui m'a toujours aidé et soutenu dans les moments où j'en avais grandement besoin. À Marlène, le plus grand des mercis pour tout le soutien que tu m'as apporté au cours de mon parcours. Tu m'as aidé à me relever chaque fois que je tombais et sans ton soutien et tes encouragements continue, mon parcours universitaire aurait pris fin il y a bien longtemps. Finalement, à Florence et Célia, qui sont venues illuminer ma vie durant mes études, merci d'être les petites filles allumées et pleines de vie que vous êtes. Vos rires sont un baume qui m'a aidé à trouver la force de persévérer lors des périodes difficiles. Je ne peux que m'excuser à vous deux pour tous les moments ensemble dont la rédaction de ce mémoire nous a privés.

## DÉDICACE

À Marlène, Florence et Célia.

Sans votre amour inconditionnel, je n'aurais  
jamais pu passer au travers des épreuves qui  
rendaient l'achèvement de ce projet incertain.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES .....	ix
RÉSUMÉ .....	x
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I La sociologie historique, l' <i>international</i> et la forme nationale de l'État moderne.....	9
1.1 Le problème de l' <i>international</i> en sociologie historique.....	9
1.1.1 À la recherche d'une perspective <i>intersociétale</i> .....	11
1.2 La sociologie historique du nationalisme et l'absence de l'international.....	12
1.2.1 Quand est la nation? .....	12
1.2.2 Les nations en tant que catégorie des pratiques sociales.....	13
1.2.3 Le développement inégal .....	14
1.3 Le nationalisme dans le prisme des RI .....	16
1.3.1 De la souveraineté absolutiste à la souveraineté nationale .....	16
1.3.2 Identité collective et intérêt national .....	17
1.3.3 La transformation globale .....	18
1.4 L'État national comme successeur légitime de l'empire ? .....	19
1.4.1 Un nationalisme impérial .....	20
1.4.2 État national et empire : un seul processus .....	21
1.4.3 Le <i>mythe</i> de Westphalie .....	22
1.5 Convergence de la SH, des RI et de l'histoire globale .....	23
1.5.1 Vers une troisième vague? .....	23
CHAPITRE II Les modèles théoriques : l'État fiscal-militaire et la montée du commerce .....	26

2.1	L'État fiscal-militaire.....	26
2.1.1	Le modèle géopolitique.....	27
2.1.2	Le pouvoir autonome de l'État et l'anarchie du système international... 29	
2.2	La compétition géopolitique et la forme nationale de l'État .....	31
2.2.1	Contrainte, capital et État national.....	31
2.2.2	L'État national et le modèle IEMP.....	33
2.2.3	La guerre, le nationalisme et la diffusion de l'État national .....	34
2.2.4	La bureaucratisation cumulative de la coercition.....	36
2.3	Critique du modèle géopolitique .....	39
2.3.1	Excursus : le capitalisme chez Weber.....	42
2.4	Le renouveau de la SHNW .....	44
2.4.1	Critique de la <i>deuxième vague</i> de SHNW.....	44
2.5	Le modèle de la commercialisation .....	46
2.5.1	Le modèle néoévolutionniste .....	46
2.5.2	La théorie du système-monde .....	47
2.5.3	Critique.....	49
2.6	Excursus : la théorie des modernités multiples .....	49
CHAPITRE III Le développement inégal et combiné des relations sociales de		
propriété capitaliste et du nationalisme..... 52		
3.1	Développement inégal et combiné.....	52
3.1.1	Développement inégal et combiné des relations sociales de propriété... 55	
3.2	Le marxisme politique et les <i>relations sociales de propriété</i> .....	57
3.2.1	Du marché comme <i>opportunité</i> au marché comme <i>contrainte</i> .....	58
3.2.2	Accumulation politique et diversification de la production.....	58
3.2.3	La séparation du <i>politique</i> et de l' <i>économique</i> .....	59
3.3	Le marxisme géopolitique .....	59
3.3.1	Le capitalisme et le système interétatique.....	61
3.3.2	Compétition géopolitique dans la modernité capitaliste .....	63
3.3.3	Marxisme politique et nationalisme.....	63
3.3.4	Une théorie matérialiste du nationalisme.....	65
CHAPITRE IV Étude de cas : la mise en place de l'État national impérial japonais 68		
4.1	La sociologie du nationalisme et le cas du Japon .....	69

4.1.1	Le <i>kokugaku</i> un mouvement nationaliste ? .....	73
4.2	Mise en contexte .....	77
4.2.1	L'anarchie médiévale .....	79
4.3	La mise en place du régime shogunal Tokugawa .....	81
4.3.1	Les bases de la mise en place d'un État ? .....	82
4.4	Relations sociales de propriété et d'appropriation .....	84
4.4.1	Relations entre <i>exploiteurs</i> et <i>producteurs directs</i> .....	85
4.4.2	Relations entre <i>producteurs directs</i> .....	86
4.4.3	Relations entre <i>exploiteurs</i> .....	88
4.5	<i>Sankin kotai</i> .....	90
4.5.1	La montée du commerce .....	90
4.5.2	L'émergence du <i>kokueki</i> .....	91
4.5.3	Compétition entre les domaines .....	92
4.6	Les contestations paysannes .....	92
4.7	Les communautés imaginées de l'ère Tokugawa .....	94
4.8	Le régime Tokugawa dans son contexte global .....	96
4.8.1	Le mythe du <i>sakoku</i> .....	97
4.8.2	Le système tributaire .....	98
4.8.3	Une Pax Sinica ? .....	99
4.8.4	Idéologie du Royaume du Milieu .....	100
4.8.5	Pressions géopolitiques et stratégies de territorialisation .....	103
4.9	La restauration Meiji .....	105
4.9.1	Troubles à la maison et dangers provenant de l'étranger .....	107
4.10	Le développement inégal des pratiques nationalistes impériales japonaises ..	108
4.10.1	La chute de l'Empire du Milieu .....	110
4.10.2	Délimiter le Japon .....	112
4.10.3	Un nouvel ordre international .....	113
4.10.4	Le capitalisme et la mise en place d'un État national .....	114
4.10.5	Un État national impérial .....	116
4.10.6	Vers la « sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale » .....	116
4.11	La transformation des relations sociales de propriété et d'appropriation .....	118
4.11.1	La transition du Japon au capitalisme .....	119
4.11.2	Une réorganisation des conflits de classes .....	120
4.12	Le développement combiné des pratiques nationalistes japonaises .....	123

4.12.1	L'empereur comme symbole de l'essence nationale .....	123
4.12.2	L'empereur et la diplomatie .....	125
4.12.3	La construction des fondements d'une civilisation .....	125
4.13	Au-delà de la dichotomie tradition et modernité .....	126
CONCLUSION .....		127
5.1	Une modernité à la japonaise .....	127
5.2	L'invention du bushido .....	127
5.3	L'invention d'une destinée impériale .....	128
5.4	<i>Kokutai</i> et <i>Seitai</i> .....	130
5.5	Résumé des arguments .....	131
5.6	Apports et limites du mémoire .....	135
5.6.1	Nationalisme et RI .....	135
5.6.2	Dénaturaliser la nation .....	135
5.6.3	Géopolitique, capitalisme et modernités .....	135
5.6.4	Empire et État national .....	137
5.6.5	Limites .....	138
5.7	Pistes de réflexion pour des recherches futures .....	138
BIBLIOGRAPHIE .....		140

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
2.1 Le modèle géopolitique .....	28
4.1 Le Japon, la mer et l'Asie de l'Est.....	78
4.2 Relations interrégionales en Asie de l'Est du milieu du 17 <sup>e</sup> siècle au milieu du 19 <sup>e</sup> .....	102
5.1 Billets de 10\$ américain et de 10 yens .....	129

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

DIC : Développement inégal et combiné

RI : Relations internationales

SH : Sociologie historique

SHRI : Sociologie historique des relations internationales

SHNW : Sociologie historique néowébérienne

SHI : Sociologie historique internationale

SHG : Sociologie historique globale

## RÉSUMÉ

Ce mémoire est une contribution à la réflexion sur l'importance de l'*international* dans la théorie sociologique. Il cherche à poursuivre le dialogue initié par les chercheurs.ress en sociologie historique et en relations internationales afin de résoudre les limites des approches héritées de la sociologie classique. Ces dernières s'appuient trop souvent sur une *logique internaliste*, et postulent qu'il existe une *voie de développement standard* à partir de laquelle on peut comparer le degré de modernité de processus de transformations sociales.

Ces limites sont particulièrement évidentes en sociologie du nationalisme, une discipline qui est demeurée plutôt perméable aux enjeux théoriques soulevés par ce dialogue. Pendant longtemps, les chercheurs.ress œuvrant dans ce champ ont eu tendance à considérer leurs objets (les nations, les États nationaux et le nationalisme) comme étant le résultat de processus sociaux endogènes. Lorsqu'ils sont mobilisés, les événements externes sont traités comme des phénomènes contingents constituant un surplus empirique qui réside hors de portée de l'explication principale.

L'objectif de ce mémoire est de travailler à la mise en place d'un cadre théorique qui capture la dimension constitutive de l'*international* dans les trajectoires de développement et sur le changement social, tout en saisissant la spécificité historique de chaque cas. Pour ce faire, nous tentons de répondre aux questions suivantes : 1) *pourquoi, à partir du 19<sup>e</sup> siècle, le monde va-t-il graduellement se découper en États nationaux ?* et 2) *quel lien existe-t-il entre le développement, d'un côté d'un système d'états nationaux souverains aux territoires clairement définis et de l'autre, la création d'une économie capitaliste transnationale ?* Nous soutenons que la réponse à ces questions nécessite de réévaluer la relation entre le nationalisme, le capitalisme et la géopolitique moderne.

Nous croyons que l'articulation d'un cadre théorique incluant les contributions du *marxisme politique* et le concept de *développement inégal et combiné* fournit une perspective prometteuse permettant de répondre aux enjeux théoriques soulevés dans ce mémoire. L'originalité de cette contribution est mise en relief à la suite d'une réévaluation critique des deux principaux modèles d'explication du lien entre la

géopolitique, l'État national et le capitalisme : le modèle géopolitique néowébérien et le modèle de la commercialisation.

Cette contribution est illustrée par une mise à l'épreuve de notre cadre théorique sur le cas de la mise en place de l'État national impérial japonais au lendemain de la restauration Meiji (1868). L'objectif de cette étude de cas est de démontrer que la mise en place de l'État national impérial japonais n'est pas le résultat inévitable du développement économique, politique et culturel de la période Tokugawa qui l'a précédée (1603-1868). Elle est le résultat de luttes sociales qui ont été médiées par la compétition géopolitique et qui étaient ancrées matériellement dans des conflits autour du contrôle des moyens économiques et politiques nécessaires à la (re)production sociale de tous les acteurs. Dans ces luttes, le contrôle des moyens d'appropriation d'un surplus de la production sociale, de l'État et de la définition légitime de la nation japonaise a été névralgique.

Mots clés : Restauration Meiji – Relations sociales de propriété – Marxisme politique – Développement inégal et combiné – Nationalisme – État national – Sociologie historique – International – Modernités multiples – Empire – Japon – Tokugawa

## INTRODUCTION

Ce mémoire est une contribution à la sociologie historique internationale (SHI) du nationalisme. Au cours des dernières années, les chercheurs.res œuvrant dans ce champ ont entrepris un effort collectif afin de transformer la sociologie historique (SH) en un programme de recherche apte à prendre en compte les dynamiques globales. Curieusement, le champ de la SH du nationalisme a évolué en faisant abstraction de cette dimension et ses objets (les nations, les États nationaux et le nationalisme) ont généralement été traités comme les résultats de processus sociaux endogènes. Si des phénomènes internationaux comme la guerre interviennent parfois à un moment de l'analyse des chercheurs.res, l'*international* demeure, dans plusieurs cas, une dimension résiduelle de leurs théories. Conséquemment, les travaux issus de la SH du nationalisme ont sous-problématisé la relation entre le capitalisme, le nationalisme et la géopolitique moderne.

Ce mémoire propose, dans un premier temps, une discussion théorique sur la mise en place d'un cadre d'analyse qui place l'*international*, non pas comme un élément contingent, mais comme une *dimension constitutive* des trajectoires de développement et du changement social. Afin d'illustrer cette contribution, nous proposons une étude de cas qui nous permettra de réévaluer le processus de formation de l'État national impérial japonais dans son contexte global, en prenant appui sur les prémisses des contributions théoriques du marxisme politique. Ce faisant, nous offrirons une contribution à la réflexion sociologique sur 1) la place de l'*international* dans les trajectoires historiques de développement, 2) les conditions sociales de l'émergence et les mécanismes de diffusion du nationalisme, et 3) sur le rôle des mécanismes propres au

capitalisme dans ces deux processus. Le cas du Japon présente un potentiel intéressant pour une telle contribution. D'abord, parce qu'il a souvent fait office de cas déviant dans les études en SH, faisant parfois figure de cas imparfait parce que représentant une transition incomplète ou bien encore de cas représentant une voie particulière vers la modernité, rappelant ainsi les études sur la *sonderweg* allemande. Ensuite, parce qu'il n'a été que très peu étudié dans les travaux sur les processus de formation étatique et ceux sur le nationalisme, les interventions dans les deux champs étant majoritairement centrées sur des cas européens.

La problématique au cœur de ce mémoire est la suivante : *pourquoi, à partir du 19<sup>e</sup> siècle, le monde va-t-il graduellement se découper en États nationaux ?* En sous-question nous nous demandons : *quel lien existe-t-il entre le développement, d'un côté d'un système d'états nationaux souverains aux territoires clairement définis et de l'autre, la création d'une économie capitaliste transnationale ?* « Pourquoi », pour reprendre une question posée par le politologue Fred Halliday, « s'il existe une économie mondiale à travers laquelle les intérêts de classe opèrent de manière transnationale, existe-t-il un besoin pour des États ? Quelles sont, en d'autres mots, la spécificité et l'effectivité d'États distincts à l'intérieur d'une seule totalité économique » (Halliday, 2002, p. 91)<sup>1</sup>.

Les chercheurs.res en sciences sociales ont longtemps présumé que la modernité était un *raz-de-marée*. Or, afin de comprendre les trajectoires différenciées de processus de *modernisation*, nous devons désenchevêtrer les différentes composantes (l'état moderne rationnel légal, les relations internationales modernes, le capitalisme et le nationalisme) de ce qui fut longtemps supposé être le résultat homogène de la diffusion de *la* modernité. Comme le rappelle le sociologue Craig Calhoun « [l]a théorie de la modernisation classique avait engendré une foi largement répandue en un récit universaliste et unilinéaire du changement culturel et social, un récit qui menait

---

<sup>1</sup> Dans ce mémoire, toutes les citations provenant de l'anglais sont des traductions libres.

harmonieusement vers le libéralisme occidental moderne » (Calhoun, 1996, p. 308). Une des préoccupations au cœur de la réémergence de la SH a été la suivante : comment expliquer les pressions homogénéisatrices des tendances globales de la modernité (capitalisme, rationalisation de l'État, industrialisation, mondialisation de l'économie, etc.) et la diversité des réponses face à celles-ci ?

Au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, une de ces réponses a été la restauration Meiji au Japon (1868). Les révolutions sont, depuis longtemps, au cœur des travaux de la SH (Dufour, 2015). Selon le récit de la *révolution bourgeoise*, l'Europe, dans son ensemble, traverse une période de transformations économiques et politiques à partir de la fin du 17<sup>e</sup> siècle. Une série de révolutions bourgeoises balaient alors les anciens régimes, dissolvent les ordres sur lesquelles reposent les privilèges aristocratiques, libèrent les germes du développement capitaliste des entraves du féodalisme et érigent le peuple comme nouveau détenteur de la souveraineté (sur les limites de ce modèle voir Comminel, 1987, 2000 ; Dufour, 2015 ; Lafrance, 2019a).

Les partisans du modèle de la révolution bourgeoise estiment généralement que le Japon et l'Allemagne constituent des cas de révolutions inachevées ou encore des *voies spéciales* (*sonderweg*) vers la modernité capitaliste. La restauration de l'empereur Meiji est rangée dans la catégorie des *révolutions par le haut* alors que, comme c'est le cas en Allemagne, le développement tardif du Japon a généré la nécessité d'imposer un programme de rattrapage par une modernisation économique rapide, tout en freinant le processus de démocratisation (Moore, 1966 ; Trimberger, 1978). Ce qui est remarquable dans la restauration Meiji, c'est que le socle idéologique sur lequel reposent des réformes ayant de profondes implications sur les institutions sociopolitiques est explicitement conservateur (Goldstone, 2016, p. 442). Le parcours du Japon vers l'autoritarisme est alors déjà caractérisé par son incomplétude, c'est-à-dire que « l'échec du Japon à connaître une rupture marquée avec ses traditions conformistes a

mené au triomphe d'éléments fascistes au début du 20<sup>e</sup> siècle » (Goldstone, 2016, p. 455). Pour les marxistes de l'école *kōza-ha*<sup>2</sup>, au Japon, les mécanismes d'exploitation capitaliste ont été superposés sur des relations sociales semi-féodales<sup>3</sup>.

Comme l'a souligné le sociologue Mark Cohen (2014), la combinaison d'éléments révolutionnaires et conservateurs de la restauration Meiji constitue un casse-tête pour la SH. Le puzzle que tentent alors d'expliquer les sociohistoriens consiste à répondre à la question : pourquoi la restauration Meiji ne fut-elle pas une révolution bourgeoise ? Pour certains, le non-développement du Japon jusqu'à la restauration Meiji est attribuable à une série d'absences : absence d'une bourgeoisie ascendante (Moore, 1966), d'un droit romain qui crée le cadre juridique nécessaire à la transition (Anderson, 1979), d'un mode de production dominant et d'une classe qui domine l'économie (Trimberger, 1978) ou d'une classe de propriétaires fonciers politiquement puissante (Skocpol, 1979), alors que l'impulsion pour le développement est attribuable à deux chocs externes, l'arrivée du commodore Perry qui force l'entrée du Japon dans l'ordre géopolitique moderne et/ou l'extension du système capitaliste qui contraignent le Japon à se moderniser. Le problème avec un tel récit est qu'il renvoie l'*international* à un phénomène contingent et extérieur à l'explication principale des révolutions (Lawson, 2015 ; Teschke, 2005).

Selon une interprétation marxiste bien connue, le vent de l'histoire devait souffler sur le monde la modernité capitaliste, censée refaire le monde à son image. Les positions marxistes sur l'État moderne s'articulent pendant plusieurs décennies autour du débat entre le sociologue Ralph Miliband et le sociologue et politologue Nicos Poulantzas (1972) sur la nature de l'État sous le capitalisme. Le contentieux est alors à savoir si

---

<sup>2</sup> Le terme *kōza*, qui signifie littéralement « série », renvoie à une série d'écrits et de conférences par des théoriciens marxistes consacrée au développement du capitalisme au Japon au cours des années 1930.

<sup>3</sup> Pour un résumé de cette proposition et des débats qui l'entourent, voir (Barsshay, 1998 ; Hoston, 1991). Pour une interprétation récente reposant sur les mêmes prémisses, voir (Allinson et Anievas, 2010).

l'État est une institution politique subordonnée au maintien du mode de production capitaliste, mais relativement autonome d'intérêts capitalistes particuliers (thèse structuraliste de Poulantzas) ou bien s'il est, plutôt, un instrument direct des classes capitalistes (thèse instrumentaliste de Milliband). Ce débat évacuait cependant une question cruciale : pourquoi y a-t-il plusieurs États dans le mode de production capitaliste ? Pourquoi n'y a-t-il pas une seule entité politique globale régulant une économie capitaliste globale ? Quel(s) mécanisme(s) propre(s) au capitalisme, s'il y en a, permet(tent) d'expliquer la réalité géopolitique d'un système interétatique avec des frontières délimitant l'intérieur et l'extérieur clairement définies et où la souveraineté politique s'incarne dans une entité abstraite : *la nation* ? Comment théoriser à la fois la portée *globale* de la modernité capitaliste et son mode de distribution *fracturé* en entités politiques *nationales* ?

Avant d'aller plus loin, quelques précisions conceptuelles s'imposent. Selon Ernest Gellner, le nationalisme « est un principe politique, qui affirme que l'unité politique et nationale devrait coïncider » (Gellner, 1983). Dans sa perspective, le terme *État-nation* repose sur une vision du monde selon laquelle le monde est une mosaïque divisée en entités culturelles mutuellement exclusives, les nations, auxquelles devrait correspondre un État. *La nation*, comme le propose Anderson, est une forme de communauté politique « imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine » (Anderson, 2002, p. 19). Le terme État-nation suppose donc un État dont la population « partage une forte identité linguistique, religieuse et symbolique » (Tilly, 1992, p. 3 ; voir aussi Dufour, 2019, p. 28). Dans les faits, cette réalité souhaitée par les nationalistes correspond à bien peu de cas. Même un pays prétendument homogène comme le Japon comporte un nombre significatif de groupes minoritaires en son sein tels les Aïnous, les

Burakumins<sup>4</sup> et les Okinawaïens, en plus d'une population substantielle issue de vagues d'immigration de Corée, de Chine et d'autres régions de l'Asie.

Le concept d'*État national*, proposé par le sociologue Charles Tilly, désigne les cas comme le Japon où un État « gouverne de multiples régions adjacentes et leurs villes au moyen de structures centralisées, différenciées et autonomes » (Tilly, 1992, p. 2). Ainsi, la « catégorie d'État national ne présuppose pas une correspondance entre un État et une nation, mais bien la présence d'une ou de plusieurs organisations sociales revendiquant avec succès le titre de groupe national dominant sur le territoire de l'État » (Dufour, 2019, p. 28). Nous prendrons donc comme définition de travail que le *nationalisme* est : « un principe politique, qui affirme que l'unité politique souhaitée et l'unité nationale perçue doivent être congruentes, et nous définissons le nationalisme comme l'ensemble des actions et des pratiques visant à rapprocher les frontières perçues de la nation avec les frontières politiques souhaitées d'un État » (Dufour, 2019, p. 27).

Nous tenterons de démontrer que le *marxisme géopolitique* mis de l'avant par les politologues Benno Teschke et Hannes Lacher peut servir d'ancrage théorique à un programme de recherche en sociologie historique internationale du nationalisme. Ce faisant, nous jetons les bases d'une analyse qui permet de saisir le caractère *dynamique, processuel, relationnel et historiquement spécifique* de notre cas à l'étude, le Japon, en l'inscrivant dans son contexte global. Conséquemment, nous considérons l'*international* comme une dimension constitutive du changement social et donc, un objet à part entière de la théorie sociologique.

---

<sup>4</sup> Les Burakumins sont un groupe hors norme qui subit de la discrimination sur une base héréditaire et dont la population s'élève à environ 3 millions (Batten, 2003, p. 53).

Suivant ces développements, notre analyse repose sur la prémisse que différentes (re)définitions de communautés politiques reposent sur des constructions géographiques et des stratégies de spatialisation historiquement constituées et contestées. Comme elles sont le résultat de luttes sociales historiquement situées, dont l'issue est toujours ouverte, elles sont par conséquent toujours appelées à être modifiées. Les lignes de fracture du monde qui vont le redécouper en États nationaux se sont tracées en faisant les contours de luttes sociales médiées par la compétition géopolitique et matériellement ancrées dans des conflits autour du contrôle des moyens économiques et politiques, nécessaires à la (re)production sociale de tous les acteurs. Dans ce processus, le contrôle de l'État et de la définition légitime de la *nation* a été névralgique.

Partant des propositions théoriques soumises par Dufour, notre thèse est que « les formes de représentations de clôtures sociales, incluant la nation, sont constitutives de et en partie constituées par des cadres historiques spécifiques de relations sociales de propriété » (2007, p. 591). Afin d'expliquer pourquoi les stratégies de reproduction sociale des différents groupes autour de la restauration Meiji vont prendre la forme de *pratiques nationalistes*, il faut expliquer ce qui va dissoudre la représentation hiérarchisée de la communauté politique sous les Tokugawa et les ordres statiques dans lesquelles elle s'incarne dans les pratiques sociales.

Notre argument est développé en quatre chapitres. Dans le premier, nous examinons les enjeux entourant l'analyse de l'impact causal de l'international pour une SH de l'État national moderne. Nous survolons les diverses contributions provenant de la SH, de la sociologie du nationalisme et de la discipline des RI. Finalement, nous retraçons les débats qui ont mené des chercheurs.ress à plaider pour la mise en place d'un programme de recherche visant à rapprocher la SH, la discipline des RI et l'histoire globale.

Dans le deuxième chapitre, nous nous penchons sur les enjeux théoriques entourant le projet d'une SHI du nationalisme. Nous faisons une évaluation critique des principales contributions théoriques accordant à l'*international* un rôle causal significatif. Notre objectif dans ce chapitre est d'exposer les limites des modèles néowébériens qui font de la guerre l'élément central servant à expliquer l'émergence de l'État national moderne, ainsi que celles des modèles qui mettent l'accent sur le rôle de la commercialisation.

Le troisième chapitre est le cœur théorique de notre mémoire. Nous présentons les diverses contributions issues du courant connu sous le nom de *marxisme politique* ainsi que la théorie du *développement inégal et combiné*. Notre objectif dans ce chapitre est de mettre en place un cadre théorique qui permet de saisir la variation des ordres géopolitiques et l'impact de la transition au capitalisme, sans laisser dans l'ombre la spécificité historique de chaque cas.

Finalement, dans le quatrième chapitre, nous mettons en application notre cadre théorique en retraçant, sur la *longue durée*, le processus de mise en place de l'État national impérial japonais. Nous y analysons l'impact des ordres géopolitiques et de leurs variations sur les stratégies de reproduction et de territorialisation des classes dominantes, de l'ère Tokugawa jusqu'à la fin de l'ère Meiji (1603-1912).

## CHAPITRE I

### LA SOCIOLOGIE HISTORIQUE, L'*INTERNATIONAL* ET LA FORME NATIONALE DE L'ÉTAT MODERNE

Dans ce chapitre, notre objectif est de présenter les débats et les enjeux théoriques qui ont mené un nombre grandissant de chercheurs.res à plaider pour la mise en place d'un programme de recherche faisant de l'international un objet à part entière de la SH. Tout au long de ce chapitre, nous retraçons jusqu'à aujourd'hui le dialogue qui a été amorcé dans les années 1970 entre la SH et la discipline des RI. Au passage, nous évaluons l'impact de ce dialogue sur la sociologie du nationalisme. Ceci nous permettra de constater que ce champ est resté plutôt perméable à ces questionnements. À l'inverse, un examen de certaines contributions importantes sur la question du nationalisme ayant émané de la discipline des RI nous permettra de voir que la question de l'origine de ce phénomène est demeurée à l'extérieur de ses préoccupations. Une exception notable, que nous abordons à la fin du chapitre, est la réévaluation de la relation entre l'*empire* et l'*État national* entreprise récemment par plusieurs chercheurs.res en sciences sociales.

#### 2.1 Le problème de l'*international* en sociologie historique

Ce que l'on connaît aujourd'hui sous l'appellation de *sociologie historique* réfère généralement, dans le monde anglo-américain, à des travaux d'inspirations néowébérienne et néomarxiste, publiés dès les années 1960, mais de façon plus

soutenue à partir des années 1970 et 1980. Les sociologues et historiens qui y participent construisent leurs projets en réaction aux grandes théories générales des années 1950 et 1960 : les théories de la modernisation structuro-fonctionnalistes et les théories marxistes traditionnelles. Ils rejettent l’ahistoricisme abstrait des premiers et la conception *étapiste, linéaire et téléologique* du développement historique présente dans les deux traditions théoriques.

Les contributions de cette première série de travaux en SH sont importantes. Les sociohistoriens.es vont lutter, chacun.es à leur façon, contre une des ou les *deux restrictions* de la sociologie classique (Teschke, 2014, 2017) : l’idée qu’il existe une *voie de développement standard* et la *logique internaliste* qui limitent la portée explicative des théories sociologiques qui tentent d’expliquer le changement social.

Au cours des années 1970 et 1980, la SH reformule ses catégories d’analyse (la société, l’État, le conflit social et la modernité) à travers le prisme des RI (Halliday, 2002). En historicisant et en internationalisant le contexte de l’analyse sociale, c’est-à-dire en intégrant des phénomènes transnationaux comme les empires, la guerre et les ordres géopolitiques, la SH contribue non seulement à dénaturiser les catégories et les relations sociales, mais aussi, à défaire les sciences sociales du *nationalisme méthodologique*<sup>5</sup>. L’enjeu est de voir l’*international* non pas comme un intrus dans le national, mais plutôt comme un élément participant à sa constitution (Halliday, 2002, p. 248).

---

<sup>5</sup> Ce phénomène, identifié d’abord dans les années 1970 par le sociologue portugais Herminio Martins, désigne la tendance chez les chercheurs.res en sciences sociales à naturaliser l’État-nation et à reproduire les frontières que celui-ci trace autour d’une *société* dans la délimitation de leur objet d’analyse. En d’autres mots, les chercheurs.res qui font preuve de nationalisme méthodologique prennent pour acquis que la société et l’État-Nation sont une seule et même chose et que les dynamiques et processus qui lui sont endogènes, sont suffisants pour expliquer les phénomènes sociaux qui s’y déroulent (voir Halliday, 2002 ; Wimmer et Schiller, 2002).

### 2.1.1 À la recherche d'une perspective *intersociétale*

Déjà, en 1973, dans un article qui critique le classique *The Social Origins of Democracy and Dictatorship* publié par son mentor Barrington Moore, la sociohistorienne Theda Skocpol identifie que ce qui fait défaut en sciences sociales est une perspective *intersociétale* (Skocpol, 1973). Selon Skocpol, les théories tentant de rendre compte des processus de modernisation se bornent généralement à l'analyse des causes endogènes (1979, p. 40-41). Comme elle le propose dans une célèbre formule de son *States and Social Revolutions*, l'État est fondamentalement comme « les deux faces de Janus, avec son double ancrage dans les structures sociales économiques divisées en classes et dans le système international d'États » (Skocpol, 1979, p. 58). Plutôt que de considérer les sociétés comme des unités discrètes contenant des systèmes sociaux fermés, le sociologue Michael Mann propose, lui, de les appréhender comme des *réseaux sociaux de pouvoir* (politique, économique, militaire et idéologique) qui se chevauchent et s'entrecroisent (1986, p. 1). Critiquant les théories classiques, Immanuel Wallerstein affirme que « l'erreur fondamentale de la science sociale anhistorique (incluant les versions anhistoriques du marxisme) est de réifier des éléments de la totalité en tant qu'unités et de comparer par la suite ces structures réifiées » (1974b, p. 388). Les trajectoires différenciées de développements, soutient Wallerstein, ne représentent pas différentes étapes d'un développement uniforme. Elles sont le résultat d'une division internationale du travail entre les États dans une économie-monde capitaliste. En 1984, Charles Tilly affirme que le défi de la SH est d'expliquer le changement social sur le long terme. Une telle analyse, estime-t-il, doit se connecter sur deux « processus maîtres » : la création d'un système d'États nationaux et celle d'un système capitaliste de portée mondiale (1984, p. 147).

Ce renouveau de la SH a permis de mettre de l'avant l'importance de l'*international* dans le processus de formation de l'État national moderne. Plus précisément, les travaux de Skocpol, Tilly et Mann ont mis en lumière le rôle causal de la *compétition*

*géopolitique* dans ce processus. Critiquant le réductionnisme économique qu'ils attribuent aux théories marxistes, ils ont ramené l'État, une forme de pouvoir social postulé comme autonome, au centre de leurs analyses (Evans et al., 1985; Mann, 1984, 1986).

## 2.2 La sociologie historique du nationalisme et l'absence de l'international

Le dialogue entre la SHRI et la sociologie du nationalisme demeure encore timide. Au cours des années 1980 et 1990, les débats en SH du nationalisme posent de grandes questions macrosociologiques et cherchent des liens causaux entre la modernité (l'essor du capitalisme, l'industrialisation et/ou le processus de rationalisation de l'État) et l'émergence du nationalisme. Durant cet *âge d'or* de la sociologie du nationalisme, que l'on peut clore aux alentours de la fin de la guerre froide, on assiste à des questionnements macrosociologiques sur la *longue durée* (Dufour, 2019, p. 82) .

### 2.2.1 Quand est la nation?

Les débats s'articulent alors autour de la question « *When is a Nation ?* », habilement capturée par ce titre d'un article publié par le politologue Walker Connor (1990). Anthony D. Smith, qui dirige l'influente revue *Nations and Nationalism* jusqu'à sa mort en 2016, va procéder à un découpage du champ des études sur le nationalisme tellement influent qu'il détermine encore la façon de présenter les diverses positions théoriques en sociologie du nationalisme dans plusieurs ouvrages récents (Ichijo et Uzelac, 2005 ; Özkırımlı, 2010). Essentiellement, le débat porte à savoir si les nations sont une forme sociale moderne née par le truchement d'un élément de la modernité<sup>6</sup>, une forme

---

<sup>6</sup> La conséquence du processus de centralisation politique qui va engendrer l'État national moderne (Breuilly, 1982 ; Malešević, 2013 ; Mann, 1986, 1993 ; Tilly, 1992), du développement inégal (Hechter, 1975 ; Nairn, 1981 ; Bendix, 1978), de la révolution du vernaculaire et de l'avènement d'un capitalisme de l'imprimé (Anderson, 1983) ou de l'industrialisation Gellner, 1983).

d'organisation sociale primordiale dont les bases sont jetées bien avant son avènement<sup>7</sup> ou l'incarnation moderne d'une forme sociale prémoderne<sup>8</sup>.

Comme le fait remarquer Connor, si les nations émergent avec l'apparition d'une *conscience nationale*, la question se pose à savoir à quel moment ce sentiment d'appartenance doit-il être suffisamment répandu dans une population donnée pour que l'on puisse parler d'une conscience nationale ? Il rappelle que Eugene Weber démontre avec force dans *Peasants into Frenchmen* qu'en France, pourtant souvent considérée comme l'une des plus vieilles nations, la grande majorité des habitants des petites villes et des campagnes ne se considère pas comme *Français* avant au moins 1870 et qu'encore au lendemain de la Première Guerre mondiale, une grande partie d'entre eux ne se considérait toujours pas en tant que tel (Connor, 1990, p. 92). La réponse à la question *when is a nation*, est bien sûr tributaire de la définition de la nation que retient le chercheur (Özirimli, 2010).

### 2.2.2 Les nations en tant que catégorie des pratiques sociales

Si les débats en sociologie historique du nationalisme ont démontré quelque chose, c'est que définir ce qu'est une nation est à tout le moins problématique (Duara, 1995 ; Dufour, 2007, 2019 ; Hobsbawm, 1992 ; Mayall, 1990). Le sociologue Rogers Brubaker propose que si lorsque l'on tente de la définir la nation s'avère évasive, c'est que les chercheurs.res en sciences sociales l'ont, à tort, prise pour une *catégorie d'analyse*. Des catégories comme *race*, *nation* et *ethnie* sont des processus cognitifs qui engendrent des perspectives sur le monde et non des groupes qui existent dans le monde (Brubaker et al., 2004). Les nations, soutient le sociologue, ne sont pas des entités objectives dont on pourrait empiriquement tracer les contours, elles sont une *catégorie*

---

<sup>7</sup> Pour une défense de cette position voir par exemple (Grosby, 2005a, 2005b ; Hastings, 1997 ; Ichijo, 2013)

<sup>8</sup> Par exemple l'*ethnie*, qui en constitue le noyau (Smith, 1987 ; voir aussi Lieberman, 2018).

*des pratiques sociales*, c'est-à-dire qu'elles agissent sur le monde. Autrement dit, parler au nom de la nation, c'est un *acte de langage* (Austin, 2002), un énoncé *performatif* et non un énoncé *constatif*. Comprendre le nationalisme, c'est alors comprendre comment est mobilisée la catégorie *nation* et « les façons dont elle peut en venir à structurer la perception, à informer la pensée et l'expérience, à organiser le discours et l'action politique » (Brubaker, 1996, p. 7). Nous entendons par là le processus par lequel des entrepreneurs politiques cherchent à stimuler un mécanisme de *groupalité*, c'est-à-dire « d'une "identité" ou d'une similitude entre les membres du groupe, en même temps que d'une distinction nette à l'égard des non-membres et d'une frontière clairement marquée entre l'intérieur et l'extérieur » (Brubaker, 2001, p. 74). En tant que chercheurs.res en sciences sociales, nous devons « laisser la "nation" en tant que communauté durable aux nationalistes » (Brubaker, 1996, p. 22).

### 2.2.3 Le développement inégal

La sociologie du nationalisme n'est pas reconnue pour sa théorisation du rôle des RI dans l'émergence et la diffusion du nationalisme. Benedict Anderson, par exemple, souligne que l'idée d'appartenir à une *communauté imaginée nationale*, une fois qu'elle émerge au 19<sup>e</sup> siècle, se distingue par sa *modularité*. Elle est susceptible d'être transplantée « avec des degrés de conscience variables, sur des terrains sociaux de toutes sortes, pour fusionner ou se fondre avec un éventail non moins large de constellations politiques et idéologiques » (Anderson, 2002, p. 18). Ce que Anderson ne fait pas, par contre, c'est théoriser les mécanismes par lesquels le nationalisme va se diffuser. De même, les conditions et le contexte qui contraignent ou influencent le processus de modulation du nationalisme ne font pas, non plus, l'objet d'une théorisation. Conséquemment, l'explication des différents nationalismes est renvoyée à une description historique mobilisant *ad hoc* des éléments liés aux conditions sociohistoriques propres à chaque cas.

Hechter (1975), Nairn (1981) et Bendix (1978) sont parmi les chercheurs qui s'intéressent à la diffusion du nationalisme. En effet, ces auteurs font du *développement inégal* du mode de production capitaliste ou du processus de modernisation le moteur du nationalisme. Hechter et Nairn proposent que l'émergence du nationalisme tire ses origines de la relation centre-périphérie inhérente au développement inégal du capitalisme. Ainsi, menacées par les empires du centre, les élites des États périphériques ont dû mobiliser les masses par la mise en place de projets nationalistes.

Comme Gellner, le sociologue Reinhard Bendix fait du nationalisme un produit de la modernisation, entendu chez lui comme le processus d'industrialisation et de division du travail. En revanche, l'analyse de Bendix ne fait pas du nationalisme le résultat d'un développement endogène, mais plutôt un phénomène éminemment international. Le nationalisme, soutient-il, est devenu un phénomène global des causes du ressentiment engendré par une impression de retard d'une société donnée envers des sociétés considérées comme plus avancées (voir aussi Greenfeld, 1992). Le processus de modernisation ainsi enclenché va transformer la souveraineté *divine* en souveraineté *populaire*.

Si l'*international* entre bien comme une dimension constitutive dans le modèle du développement inégal comme source du nationalisme et de l'État national, le contexte géopolitique et économique ainsi que leurs dynamiques demeurent sous-théorisés. Le développement inégal ne peut à lui seul expliquer le *timing* du processus de mise en place de l'État national. De même, ce modèle n'offre aucun outil théorique qui permet de saisir la spécificité de chaque cas. La formation des traditions politiques explique la différence entre les sociétés (Bendix, 1978, p. 3). Dans les travaux de Bendix, la spécificité historique des cas est renvoyée à des idiosyncrasies politico-culturelles.

### 2.3 Le nationalisme dans le prisme des RI

Bien que l'État soit une catégorie centrale dans le champ des RI, la nation et le nationalisme sont des catégories ayant été très peu problématisées par les chercheurs.res en RI. Si un auteur classique du champ comme l'historien E.H. Carr se penche bien sur le phénomène dans *Nationalism and after*<sup>9</sup>, l'analyse des liens entre les ordres géopolitiques, le capitalisme et le nationalisme se situe dans un angle mort des courants dominants dans l'étude des RI. Lorsque les politologues néoréalistes abordent le sujet de l'émergence de l'État national, ils en fournissent une explication évolutionniste (Dufour, 2015, p. 167). L'exemple de l'explication que présente le politologue Robert Gilpin à ce sujet représente bien la position théorique néoréaliste sur ce point. En effet, celui-ci soutient que « la transformation de l'environnement économique et militaire met en branle une lutte darwinienne entre entrepreneurs politiques au cours de laquelle seulement les plus forts survivront ; les survivants créeront éventuellement les États-nations de l'Europe de l'Ouest » (Gilpin, 1981, p. 119 cité dans Dufour, 2015 p. 167).

#### 2.3.1 De la souveraineté absolutiste à la souveraineté nationale

Le politologue James Mayall, un représentant de l'École anglaise en RI, est un des rares qui explore les effets du nationalisme sur les relations internationales. Dans *Nationalism and International Society* (Mayall, 1990), ce dernier distingue la *souveraineté absolutiste* de la *souveraineté nationale*. Pour résumer brièvement, la *société internationale*<sup>10</sup> qui va émerger de la souveraineté absolutiste est une société d'États

---

<sup>9</sup> Il est intéressant de noter que Carr prédit, lorsqu'il écrit ce court essai au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, que le nationalisme est déjà un phénomène en déclin devant mener à une forme de communauté politique postnationale.

<sup>10</sup> Selon Hedley Bull, l'un des pionniers de l'École anglaise en RI, « une *société d'États* (ou société internationale) existe lorsqu'un groupe d'États, conscients de certains intérêts communs et de valeurs communes, forment une société dans le sens où ils se conçoivent comme étant liés par un ensemble de règles dans leurs relations les uns avec les autres, et participant au fonctionnement d'institutions

souverains. L'émergence du nationalisme à la fin du 19<sup>e</sup> siècle mène à un compromis entre la souveraineté territoriale absolutiste et le droit à l'autodétermination nationale qui va partitionner et figer la carte géopolitique, créant ainsi une nouvelle société internationale de portée globale. Mayal laisse cependant en suspens la question des origines sociales du nationalisme et renvoie la création des nations à des *communautés historiques* dont les origines ne sont pas problématisées.

### 2.3.2 Identité collective et intérêt national

Une autre perspective, celle-ci provenant d'un constructiviste, est celle du politologue Rodney Bruce Hall. Néanmoins, Hall ne s'intéresse pas, non plus, à l'origine du nationalisme en tant que tel, mais plutôt aux effets qu'engendrent l'identité collective nationale sur la nature des RI. Dans son ouvrage *National Collective Identity* (Hall, 1999), il propose que l'émergence de *l'identité collective nationale* ait fondamentalement transformé la nature des relations internationales et entraîné la reconfiguration des intérêts poursuivis par les acteurs collectifs. Ainsi, si la poursuite d'intérêts dynamiques engendre la forme de souveraineté *territoriale* caractéristique des États absolutistes, la nationalisation des acteurs étatiques va entraîner une nouvelle forme de souveraineté *nationale* et la poursuite d'une nouvelle forme d'intérêts par les acteurs collectifs (les États) c'est-à-dire, la poursuite d'un intérêt dépersonnalisé : *l'intérêt national*.

---

communes » (Bull, 1977, p. 13, cité dans Zhang et Buzan, 2012, p. 7). Une société internationale n'est donc pas simplement un système interétatique, mais l'établissement d'un dialogue et d'un consentement entre un groupe d'États, visant à établir « des règles et des institutions communes dans la conduite de leurs relations, et reconnaître leurs intérêts communs dans le maintien de ces arrangements (Bull et Watson, 1984, p. 1, cité dans Zhang et Buzan, 2012, p. 7).

### 2.3.3 La transformation globale

Plus récemment les politologues Barry Buzan et George Lawson (2015) ont proposé une analyse de la transformation des RI au cours du passage à la modernité. Elle s'appuie sur les intuitions de Hall et Mayall, auxquelles vient se greffer toute une panoplie de contributions issues de la SH et de l'histoire globale. Ils soutiennent que la modernité des relations internationales tire ses origines d'une *transformation globale* qui s'opère au cours du *long 19e siècle* (1776-1914) et qui va reconfigurer la structure des RI. C'est à ce moment qu'ils situent une configuration historiquement spécifique de trois dynamiques distinctes, mais qui se renforcent mutuellement : l'*industrialisation*, la *construction d'un État rationnel* et l'*émergence d'idéologies du progrès*. Ces trois éléments de la transformation globale vont entraîner une redistribution du pouvoir et faire passer la structure internationale d'un monde sans véritable centre de domination, à un *globalisme centré*, c'est-à-dire, à une société internationale de portée globale, mais articulée par une relation centre-périphérie établissant la domination de l'Occident.

Dans leur analyse, l'émergence du nationalisme n'occupe pas une place de premier plan. Comme Mayall et Hall, ils attirent notre attention sur l'impact qu'a eu le nationalisme sur la transformation de la souveraineté et de la légitimité politique (Buzan et Lawson, 2015, p. 39 et 115). Ils estiment que le nationalisme est une force progressiste « dans le sens où il a créé de nouvelles formes et de nouvelles échelles d'ordres sociaux et d'intégration politique » (Buzan et Lawson, 2015, p. 100).

En revanche, les circonstances de l'émergence du nationalisme demeurent vagues. Afin d'expliquer son essor, ils s'en remettent essentiellement aux théories classiques (Buzan et Lawson, 2015, p. 114). Dans leur exposé, les contributions des différents théoriciens du nationalisme y sont davantage additionnées (par exemple le rôle de l'industrialisation et du capitalisme de l'imprimé), qu'elles ne sont problématisées. Comme Mayall et Hall, Buzan et Lawson concentrent essentiellement leur analyse sur les effets du

nationalisme sur la nature des RI. Conséquemment, les mécanismes de diffusion du nationalisme restent flous et sa relation avec le capitalisme demeure inexplorée. L'analyse du lien entre les ordres géopolitiques, les régimes sociaux de propriété et d'appropriation et le nationalisme demeure dans l'angle mort de la discipline des RI et de la sociologie du nationalisme (Dufour, 2007).

#### 2.4 L'État national comme successeur légitime de l'empire ?

Selon Mayall, Hall, Buzan et Lawson, le nationalisme a transformé l'ordre international et a établi l'État-nation en tant qu'unité politique légitime aux dépens de la forme impériale (Buzan et Lawson, 2015, p. 117-118). L'idée que l'État national et le nationalisme sont l'antithèse de l'empire est bien enracinée en sciences sociales. Selon le modèle influent<sup>11</sup> mis de l'avant par Ernest Gellner, l'émergence des États-nations et la chute des empires se firent dans un seul et même mouvement, une conception qui a longtemps été prise pour acquis dans les théories modernistes du nationalisme (Gellner, 1983 ; voir aussi Meyer *et al.*, 1997).

Les sociologues Andreas Wimmer et Wesley Hiers estiment que les mouvements nationalistes ont été la cause directe de l'effondrement des empires. Selon eux, les pressions géopolitiques induites par le contexte du *long 19<sup>e</sup> siècle* ont, de manière différenciée

déclenché, accéléré ou retardé un processus de transformation global dont l'émergence n'aurait pu être évitée et dont le développement subséquent n'aurait pu être étouffé : la montée d'un nouveau principe de légitimité politique, l'autonomie politique au nom d'un peuple défini au niveau national, qui a été adopté par de plus en plus des dirigeants politiquement ambitieux

---

<sup>11</sup> Pour une présentation de ce modèle, voir (Dufour, 2019, p. 347)

à travers le monde et par des segments toujours plus importants de la population (Wimmer et Hiers, 2013, p. 250).

Le nationalisme et les notions de souveraineté et d'affirmation nationales qui lui sont rattachées vont devenir le moteur de la guerre et la source de la dislocation des vieux empires. Si le rôle des mouvements nationalistes a été plus ou moins important selon les cas, il a néanmoins toujours été significatif, et surtout, antérieur à l'éclatement de l'empire.

#### 2.4.1 Un nationalisme impérial

Bien qu'il reconnaisse que l'empire et l'État-nation sont deux formes d'organisations sociales qui partagent plusieurs attributs idéologiques et structurels, le sociologue Siniša Malešević estime que c'est la capacité de *pénétration infrastructurelle* et *idéologique* propre à l'État-nation qui fait défaut à la forme impériale. Si l'empire se construit et repose sur la *diversité* culturelle, la légitimité de l'État-nation repose, elle, sur le principe d'*homogénéité* culturelle. Conséquemment, ce dernier ne peut pas s'accorder avec une diversité culturelle illimitée (Malešević, 2017, p. 158). Il en vient donc à la conclusion que :

le nationalisme impérial est un oxymore avec une durée de vie limitée. Une fois que la bureaucratisation cumulative de la coercition et que l'idéologisation centrifuge deviennent pleinement intégrées dans les réseaux de microsolidarité, la forme impériale *ne peut que* [is bound to] céder la place au modèle d'organisation politique de l'État-nation (Malešević, 2017, p. 158, c'est moi qui souligne).

Or, des développements récents, tant en histoire globale qu'en sociologie du nationalisme, nous forcent à reconsidérer la relation entre empire et État national. Le récit téléologique selon lequel les anciennes formes d'organisation sociopolitique, dont les empires, devaient *inévitablement* céder leur place aux États nationaux modernes est remis en question. Le passage de l'empire à l'État national, loin d'être unilinéaire et

simultané, est plus complexe et tardif qu'on ne l'a longtemps pris pour acquis en sciences sociales (Burbank et Cooper, 2010 ; Dufour, 2019, p. 347-356). Au contraire, les deux modes d'organisation ont davantage en commun qu'on ne l'a longtemps pré-supposé (Breuilly, 2017 ; Hall, 2013 ; Halperin, 2017). L'historien de l'Empire britannique John Darwin (2013) démontre par exemple que dans plusieurs cas l'empire fut la source à partir de laquelle des identités locales dans les colonies furent recodifiées.

#### 2.4.2 État national et empire : un seul processus

Les chercheurs.res en sciences sociales ont longtemps pris pour acquis que l'avènement de l'État national japonais s'est déroulé dans un monde d'États-nations. Dans sa typologie des voies vers la nation, Anthony Smith propose que le Japon, aux côtés de la Chine, la Russie, la Perse, la Turquie et l'Éthiopie, ait emprunté une voie alternative à celle de l'Occident : la voie impériale (Smith, 1991). Bien qu'il attire notre regard sur le rôle de l'empire dans la construction nationale au Japon, on peut se demander s'il s'agit véritablement d'une spécificité de ce cas et des autres qu'il associe à la voie impériale.

Le sociologue Kirshan Kumar (2006a, 2006b) démontre comment les processus de construction de l'identité *british* et de l'identité française furent directement enracinés dans la compétition géopolitique interimpériale. L'État-nation et l'empire « ne sont pas tant opposés » qu'ils sont « des expressions alternatives ou complémentaires du même phénomène de pouvoir » (Kumar, 2013, p. 282, 2010). Dans plusieurs cas, le processus de formation de l'État-nation et de l'empire furent des phénomènes concomitants. « Plusieurs "États-nations", pour le dire autrement, sont des empires en miniature ; ils ont été formés comme les empires sont habituellement formés » (Kumar, 2013, p. 286).

### 2.4.3 Le *mythe* de Westphalie

Les traités de Westphalie (1648), qui marquent la fin de la guerre de Trente Ans (1618-1648), sont souvent considérés comme l'acte fondateur des relations internationales modernes. Or, dans une étude des relations à l'intérieur du système interétatique européen entre les 8<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, Benno Teschke (2003) a démontré que ces traités ne sont pas une affirmation de relations entre États souverains modernes. Ils reconnaissent et régulent les relations entre des États absolutistes et des régimes dynastiques. Les historiens Jane Burbank et Frederick Cooper abondent dans le même sens. « Les signataires du traité », ajoutent-ils, « n'étaient ni très nationaux ni clairement délimités ; ils ont poursuivi et ont été sujets à des ambitions impériales pour les trois siècles suivants ». La reconnaissance d'une souveraineté westphalienne désignant un monde découpant le monde en États territoriaux clairement définis, fermés et interagissant avec des États de la même qualité « a plus à voir avec 1948 qu'avec 1648 » (Burbank et Cooper, 2010, p. 183).

« Dès 1900, la nation, dans une forme ou une autre, semble être à mieux de répondre aux exigences domestiques de la plupart des sociétés européennes » (Lieven, 2013, p. 197). Or, la réalité géopolitique fournit, elle, d'autres impératifs. Dans le mode des relations internationales, « le futur semble appartenir aux empires d'échelle et de ressources continentales. La majeure partie du 20<sup>e</sup> siècle fut le théâtre des efforts entrepris à réussir la quadrature du cercle en créant des nations impériales et des empires nationaux » (Lieven, 2013, p. 197).

C'est donc dans un monde d'empires que survient la restauration Meiji en 1868. Comme la plupart des États du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, le Japon assimile le fait d'être *moderne* au fait d'être une *puissance impériale*. Ces deux choses sont « deux côtés d'une même pièce » (Iriye, 1989, p. 782). La Consolidation d'un empire international et d'une domination politique nationale participe au même processus. La voie impériale,

identifiée par Smith comme une voie alternative, semble être davantage la norme que l'exception. Le cas du Japon doit donc être réinscrit dans un contexte global de rivalités entre empires nationaux et États nationaux impériaux.

## 2.5 Convergence de la SH, des RI et de l'histoire globale

À partir du milieu des années 1980, de plus en plus de chercheurs.res en RI vont se tourner vers les travaux en SH (Hobden, 1999). Ils s'intéressent alors à la théorisation de l'État qui fait défaut à la discipline des RI. Au tournant des années 2000, le dialogue entre les RI et la SH s'intensifie. Les chercheurs.res sont insatisfaits de la portée explicative du modèle réaliste anhistorique. Ce dernier, considèrent-ils, est incapable d'expliquer le changement social. Ici, aux objets classiques viendront s'ajouter les régimes de territorialité, la souveraineté moderne et les ordres géopolitiques. S'ils saluent le fait que les sociohistoriens.nes aient situé l'État dans son environnement international, ils déplorent cependant l'appropriation non critique effectuée par Skocpol, Mann et Tilly d'une conception réaliste des relations internationales (Halliday, 2002 ; Hobden, 1999 ; Hobson, 1998, 2002 ; Lawson et al., 2010 ; Matin, 2013).

Certains vont, dans un premier temps, converger vers un programme de recherche qu'ils désignent comme une sociologie historique des relations internationales (SHRI) (Hobden et Hobson, 2002). Si la première génération historicise la sociologie, cette génération de chercheurs.res en RI tente d'historiciser et de sociologiser les relations internationales. Néanmoins, on reproche aux contributions de la SHRI leur hétérogénéité et leur éclectisme (Lawson, 2007).

### 2.5.1 Vers une troisième vague?

Dans un texte au titre programmatique publié en 2002, Halliday plaide « pour une sociologie internationale ». Il voit alors avec la mise en place d'un tel programme de

recherche, l'aboutissement normal du dialogue entre la SH et la discipline des RI. Il est suivi par Rosenberg qui propose un article qui va établir l'agenda d'une *troisième vague* de SH. Reformulant le titre d'un article classique publié dans les années 1960 par Martin Wight<sup>12</sup>, il pose alors la question : « Pourquoi n'y a-t-il pas de sociologie historique internationale ? » (Rosenberg, 2006).

Pour donner suite à ces développements, plusieurs chercheurs.res convergent vers la mise en place d'une métadiscipline, la sociologie historique internationale (Anievas et Matin, 2016 ; Lawson *et al.*, 2010 ; Rosenberg, 2006) ou la sociologie historique globale (SHG) (Go et Lawson, 2017), qui intègre les développements de la SH et de la discipline des RI avec ceux de la *world history* (et sa conception du développement sur la *longue durée*) et de sa mouture plus récente, l'histoire globale.

Depuis le début des années 1990, les mots *global* et *transnational* ont une présence de plus en plus marquée dans les titres des livres et des articles en sciences sociales (Bentley, 2011 ; Conrad, 2016 ; Iriye, 2013). S'appuyant sur le concept de *globalisation*, des historiens.nes attirent l'attention sur le fait que le monde était connecté par des réseaux d'échanges et d'interactions économiques, politiques et culturels bien avant notre époque contemporaine. Christopher Bayly évoque, à partir du 17<sup>e</sup> siècle, une *globalisation archaïque et prémoderne* afin de caractériser la période d'intégration graduelle du monde dans un ordre international moderne (Bayly, 2004, p. 44-46). Il y a des problèmes avec la valeur analytique du concept de *globalisation* qui sont en dehors du cadre de ce mémoire<sup>13</sup>. L'histoire globale a néanmoins établi un agenda de recherche désormais incontournable en sciences sociales. Les trajectoires de développement ne peuvent plus être analysées en vase clos, elles doivent être mises en relation :

---

<sup>12</sup> « Why is there no International Theory » (Wight, 1960a)

<sup>13</sup> Pour une critique des théories de la *globalisation* voir (Lacher, 2006 ; Rosenberg, 2005). Pour une critique de l'absence de théorisation et du flou analytique du concept de *globalisation* en histoire globale, voir (Osterhammel, 2011).

elles sont traversées par des réseaux d'échanges économiques, politiques et culturels. En d'autres mots, elles doivent être inscrites dans les périodes globales à l'intérieur desquelles elles se déploient.

## CHAPITRE II

### LES MODÈLES THÉORIQUES : L'ÉTAT FISCAL-MILITAIRE ET LA MONTÉE DU COMMERCE

Dans ce chapitre, nous jetons un regard critique sur les modèles théoriques les plus importants qui tentent d'expliquer l'émergence de l'État national et sur la place qu'ils accordent à l'impact causal du capitalisme sur ce processus. Deux modèles principaux retiennent particulièrement notre attention : le *modèle géopolitique* et le *modèle de la commercialisation*. L'objectif de ce chapitre est de démontrer que ces modèles comportent des limites importantes qui ne peuvent être surmontées à l'intérieur de leurs cadres théoriques respectifs.

#### 4.1 L'État fiscal-militaire

Chez les néowébériens, l'insertion des trajectoires de développement dans leur contexte global se fait en grande partie par l'insistance sur la primauté du rôle causal de la compétitivité du système interétatique dans le processus qui va engendrer l'État moderne. Les relations internationales, estiment les néowébériens, « ne sont pas des connexions établies entre des États préétablis, qui pourraient maintenir leur souveraineté indépendamment des autres : elles sont la base sur laquelle repose l'existence même des États-nations » (Giddens, 1985, p. 263-264). Lorsqu'on étudie le processus de formation de l'État moderne, « l'objet approprié de notre étude n'est pas l'État, mais

des États placés dans un ordre international composé d'États inégaux et en compétition les uns avec les autres » (Pierson, 2004, p. 2).

Au cœur du modèle géopolitique des analyses néowébériennes se trouve *l'État fiscal-militaire*<sup>14</sup> (Brewer, 1990). L'État, considère-t-on, possède le monopole de la violence légitime et exerce son pouvoir à travers des institutions politiques sur un territoire clairement défini<sup>15</sup>. Tilly, par exemple, applique le concept d'*État* à « n'importe quelle organisation qui contrôle des moyens de contraintes substantielles et qui peut en revendiquer avec succès et d'une façon durable l'usage propriétaire sur tous les autres détenteurs du pouvoir de contrainte à l'intérieur d'au moins un territoire clairement délimité » (Tilly, 1992, p. 44)<sup>16</sup>. C'est dans son travail que réside la formule paradigmatique du *modèle géopolitique* : « La guerre a fait l'État et l'État a fait la guerre » (Tilly, 1975, p. 42).

#### 4.1.1 Le modèle géopolitique

Le modèle de Tilly a eu une influence considérable. Ses prémisses ont été reprises et amendées par plusieurs chercheurs.res et le modèle a été appliqué à différents

---

<sup>14</sup> Selon Brewer, la domination britannique au 19<sup>e</sup> siècle repose sur le fait qu'à partir de la Glorieuse Révolution (1688), la Grande-Bretagne « a pu assumer un fardeau d'engagements militaires toujours plus important grâce à une augmentation radicale du niveau de taxation, du développement du financement à partir d'une dette publique (une dette nationale) à une échelle sans précédent, et à la croissance d'une administration publique consacrée à l'organisation des activités fiscales et militaires de l'État » (Brewer, 1990, p. xiii).

<sup>15</sup> La définition proposée par Michael Mann est cependant quelque peu différente. Bien qu'il reprend sensiblement la définition wébérienne classique, il laisse de côté le monopole de la violence légitime qu'il réserve pour le pouvoir militaire. L'État, tel que le définit Mann est « un ensemble d'institutions et de personnels différenciés incarnant la centralité, dans le sens où les relations politiques radient à partir d'un centre afin de couvrir une région territorialement délimitée » (Mann, 1984, p. 188).

<sup>16</sup> Abondant dans le même sens, Skocpol définit l'État comme un « ensemble d'organisations administratives, de police et militaire dirigé, et plus ou moins coordonné, par une autorité exécutive ». « Tout État », précise Skocpol, « extrait d'abord et fondamentalement des ressources de la société et les déploie afin de créer et soutenir des organisations coercitives et administratives (1979, p. 29)

contextes<sup>17</sup>. Les explications de la formation du système interétatique moderne, constate Benno Teschke, sont de plus en plus sophistiquées et introduisent plusieurs variables qui donnent de la précision au modèle (Teschke, 2010, 2017). Elles partagent néanmoins le consensus selon lequel la guerre a fait l'État (Teschke, 2010, p. 36, 2017, p. 26). Ici, la prémisse centrale demeure toujours sensiblement la même : il existe un lien causal direct entre la compétition géopolitique, la taxation et le processus de formation étatique qui a mené à l'État rationnel légal moderne. On peut résumer la chaîne causale du processus de formation de l'État fiscal-militaire par le schéma idéal-typique suivant :

Rivalité géopolitique → guerre → innovations technologiques et institutionnelles dans le domaine militaire → hausse des coûts → hausse de l'extraction de ressources publiques → nouveaux modes de taxation, de fiscalité et de finances publiques → bureaucratisation → centralisation et rationalisation de l'État → monopole de la violence légitime par l'État → souveraineté moderne.

Figure 2.1 Le modèle géopolitique (Teschke, 2010, p. 42)

Ce modèle opère à partir d'une conception de l'État en tant que *Machtstaat*, dont la « raison d'être réside principalement dans la *Machtpolitik* (politiques de puissance) engendrée par des impératifs externes » (Teschke, 2010, p. 42). Ici, les dirigeants, répondant aux impératifs militaires de la compétition géopolitique, vont centraliser les ressources humaines, militaires et financières nécessaires à leur survie dans un environnement anarchique hostile.

À terme, ce processus néoévolutionniste enclenche une lutte de laquelle l'État souverain rationnel légal (l'État moderne) sort vainqueur. Ce dernier va par la suite s'imposer

---

<sup>17</sup> Pour une application et une précision de ce modèle au contexte européen et ailleurs dans le monde voir (Downing, 1993 ; Ertman, 1997 ; Herbst, 1990 ; Hui, 2005). Sur la critique de ce modèle, voir (Dufour, 2019).

à toute l'Europe par un processus d'*isomorphisme institutionnel*. Succédant à une grande variété de régimes politiques (cité-État, empire, ligue, etc.) l'État souverain moderne, selon ce modèle, s'impose au reste du monde par une lutte darwinienne parce qu'il offre un meilleur équilibre entre le contrôle du pouvoir coercitif (monopole de la violence légitime) et du capital nécessaire à sa (re)production (Tilly, 1992) ou encore parce qu'il possède un avantage institutionnel vis-à-vis ses compétiteurs dans l'articulation entre l'organisation sociale domestique et les affaires externes (Spruyt, 1994a, p. 554-555).

#### 4.1.2 Le pouvoir autonome de l'État et l'anarchie du système international

La pièce maîtresse de la SHNW est l'idée selon laquelle l'État est le site d'un *pouvoir politique autonome*. Dans la discipline des RI, surtout chez les néoréalistes, cette affirmation semble évidente. Si la relation entre l'État et la société a été l'apanage de la sociologie et des sciences politiques, la discipline des RI a défini sa discipline autour du fait que le monde est divisé en États territoriaux souverains, une réalité qui fait émerger une série de questionnements et de problèmes qui méritent qu'un champ d'études distinct lui soit dédié.

Pour les néoréalistes, les États souverains sont les unités de base du système international. Ils possèdent des institutions qui les rendent tous fonctionnellement semblables. Que les relations entre les États aient lieu entre des États dynastiques ou des États nationaux n'a pas d'importance. Les prémisses du système international, c'est-à-dire l'évolution dans des conditions d'anarchie, demeurent inchangées, et ce, *peu importe la nature des unités qui le composent*. Dans un ordre anarchique, estime le néoréaliste Kenneth Waltz, « les unités sont fonctionnellement similaires et tendent à le demeurer » (1979, p. 104). Les États et leurs dirigeants sont réputés être des entités rationnelles qui agissent au nom d'un intérêt national fixe, la sécurité. Ce dernier découle d'une structure invariable dont le principe ordonnateur est l'*anarchie*, engendrée

par l'*absence d'une autorité politique centrale* qui posséderait le monopole de la violence légitime. Le comportement des États sur la scène internationale peut donc être déduit à partir de la nature du système international et la composition domestique de ceux-ci est réputée ne pas avoir d'impact sur la nature des relations internationales. Devant l'invariabilité de la structure du système international, le « comportement des États, les patterns de leurs interactions et les résultats que leurs interactions ont produits », estime Waltz, « ont été répétés encore et encore à travers les siècles, malgré des changements profonds dans la composition interne des États » (1993, p. 45).

La conception de l'autonomie de l'État chez les néowébériens n'est pas loin de celle des néoréalistes. « L'implication de l'État dans un réseau international d'États constitue la base potentielle de l'autonomie de l'action sur et contre les groupes et les arrangements économiques sous sa juridiction » (Skocpol, 1979, p. 31). Le pouvoir autonome de l'État s'exprime dans le fait qu'il « formule et poursuit des buts qui ne sont pas simplement le reflet des demandes ou des intérêts de groupes ou de classes sociales ou de la société » (Skocpol, 1985, p. 9). Cette autonomie peut opérer contre les classes dominantes ou contre les rivaux géopolitiques (Skocpol, 1979, p. 29-31). Mann, quant à lui, distingue l'organisation internationale et domestique du pouvoir politique<sup>18</sup>. Il insiste, comme les néoréalistes, sur le fait que l'absence de la domination politique d'un seul État implique qu'au-delà de ses limites territoriales, l'État opère dans une arène de relations interétatiques où se déploie une autre des facettes autonomes de son pouvoir, la *diplomatie géopolitique*.

---

<sup>18</sup> Au niveau domestique, l'État est une entité centralisée dont les contours territoriaux sont clairement définis. À ce niveau, Mann distingue le *pouvoir despotique*, qui désigne le répertoire d'actions que l'élite gouvernante peut entreprendre sans entrer en négociation avec les groupes de la société civile (1984, p. 188), et le *pouvoir infrastructurel*, qui désigne, lui, « la capacité effective de l'État à pénétrer la société civile, et à implanter les décisions politiques à travers le royaume » (1984, p. 189).

Tant chez Mann que chez Tilly et Skocpol, l'autonomie de l'État, au niveau domestique, « s'exprime par sa capacité à agir contre la société, c'est-à-dire à contourner ou à surmonter les obstacles ou les contraintes issues de la société, de manière à se conformer aux exigences fonctionnelles de la structure du système international » (Dufour et Lapointe, 2010, p. 392). Les dirigeants des États sont présentés comme des entités possédant une rationalité invariable qui les pousse à ne chercher que leur avantage personnel, c'est-à-dire, la consolidation et l'élargissement du pouvoir de l'État. Pour ce faire, les dirigeants sont prêts à s'allier à n'importe quelle classe. Au final, tant chez les néoréalistes que chez les néowébériens, la notion d'autonomie de l'État s'avère limitée puisque celui-ci, en dernière analyse, n'est qu'une courroie de transmission d'un processus de sélection compétitif relevant d'un système international anarchique.

#### 4.2 La compétition géopolitique et la forme nationale de l'État

Comment, à partir du modèle géopolitique, les wébériens expliquent-ils que l'État va prendre une forme *nationale* ? Dans les prochaines sections, nous nous pencherons sur les explications fournies par Tilly et Mann. Par la suite, nous verrons celles qui ont été récemment proposées par les sociologues Andreas Wimmer et Sinisa Malešević, dont les travaux s'inscrivent dans le prolongement de ceux de Mann et Tilly.

##### 4.2.1 Contrainte, capital et État national

Dans son ouvrage phare sur la naissance de l'État moderne en Europe, *Coercion, Capital and European States*, Tilly ne problématise guère le système capitaliste, pourtant un de ses *deux processus maîtres*. Il conçoit le *capital* comme toutes « ressources mobiles tangibles, ainsi que les revendications exécutoires sur de telles ressources ». Les capitalistes sont donc ceux qui se « spécialisent dans l'accumulation, l'achat, et la vente de capital » (Tilly, 1992, p. 7). Dans son modèle, la *compétition géopolitique*, c'est-à-

dire la guerre et la préparation pour la guerre, est l'élément central du processus de formation de l'État national.

La compétition géopolitique engendrée par les pressions d'un système interétatique européen génère trois types de processus de formation étatique, dont la variation des structures est attribuable à l'organisation économique régionale d'un pays donné<sup>19</sup>. Selon Tilly, c'est la trajectoire à *contrainte capitalisée*, qui, grâce à l'atteinte d'un équilibre dans sa capacité d'accumulation et de mobilisation de capital et des moyens de contrainte, va s'imposer comme la plus efficace et éventuellement déboucher sur des États de formes nationales comme la France, l'Angleterre ou l'Espagne. À partir du 17<sup>e</sup> siècle, les États nationaux, grâce à un contexte qui favorise l'accès combiné à « de grandes populations rurales, des capitalistes et des économies relativement commercialisées » (Tilly, 1992, p. 15), s'avèrent plus aptes à mobiliser les ressources nécessaires afin de mener les campagnes militaires et donc, ultimement, plus puissants que leurs rivaux. L'État national va « fournir un modèle attrayant pour les États ayant vu le jour par d'autres combinaisons de contrainte et de capital » (Tilly, 1992, p. 31).

Pour Tilly, le nationalisme et la forme nationale de l'État découlent directement du processus de centralisation étatique. Le nationalisme et l'homogénéisation culturelle des nations sont des formes de contrôle direct mis en place et promu par les dirigeants afin de stimuler l'acceptation populaire du processus de formation étatique (collecte en masse des taxes, service militaire, etc.) (Tilly, 1992, p. 63, 106-107, voir aussi 1994). Dans les travaux de Tilly sur l'État, l'adjectif *national* ne fait, d'ailleurs, pas l'objet d'une définition sociologique et signifie essentiellement « à l'échelle de l'État » (Brubaker, 1996, p. 16 ndbp). Il prend pour acquis que la forme nationale de l'État découle d'un processus d'ingénierie sociale. Or, si ce modèle fait de la multiplicité géopolitique

---

<sup>19</sup> Tilly distingue trois types de contextes socio-économiques avec lesquels les dirigeants doivent composer afin de se préparer pour la guerre et qui vont déboucher sur trois trajectoires types de formation étatique : les trajectoires à *forte contrainte*, à *fort capital* et à *contrainte capitalisée*.

une conséquence de l'efficacité institutionnelle rationnelle de l'État national, comment peut-on expliquer que les États ne prennent pas la forme d'unités économiques et politiques d'une taille plus significative, ce qui réduirait les coûts de transaction d'une manière substantielle, sans supposer *a priori* un découpage du monde en entités culturelles primordiales autour desquelles vont se construire les États nationaux (Hoffmann, 2010, p. 31)? En d'autres mots, *la multiplicité des formes nationales est présupposée, mais elle n'est pas expliquée.*

#### 4.2.2 L'État national et le modèle IEMP

Mann propose, lui, un récit du développement de l'État national en trois temps qui est aussi centré sur l'impact causal de la compétition géopolitique. Il spécifie, à chacune des phases de développement, le rôle des quatre sources du pouvoir social (IEMP) et de leurs formes organisationnelles. Dans un premier temps, le *pouvoir idéologique* engendre une phase protonationale alors que l'Église, en soutenant l'alphabetisation de masse, contribue à la diffusion d'identités sociales supralocales. Dans sa deuxième phase, le protonationalisme bénéficie de l'effet combiné du développement du capitalisme commercial (*pouvoir économique*) et des États en cours de modernisation (*pouvoir politique*) qui contribuent chacun à la diffusion « d'identités protonationales (et de classes) plus universelles, qui enveloppent les rôles économiques, les localités et les régions particularistes ». Finalement, au cours des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, dans une dernière phase décisive, la compétition géopolitique (*pouvoir militaire*) génère des rivalités qui « donnent aux identités nationales leurs premiers sentiments agressifs les unes envers les autres ». À partir de ce moment, les « proto nations deviennent de véritables et en quelque sorte agressives nations conscientes d'elles-mêmes et traversant les classes » (Mann, 1986, p. 249).

Comme nous l'avons vu, Mann met en garde contre les analyses en sciences sociales qui considèrent les sociétés comme des systèmes fermés. Pourtant dans sa

reconstruction du récit de la montée de l'Occident, au cœur duquel il place l'émergence de l'État-nation, Mann propose une conception de l'Europe comme un tout cohérent, avec une dynamique qui lui est propre. Dès l'an 800, on voit les quatre sources de pouvoir social identifiées par Mann (IEPM) converger vers une « seule direction générale de développement ». Dès lors, l'entité sociogéographique que l'on connaît aujourd'hui sous le nom d'*Europe* « possède une unité sociale », et ce, « jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle » (Mann, 1986, p. 373). Pourtant, Mann n'offre aucune piste analytique qui permet de comprendre les mécanismes qui gouvernent le processus de séparation et de convergence de ses quatre sources de pouvoir social (Brenner, 2006, p. 194).

#### 4.2.3 La guerre, le nationalisme et la diffusion de l'État national

Plus récemment, des sociologues s'intéressant de plus près à l'ethnicité et au nationalisme ont cherché à peaufiner le modèle géopolitique. Wimmer cherche à expliquer comment un « monde d'empires multiethniques, de royaumes dynastiques, de confédérations tribales et de cités États » va se transformer en « un monde d'États étant chacun dirigé au nom d'une nation » (Wimmer, 2013, p. 3) et comment cette transformation fut « à la fois la cause et la conséquence d'une nouvelle vague de guerres » (Wimmer, 2013, p. 4). Il reprend la balle où Tilly l'avait laissée en approfondissant l'analyse du rôle de la guerre dans le passage de l'État centralisé dynastique à l'État moderne, en y précisant le rôle du nationalisme dans ce processus. Si la guerre a forgé l'État moderne, le nationalisme et « l'idée de la nation comme famille élargie de loyauté politique et d'identité commune » (Wimmer, 2013, p. 4) fournissent le socle idéologique sur lequel sa légitimité repose. Le nationalisme, en d'autres mots, représente une force historique de premier plan qui a refaçonné la carte géopolitique. En somme, la « montée et la prolifération globale de mouvements nationalistes a été un facteur crucial dans la refonte de la structure du système d'États au cours des deux cents dernières années » (Wimmer, 2013, p. 4 ; voir aussi Wimmer et Hiers, 2013, p. 212-213).

Comme le prédit le modèle géopolitique, le nationalisme émerge d'abord en Europe, dans un contexte où la guerre incessante entraîne la nécessité de centraliser les ressources financières et militaires. Ceci contraint les élites à faire des compromis avec la population. Ce nouveau *pacte national*, négocié dans les premiers États-nations (France, Grande-Bretagne, États-Unis, Pays-Bas), se montre d'une efficacité sans précédent dans sa capacité à inculquer la loyauté militaire et à gagner le soutien politique des masses. Des leaders politiques partout dans le monde tentent par la suite de se l'approprier afin de mettre en place, eux aussi, des États dont la puissance peut leur permettre de rivaliser dans le nouveau système interétatique. Néanmoins, à « l'instar des processus de contagion, la montée en puissance de l'État-nation dans le monde résulte de la concaténation de changements au sein de pouvoirs locaux et régionaux en faveur des nationalistes, sans grande aide du système mondial » (Wimmer, 2013, p. 6). La portée explicative du modèle théorique Wimmer repose donc sur l'analyse des *configurations de pouvoir* au sein de chaque société<sup>20</sup>.

Il soutient que les États-nations

sont créés chaque fois que la configuration du pouvoir favorise les mouvements et les factions nationalistes par rapport aux centres impériaux ou aux anciens régimes, indépendamment du fait que les processus de modernisation nationale aient préparé une société pour l'édification de la nation. Un tel changement de pouvoir est plus probable lorsque les nationalistes ont eu amplement le temps de mobiliser des partisans et de propager leur idéologie ou lorsque le régime établi est affaibli par les guerres (Wimmer, 2013, p. 106).

En somme, au sein des diverses configurations de pouvoir, les conflits entre différentes composantes politiques et la balance du pouvoir entre les acteurs, vont, dans une large

---

<sup>20</sup> Il y a quatre types d'acteurs en compétition qui peuplent son modèle et dont les conflits structurent les différentes configurations de pouvoir : les *élites dominantes*, les *élites subordonnées*, les *masses dominantes* et les *masses subordonnées*.

mesure, déterminer « quelle vision d'un ordre politique légitime et quels principes institutionnels prévaudront » (Wimmer, 2013, p. 79). La population « n'adopte des identités nationales, ethniques ou populistes que si cela lui offre une relation d'échange favorable avec les élites » (Wimmer, 2013, p. 41).

Pour que l'on assiste à la mise en place d'un État-nation, « des forces nationalistes doivent d'abord émerger avant qu'elles ne puissent éventuellement prendre le contrôle de l'État ou en fonder un nouveau » et elles « vont avoir plus de succès si le centre est affaibli par la guerre » (Wimmer, 2013, p. 100). Au final, c'est la force d'un mouvement nationaliste qui, ultimement, va déterminer les chances de succès du projet de mise en place d'un État-nation.

Les précisions apportées par Wimmer au modèle géopolitique lui donnent une plus grande portée explicative. En revanche, ce dernier laisse dans l'ombre le rôle du capitalisme. Pour autant qu'il s'intéresse à l'impact de la *modernisation économique*, c'est pour discréditer le lien fonctionnaliste établi par Gellner entre l'industrialisation et l'émergence du nationalisme (Wimmer, 2013, p. 75-76). Cela démontre les limites de son analyse quantitative. Bien que le développement industriel soit un phénomène quantifiable, l'analyse de la transformation des relations sociales de propriété et de leur impact potentiel sur l'émergence du nationalisme doit être qualitative.

#### 4.2.4 La bureaucratisation cumulative de la coercition

Malešević s'oppose au lien de causalité direct entre le nationalisme et la violence qui découle de l'association que fait Wimmer entre la guerre et la transformation de la forme impériale vers la forme nationale de l'État. Bien qu'il ne nie pas et reconnaît la violence de plusieurs luttes de libération nationale (Malešević, 2013, p. 118), il estime qu'il n'y a pas de lien causal direct entre la violence et le nationalisme. Plutôt

c'est l'expansion graduelle et cumulative des pouvoirs organisationnels et idéologiques, jumelée avec la capacité grandissante des organisations sociales modernes à pénétrer l'univers microsociologique, qui a directement stimulé la prolifération des deux, la violence et le nationalisme (Malešević, 2013, p. 119).

Contrairement à ce que prétendent les ethnosymbolistes et les primordialistes, il n'y a pas de continuité culturelle qui permet de tracer un fil conducteur dans le passage des groupes ethniques aux nations. Or, cela ne veut pas dire que les États-nations font *tabula rasa* là où ils se forment. Au contraire, l'État-nation ne s'est pas érigé en rupture avec les formes institutionnelles qui l'ont précédé, mais en continuité avec certains processus sociaux en développement pendant plusieurs siècles avant sa mise en place. Cette continuité est organisationnelle et, dans une certaine mesure, idéologique.

L'explication de Malešević reprend la relation causale établie par Gellner : le nationalisme a engendré les nations et pas l'inverse. Cependant, en tant qu'*explanans*, l'industrialisation cède le pas au *processus de bureaucratisation cumulative de la coercition*. Il s'agit du processus historique qui a mené à l'augmentation de la capacité organisationnelle du pouvoir coercitif de l'État, qui en a fait une organisation sociale bureaucratique dont la portée et la *pénétration infrastructurelle et sociale* d'une ampleur grandissante s'étendent sur un territoire de plus en plus large (Malešević, 2013, p. 8, 2017, p. 150). Cette pénétration donne lieu à un deuxième processus, l'*idéologisation centrifuge*, par lequel la légitimation idéologique pénètre les sociétés. De plus en plus de couches de la population, indépendamment des divisions qui les traversent, deviennent réceptives aux justifications normatives sur lesquelles repose l'unité collective nécessaire au maintien d'une organisation sociale comme l'État-nation (Malešević, 2013, p. 81, 2017, p. 53). Le succès de cette pénétration idéologique est dû à sa capacité d'*enveloppement de la microsolidarité*, c'est-à-dire, par son pouvoir de pénétration des formes de microsolidarités de groupes (tels que la famille, le voisinage et l'amitié) et d'en transférer les attributs, par exemple la solidarité, vers l'image de la nation en tant

que famille élargie ou groupe d'amis proches, rendant celle-ci attrayante et établissant le pont, du même coup, entre la partie organisationnelle froide et bureaucratique, l'État, et la partie chaleureuse, la nation (Malešević, 2013, p. 13-17).

Nous sommes déjà familiers avec les deux premières parties de l'argument puisqu'il s'agit essentiellement d'une reformulation du modèle géopolitique. Il reprend essentiellement le modèle de l'État fiscal-militaire :

La guerre incessante a stimulé des changements organisationnels alors que les dirigeants sont forcés de centraliser de plus en plus le pouvoir, de réformer les structures administratives, et d'étendre la taxation et la conscription militaire afin d'inclure une partie de plus en plus grande de la population (Malešević, 2013, p. 45).

Cependant, ajoute Malešević, si les dirigeants peuvent étendre la portée de leur pouvoir coercitif, ils vont devoir, en échange de sa participation, concéder certains droits et assurer la protection de la population de leur communauté politique. Fidèle au modèle géopolitique, il fait découler mécaniquement l'émergence de l'État national des pressions fiscales entraînées par le contexte européen belliqueux. Au cours des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, précise-t-il

les pressions engendrées par les crises fiscales vont forcer les dirigeants à devenir plus inclusifs politiquement et socialement. Donc, afin de recruter sur une base plus large de leur population et pour acquérir les taxes et les prêts de guerre, les dirigeants ont accepté certaines demandes afin de donner à la strate des propriétaires, une voix et une représentation politique plus significatives (Malešević, 2013, p. 60).

C'est « la combinaison des forces du commerce international et de la compétition militaire qui a donné l'impulsion au développement des États-nations et des nationalismes » (Malešević, 2013, p. 184). Au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, on assiste à « l'expansion du pouvoir de l'État et du capitalisme commercial » qui, « alors qu'ils se

renforcent mutuellement », ont fait progresser « l'identification populaire avec les États-nations » (Malešević, 2013, p. 60). Comment est-ce le cas ? Quel mécanisme provenant du commerce international permet d'expliquer la mise en place d'États nationaux ? Comment l'expansion globale du capitalisme et la compétition géopolitique se conjuguent-elles ?

Le capitalisme, propose Malešević dans une formulation typiquement wébérienne « a favorisé la rationalité instrumentale, l'efficacité, la prévisibilité, les hiérarchies transparentes et les accords contractuels formalisés, qui sont tous au cœur de la construction de l'État-nation ». De même, la mise en place de réseaux de commerce et d'échanges financiers « ont généralement favorisé l'expansion du pouvoir de l'État ». Les « dirigeants des États-nations ont utilisé les conditions géopolitiques changeantes afin d'établir un plus grand contrôle fiscal, et dans ce processus, ils ont souvent été contraints d'accorder davantage de droits liés à la citoyenneté à leur population » (Malešević, 2013, 184). À terme, « l'implication directe des États dans les dispositions relatives à l'aide sociale et à la santé a favorisé un fort sentiment d'homogénéisation nationale » (Malešević, 2013, p. 61).

#### 4.3 Critique du modèle géopolitique

Le modèle géopolitique a plusieurs faiblesses (Teschke, 2010, p. 43-44). 1) D'abord, il n'explique pas pourquoi il existe un contexte géopolitique constitué d'une multiplicité d'entités politiques territoriales rivales. 2) Il n'explique pas la rivalité géopolitique elle-même. Rien ne permet, à l'intérieur du modèle, d'expliquer la fréquence, l'intensité ou la durée des guerres au cours de la période prémoderne. En somme, il n'offre pas une théorie sociale de la guerre. 3) Il échoue, sur le plan empirique, à démontrer et à spécifier dans quelle mesure la guerre a effectivement contribué à faire de l'État un État moderne.

Il y a quelque chose de circulaire dans le modèle. Les néowébériens s'appuyant sur le modèle géopolitique font du système interétatique la condition d'émergence des États-nations modernes. « Les États », estime Tilly, « émergent *toujours* de la compétition pour le contrôle de territoires et de populations » et « ils apparaissent invariablement en grappes, et forment habituellement des systèmes » (Tilly, 1992, p. 4, c'est moi qui souligne). Or, un tel modèle ne peut expliquer le fait que l'ordre géopolitique européen en vienne à être découpé en une multiplicité d'entités politiques territoriales, avec des frontières délimitant l'intérieur et l'extérieur clairement définis, puisqu'il s'agit de son point de départ. L'émergence d'États territoriaux souverains réside hors de sa portée explicative.

Une telle circularité se trouve aussi dans l'explication néowérérienne de l'émergence de l'État national. Poursuivant dans la même veine que Tilly, Malešević affirme qu'un État-nation, « n'émerge pas dans un vacuum géopolitique, mais fait toujours partie d'un système régional et mondial qui est constitué d'une multiplicité d'États-nations et, souvent, d'autres entités politiques aussi » (2013, p. 59). Un modèle qui tente d'expliquer l'émergence de l'État national ne peut prendre comme point de départ un système où il existe déjà des États-nations.

L'explication de Malešević démontre les limites de la méthode idéaltypique de la SHNW. Il compare une série d'idéaux types de communautés politiques comme les empires modernisants, les empires surplombants (*capstone*) et les cités-États, soulignant au passage comment chacun a contribué au processus cumulatif de la coercition et au processus d'idéologisation centrifuge, pour finalement donner naissance à l'État-nation. Mais il ne suit jamais comment ce processus cumulatif s'opère sur la longue durée dans un cas en particulier. Il se limite à expliquer l'émergence de l'État-nation

en général. À ce niveau de généralisation, il ne peut expliquer aucun cas en particulier. Cette stratégie lui permet de tracer une ligne continue dans les processus de formation étatique. Cependant, elle lui permet de faire l'économie d'une analyse de l'impact des conflits sociaux et des différents régimes d'appropriation sur ces processus. La transformation qualitative de l'État dans la modernité capitaliste, c'est-à-dire la *dépersonnalisation du pouvoir politique*, reste, conséquemment, dans un angle mort.

Comme nous le verrons dans le troisième chapitre, Mann et Skocpol ont raison d'affirmer que le système interétatique est antérieur à l'expansion du capitalisme (Skocpol, 1979, p. 22). Cependant leur modèle comporte une autre limite importante. Au cours de la période prémoderne, ce « ne sont pas des "États" qui luttent entre eux pour la puissance et la sécurité », comme le postulent les néoréalistes, « mais des classes dirigeantes organisées en communautés territorialement centralisées qui entrent en conflit afin d'obtenir leur part respective du territoire international et d'autres sources de revenus » (Teschke, 2010, p. 59).

Ce modèle prend pour acquis un *multivers* géopolitique sans expliquer pourquoi les différentes communautés politiques se côtoyant se font la guerre. Il est également incapable d'expliquer la diversité des trajectoires étatiques, la nature des ordres géopolitiques dans lesquelles elles se déploient, ainsi que l'interaction entre les deux phénomènes. Ceci nous renvoie aux lacunes des théories réalistes et néoréalistes des relations internationales. La nature humaine pour les premiers et l'anarchie du système international pour les deuxièmes constituent une explication suffisante à l'état de guerre permanent. Les États, *par essence*, sont des organisations en quête de puissance dans un environnement international *ontologiquement hostile*.

De même, il n'est pas évident que la guerre et la préparation à la guerre aient eu partout l'effet prédit par le modèle, c'est-à-dire qu'ils entraînent *nécessairement* la

consolidation du pouvoir politique et la centralisation étatique. En effet, comme certains l'ont démontré, dans plusieurs cas, la guerre a eu l'effet contraire (Centeno, 2002 ; Centeno et *al.*, 2013 ; Dufour, 2019 ; Lemarchand, 2013). Dans le cas des trajectoires britanniques et françaises, les pressions militaires engendrées par les tensions géopolitiques ont eu des effets opposés sur le processus de formation étatique (Teschke, 2010). Si le modèle géopolitique semble bien expliquer comment les pressions militaires engendrées par les tensions géopolitiques ont stimulé la montée en puissance de la Grande-Bretagne après la Glorieuse Révolution de 1688, on observe l'effet inverse dans le cas français. Pour l'Empire français, « il y eut une corrélation directe entre l'intensification de la guerre et la prolifération d'officines, la poursuite de l'accumulation géopolitique à l'international et l'évidement du pouvoir de l'État » (Teschke, 2010, p. 51).

Pour résumer, les explications issues du modèle géopolitique, estime Teschke, parviennent à surmonter les limites de certaines explications *linéaires* et *étapistes* du développement et du changement social. Elles restent cependant plombées par cinq problèmes qui ne peuvent être résolus à l'intérieur du modèle : 1) l'utilisation du système interétatique en tant que variable indépendante réifiée; (2) une conception de l'autonomie de l'État à deux volets qui est confinée à sa relation avec la société; (3) l'absence d'une théorie sociale de la guerre; (4) une mécompréhension du capitalisme et une extériorisation des relations sociales; (5) et finalement, un repli vers une logique néoréaliste du processus de sélection qui découle de la compétitivité du système international et qui subsume la diversité des trajectoires de formation étatique en un processus d'homogénéisation d'unités politiques semblables (Teschke, 2014, p. 16).

#### 4.3.1 Excursus : le capitalisme chez Weber

Comme nous l'avons déjà souligné, le modèle géopolitique fait peu de place à l'analyse de l'impact du capitalisme. Nous croyons que cette zone d'ombre peut être reliée à la

conception wébérienne du capitalisme<sup>21</sup>. Chez Weber, le capitalisme est un concept analytique, un idéal-type. On peut en retrouver des traces embryonnaires « aussi loin qu'à la Babylone ancienne » (Collins, 1980, p. 927). Le capitalisme est donc transhistorique et se trouve partout « où les besoins d'un groupe humain qui sont couverts économiquement par des activités professionnelles le sont par la voie de l'entreprise » (Weber et al., 2004, p. 297). L'entreprise, au sens wébérien du terme, doit être ici comprise comme l'action économique en vue d'un profit.

Dans la perspective wébérienne, le capitalisme est, en dernière analyse, le résultat de la « maturation ou de l'expansion d'activités économiques séculaires, les pratiques traditionnelles de gains commerciaux, de marchés et d'échanges » (Wood, 1995, p. 153). Le récit wébérien classique est donc « un récit téléologique qui ne connaît aucune véritable rupture historique » (Lacher, 2006, p. 23) et la modernité capitaliste est le résultat d'un long processus de rationalisation ayant contribué à lever les obstacles culturels, politiques et économiques d'un processus bloqué, mais déjà en germe dans toutes les sociétés humaines. Ainsi, l'émergence du capitalisme n'est jamais expliquée. Son existence est présumée à travers l'histoire, dans tout acte d'échange économique entrepris dans l'attente d'un profit. Dotés d'une telle définition du capitalisme, il n'est pas étonnant que les néowébériens en voient les graines semées partout.

---

<sup>21</sup> La théorie du capitalisme chez Weber doit être réinscrite dans le cadre plus large de sa théorie de la modernité comme l'aboutissement du processus de rationalisation du monde. Par rationalisation, Weber entend l'accent mis sur l'action rationnelle en finalité ou encore la rationalité instrumentale. Une société rationnelle (et donc moderne) est une société qui valorise la technique et la procédure afin de mieux contrôler le monde. Le capitalisme moderne est donc, selon Weber, l'incarnation du système économique rationnel, car fondé sur une « technique rationnelle, c'est-à-dire au maximum calculable et, par conséquent, mécanisé, tant en ce qui concerne la production que le trafic » et un « droit rationnel, c'est-à-dire là aussi calculable » (Weber et al., 2004, p. 297). Ce qui distingue le capitalisme moderne est qu'il en est une incarnation rationnelle : « il est méthodique et prévisible, réduisant autant que possible tous les domaines de production et de distribution à une routine » (Collins, 1980, p. 927). Une « action économique "capitaliste" » est donc « celle qui repose sur l'espoir d'un profit par l'exploitation des possibilités d'échange, c'est-à-dire sur des chances (formellement) pacifiques de profit » (Weber et al., 1981, p. 15).

#### 4.4 Le renouveau de la SHNW

Le politologue John M. Hobson, inscrit ses premiers travaux directement dans le prolongement de ceux de son mentor Michael Mann, duquel il reprend un cadre théorique appuyé sur les quatre sources du pouvoir social (*idéologique, économique, militaire et politique*) semi-autonomes (Hobson, 1998, 2002). Il propose une SHRI néowébérienne<sup>22</sup> de l'État et des relations internationales qui s'appuie sur une théorie de la *structuration*, se référant ici aux travaux du sociologue Anthony Giddens, dans laquelle « les États et les complexes États-sociétés forment et sont formés simultanément par, le système international » (Hobson, 2002, p. 66). Partant de cette approche, Hobson propose que les contextes domestiques, internationaux et globaux fournissent des contraintes, mais deviennent aussi des réservoirs de ressources dans lesquels les États peuvent puiser afin d'entreprendre des réformes.

##### 4.4.1 Critique de la *deuxième vague* de SHNW

La contribution principale de la SHNW à la SHRI a été de remettre en cause la conception néoréaliste de la structure des relations internationales présente dans les travaux de Tilly, Mann et Skocpol (Dufour et Lapointe, 2010, p.100). Néanmoins, en attribuant une autonomie aux différentes sphères de l'action sociale, la *deuxième vague* de SHNW tend à réifier des catégories d'analyses qui devraient faire l'objet d'une historicisation. Dans l'appareil conceptuel de la SHNW, les catégories économique et politique renvoient à des abstractions.

---

<sup>22</sup> Une approche néowébérienne en SHRI repose sur 6 principes (Hobson, 1998, p. 286-295) : histoire et changement (historicisation des processus et du changement social), multicausalité (causes multiples qui ne peuvent être hiérarchisées), multispacialité (États, sociétés et systèmes internationaux sont intrinsèquement liés), autonomie partielle (des pouvoirs et des acteurs sociaux), complexité du changement social (« désordre ordonné » fait de continuités et de ruptures), et conception non réaliste de l'autonomie de l'État (autonomie de l'État mesurée par sa capacité à s'enchâsser dans la société).

Le modèle théorique de la SHNW part du postulat qu'à n'importe quel moment de l'histoire, on peut reconstruire des unités de sens (telles que l'État, la société, l'international) et des processus (de formation étatique, de compétition géopolitique, etc.) à partir de la configuration et de l'interaction d'une série de variables liées à des sphères sociales de détermination (idéologique, économique, politique, militaire, etc.), opérant chacune selon une logique autonome, qui peuvent être abstraites de leur contexte d'élaboration (par exemple l'Europe) et être par la suite projetées sur l'histoire (Teschke, 2010, p. 45-46), sans que, au nom de la multicausalité, on ne puisse identifier au préalable théoriquement, de variable(s) qui puisse(nt) avoir plus d'influence que les autres.

Plusieurs marxistes sont critiques des idéaux types utilisés par les néowébériens. De façon générale, ces critiques convergent pour dénoncer la projection de façon anachronique de catégories d'analyses spécifiques à l'étude du capitalisme moderne. La séparation de l'économique et du politique, par exemple, prend une forme dans le capitalisme que l'on ne peut pas projeter sur n'importe quelle formation sociale (Dufour, 2015 ; Dufour et Lapointe, 2012 ; Wood, 1995, p. 104, 167). Conséquemment, la compartimentation du monde social chez les néowébériens, ainsi que certaines catégories d'acteurs, comme les entrepreneurs politiques ou les élites politiques (Collins, 1985, p. 91 ; Skocpol, 1979 ; Tilly, 1992) tendent à projeter des dynamiques sociales spécifiques au régime social de propriété capitaliste sur des périodes où penser la compartimentation du monde en ces termes n'a pas de sens.

La SNHW tombe ainsi dans le piège du *tempocentrisme*, ce qu'elle reproche pourtant aux analyses néoréalistes (Dufour et Lapointe, 2012, p. 100). Il s'agit là d'un écueil qui est hérité de la méthode de formation de concept idéal-typique wébérienne. Dans la SHNW, les catégories sont ontologiquement séparées, mutuellement exclusives et entrent en relations de l'extérieur les unes avec les autres. Dans cette perspective, les transformations sociales du monde moderne sont le résultat de processus cumulatifs,

chacun opérant selon sa propre logique. Cette méthode vient, bien sûr, avec un coût, celui de « réifier la séparation empirique de mots sociaux, en une série de sphères discrètes d'actions sociales identifiables ». Ceci a pour effet que les « processus historiques de formation, d'internationalisation et de transformation de ces sphères d'actions sociales sont conséquemment mis en dehors de l'analyse sociologique du changement social » (Dufour et Lapointe, 2012, p. 103). Enfin, estiment Dufour et Lapointe, les principes sur lesquels repose la sociologie historique néowébérienne ne sont rien de moins qu'une abdication devant l'effort de théorisation. On ne peut sérieusement refuser de hiérarchiser les variables, de les considérer comme tout aussi importantes et tout aussi autonomes, et espérer aboutir à un modèle théorique du monde social. Cette démarche, empreinte de bonnes intentions, abandonne la théorisation pour de la description (Dufour et Lapointe, 2012, p. 108-109).

#### 4.5 Le modèle de la commercialisation

Certains chercheurs res font de la croissance du commerce le déclencheur de l'émergence de l'État national. Ici, nous nous attardons à cet argument chez le politologue Hendrik Spruyt et chez certains théoriciens du système-monde.

##### 4.5.1 Le modèle néoévolutionniste

Le modèle théorique de Spruyt est à cheval entre le modèle géopolitique et celui de la commercialisation. Il partage avec les travaux issus de la SHNW l'attachement à la multicausalité et une ontologie qui compartimente les sphères d'activités sociales. Il adhère, malgré des réserves, au modèle géopolitique et il attribue un rôle causal significatif à la croissance du commerce dans son modèle néoévolutionniste.

L'émergence de l'État territorial souverain moderne, soutient Spruyt, est le fruit d'un processus de sélection résultant des préférences individuelles des différents acteurs à

partir de la sortie du Moyen-Âge en Europe (1994b, 1994a). Dans ce modèle, l'évolution des unités du système est le résultat de leur adaptation à un environnement changeant. Si l'expansion du commerce donne lieu à une variété de formes institutionnelles (ligues, cités-États, États territoriaux, etc.), l'État souverain sort vainqueur parce qu'il offre un avantage institutionnel vis-à-vis de ses compétiteurs. Il permet de régulariser les relations domestiques et internationales et réussit à arrimer les préférences des acteurs économiques à celles des entrepreneurs politiques. L'État territorial souverain, dont l'autorité est centralisée, sort gagnant de la lutte parce qu'il s'agit de l'institution la plus apte à surmonter la fragmentation féodale de l'autorité et à régulariser les échanges économiques. En monopolisant les relations avec l'extérieur, les souverains vont créer des points d'ancrage à partir desquels les relations internationales vont se régulariser.

#### 4.5.2 La théorie du système-monde

Une des théorisations les plus abouties et pendant longtemps les plus influentes des impacts du capitalisme sur le système international est celle du sociologue Immanuel Wallerstein (2004). Il propose une conception holiste dans laquelle la totalité est constituée d'une économie-monde transnationale et d'un système d'États nationaux. Dans cette théorie, le développement ou le sous-développement d'une société donnée s'effectue à partir de l'analyse de son positionnement dans un système-monde hiérarchisé selon une division internationale du travail qui sépare le monde entre États du centre, de la semi-périphérie et de la périphérie (Wallerstein, 1974a ; voir aussi Chase-Dunn, 1998, p. 154). S'inspirant des théories de la dépendance sud-américaine et du travail historique de Fernand Braudel, Wallerstein affirme que le développement des États du centre se fait par le sous-développement des États de la périphérie (Wallerstein, 2004, p. 23-24, 2011, p. 162). Le système-monde est capitaliste « seulement quand le système accorde une priorité à l'accumulation sans fin de capital », ce qui veut dire que « les gens et les firmes accumulent du capital dans le but d'accumuler encore plus de capital,

un processus qui est continu et sans fin » (Wallerstein, 2004, p. 24 ; voir aussi Arrighi, 2010, p. 6).

Selon Christopher Chase-Dunn, un autre chercheur qui œuvre dans ce paradigme, la « production de marchandise capitaliste existe quand la richesse, la terre et le travail ont été (mais pas complètement) marchandisés. La production capitaliste implique une division hiérarchique du travail entre ceux qui contrôlent les moyens de production marchandisés (capital) et les travailleurs dont le travail produit les marchandises pour la vente à profit » (Chase-Dunn, 1998, p. 152). Dans ce paradigme, l'économie-monde capitaliste est indissociable des processus « géopolitique, de formation étatique, de formation de classes et de construction nationale » (Chase-Dunn, 1998, p. 154).

Selon plusieurs tenants de ce modèle, le capitalisme n'est pas un phénomène spécifiquement moderne. On trouverait des traces de production et de marchés capitalistes dès l'émergence des premières villes à Sumer (Chase-Dunn, 1998, p. 152). Évidemment, avec une définition du capitalisme qui limite ce dernier à un ensemble d'échanges commerciaux inégaux, il n'est pas étonnant que certains, comme Andre Gunder Frank, ne voient pas de rupture qualitative dans le système-monde au 16<sup>e</sup> siècle<sup>23</sup>. Ce dernier voit plutôt un long processus d'accumulation de capital ininterrompu depuis des siècles et fait remonter les origines du système-monde à plus de 5000 ans (Frank, 1990 ; Frank et Gills, 1993) Une telle sociologie historique abdique littéralement à théoriser la

---

<sup>23</sup> La sociologue Janet Abu-Lughod (1991) estime quant à elle que Wallerstein fait commencer l'émergence du système-monde trop tard. Elle soutient, que dès 1250, un système monde prend forme avec son centre l'Asie. La Chine en constitue alors le pôle central autour duquel gravite l'économie-monde alors que l'Europe occupe une position périphérique. Dès 1350, soutient la sociologue, le système se désintègre alors que la Chine des Ming se retire et décline lentement. Selon la chercheuse, s'il y a une montée de l'Ouest, c'est d'abord parce qu'il y a un déclin de l'Est. S'il y a une ascension de l'Europe au centre du système-monde, c'est parce qu'il y a un déplacement du centre de pouvoir dans l'ordre géopolitique global.

spécificité du capitalisme en tant que régime d'accumulation et en tant que type de régime de propriété.

#### 4.5.3 Critique

Selon Hobden (1999, p. 266-267), bien que Wallerstein offre, chez les auteurs de la première vague, la version la plus cohérente d'un système international, cette cohérence s'effectue au prix d'une surdétermination dans sa théorie des unités par la structure du système international. Si l'analyse du développement de l'État est la force du modèle géopolitique, elle est certainement la faiblesse du modèle de Wallerstein. Ce dernier ne développe pas de théorie de l'État. Dans son modèle, « la forme de l'État est essentiellement une fonction du *timing* de son incorporation dans la division internationale du travail, qui détermine quelles régions se spécialisent dans quoi » (Teschke, 2003, p. 138). Ici, le fait qu'il existe un système d'États territoriaux et que l'État prenne une forme nationale réside hors de la portée explicative de la théorie. Bien que la théorie de Wallerstein ne fait pas l'unanimité, l'idée que l'expansion du capitalisme ou du commerce international ait contribué au découpage du monde en États nationaux est, elle, toujours très influente.

#### 4.6 Excursus : la théorie des modernités multiples

Capitalisme, modernité et passage à un monde d'États nationaux sont souvent vus comme le fruit d'un processus unique. Dans la plupart des récits, la modernité, dont l'État national souverain et le capitalisme sont des éléments centraux, est un produit européen qui a par la suite été exporté avec plus ou moins de succès par divers processus de modernisation.

La théorie des modernités multiples, proposée par le sociologue Shmuel Eisenstadt (2000), offre un point de départ intéressant qui permet d'examiner le développement

de la modernité dans ses trajectoires divergentes<sup>24</sup>. Eisenstadt critique le récit selon lequel la modernité telle qu'elle se développe en Europe à partir des lumières, se propage au reste du monde et infecte les sociétés tel un virus.

S'il y a de multiples modernités, ce n'est pas qu'il y a divers degrés de modernités, mais plutôt, qu'il y a de multiples interprétations de son programme culturel. Différentes traditions culturelles, ou *civilisations* (pour reprendre le terme utilisé par Eisenstadt) réinterprètent constamment ce programme. Elles créent ainsi de nouvelles modernités, résolvant chacune à leur façon la tension entre une culture de la modernité (comprise comme rationalité des lumières) et une culture considérée comme étant plus authentique, car étant issue de la tradition d'une société donnée. Ce processus de réinterprétation implique donc que la reconstruction de nouvelles identités collectives s'opère à partir d'un amalgame entre des thèmes plus universels et des éléments de la tradition culturelle locale. L'appropriation des thèmes et des institutions de la modernité est donc un processus de sélection et de réappropriation qui implique une constante innovation et ouvre la voie à de nouvelles idéologies et *patterns* institutionnels qui font partie, à leur tour, de la fabrique de la modernité<sup>25</sup>.

---

<sup>24</sup> Sa théorie repose sur une définition précise du concept de modernité. C'est un programme culturel composé de deux éléments centraux (Eisenstadt, 2000, p. 4) : 1) la prise de conscience d'une variété de rôles sociaux en dehors des rôles sociaux fixes, locaux et familiaux, et 2) une reconnaissance de la possibilité d'appartenir à une communauté politique plus vaste et plus fluide. Ce programme repose sur une conception du futur selon laquelle l'actualisation des possibles est réalisable à partir de l'agence. Ceci implique tant la capacité de réflexivité et d'exploration, la construction active et la maîtrise de la nature (y compris la nature humaine), que la participation autonome des individus à la construction et à la reconstruction des ordres sociaux et politiques dans lesquels ils évoluent. En somme, de la modernité émerge la croyance que la société peut être forgée par l'action humaine consciente.

<sup>25</sup> Une telle perspective est intéressante lorsqu'on considère, comme plusieurs chercheurs l'ont souligné, que la restauration Meiji a une influence considérable sur le mouvement des Jeunes-Turcs et la révolution de 1908 (Sohrabi, 2002 ; Worringer, 2004). L'historien Cemil Aydin (2007) démontre, par exemple, que le discours anti-occidental qui émerge en Asie et au Moyen-Orient à la fin du 19<sup>e</sup> ne reflétait pas un rejet traditionaliste de la modernité dans les sociétés non européennes. Il souligne comment les intellectuels et réformateurs asiatiques et ottomans ont, au contraire, joué un rôle important dans l'universalisation du modèle de modernité occidentale, se le sont réapproprié et l'ont transformé en un

L'approche de Eisenstadt demeure néanmoins culturaliste et idéaliste. Conséquemment, elle fait peu de place aux conditions matérielles qui ont façonné le cadre des luttes et des contestations autour de l'implantation des différentes réinterprétations du programme de la modernité. Dans le prochain chapitre, nous offrons une proposition théorique pouvant permettre de combler cette lacune.

---

outil pour critiquer la *mission civilisatrice* occidentale, un mouvement qui a donné naissance au panasianisme et au panislamisme.

## CHAPITRE III

### LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL ET COMBINÉ DES RELATIONS SOCIALES DE PROPRIÉTÉ CAPITALISTE ET DU NATIONALISME

Dans le chapitre précédent, nous avons exposé les limites du modèle géopolitique et de celui de la commercialisation. Ceci nous a conduits à émettre de sérieuses réserves quant à la capacité de ces modèles de fournir une base théorique solide pour une SHI du nationalisme. Dans ce chapitre, nous présentons dans un premier temps la proposition mise de l'avant par le politologue Justin Rosenberg et sa théorie du *développement inégal et combiné* inspirée des travaux de Léon Trotsky. Ensuite, nous nous penchons sur la contribution des marxistes politiques à l'analyse de la transition au capitalisme et à son impact sur la nature de l'ordre géopolitique moderne. Notre argument dans ce chapitre est qu'une articulation de ces contributions fournit des bases prometteuses pour une SHI du nationalisme qui prend au sérieux le rôle de l'*international* comme dimension constitutive du changement social, tout en mettant de l'avant le rôle central du pouvoir transformatif du capitalisme dans le passage à l'ère moderne.

#### 6.1 Développement inégal et combiné

Selon Justin Rosenberg, l'étude des processus sociaux doit impérativement s'articuler d'une compréhension de l'*international* (Rosenberg, 2006, 2016). Il affirme qu'il faut rétablir un équilibre entre les analyses sociologiques et géopolitiques des processus sociaux, faute de quoi toute compréhension des processus sociohistoriques est

condamnée à demeurer partielle. Le projet théorique de Rosenberg est ambitieux. Il avance que l'enjeu d'une SHI est de donner une définition sociologique de l'*international*, c'est-à-dire, une définition qui ne fait pas de l'international un objet à l'extérieur de la théorie sociologique, mais une composante organique de sa conception du développement social (Rosenberg, 2006, p. 308). Par *international*, Rosenberg entend « cette dimension de la réalité sociale qui émerge spécifiquement de la coexistence en son sein de plus d'une société » (Rosenberg, 2006, p. 8). Il cherche alors à relever le défi lancé quelques années plutôt par Waltz.

Lorsqu'il publie, à la fin des années 1970, son traité théorique *Theory of International Politics* (1979), Waltz estime que la discipline des relations internationales ne possède pas de théorie de l'international. Son argument est que la discipline des RI mobilise des théories des affaires domestiques afin de penser la politique internationale par analogie. Or, il faut distinguer la politique domestique et la politique internationale, estime Waltz (1979, p. 60). Le fait que sur la scène internationale, des États en rencontrent d'autres, doivent réagir et s'adapter à ce qu'ils font, doit faire l'objet d'une théorisation spécifique. En d'autres mots, les décisions des États « sont façonnées par la présence même d'autres États ainsi que par les interactions avec eux » (Waltz, 1979, p. 65). Une théorie qui n'intègre pas la multiplicité politique et ses effets dans l'étude de phénomènes internationaux, par exemple la guerre, réduit ses explications de ces phénomènes à des causes domestiques, liant dans sa séquence d'explication, à tort, les conditions internes et les conséquences internationales. Waltz produit une théorie de l'international sans société selon laquelle « les relations internationales occupent une sphère de réalité distincte, et autonome, justifiant la position des RI en tant que discipline distincte, scellée à la fois de l'histoire et de la sociologie » (Teschke, 2014, p. 7). Waltz émet la mise en garde suivante : « les étudiants de la politique internationale feront bien de se concentrer sur des théories séparées de la politique interne et externe jusqu'à ce

que quelqu'un trouve un moyen de les unifier » (Waltz, 1986, p. 340 cité dans Rosenberg, 2006, p. 313).

Dans *Empire of Civil Society*, Rosenberg critique les théories réalistes qui postulent une réalité transhistorique, l'anarchie, qui structure les relations internationales (Rosenberg, 1994). Il propose qu'il existe une discontinuité structurelle, attribuable au mode de production capitaliste, entre les relations internationales prémodernes et modernes. S'appuyant sur les travaux d'Ellen Meiksins Wood et de Robert Brenner, Rosenberg soutient qu'à travers sa diffusion, le capitalisme provoque une séparation du *politique* et de l'*économique* qui entraîne d'un côté la création d'un système interétatique et de l'autre, un *empire de la société civile*. Ce qu'il cherche à démontrer, c'est que différents modes de production engendrent différents ordres géopolitiques avec des dynamiques qui leur sont propres. En revanche, son modèle propose une série de modes de production et d'ordres géopolitiques sans théoriser le passage de l'un à l'autre (Teschke, 2003, p. 40)

Depuis, Rosenberg a révisé sa position et suggère, à la suite de Halliday (1999), de transformer le théorème de développement inégal et combiné (DIC), mis de l'avant par Trotsky dans *Histoire de la révolution russe*, en une théorie sociologique et transhistorique des relations internationales et du développement social. Il appelle à la mise en place d'un programme de recherche en sociologie historique internationale mettant en relief la dimension constitutive de l'international *dans* le national, c'est-à-dire, qui tient compte de la *multiplicité* des communautés politiques et de leurs *interactions*. Nous pouvons résumer sa proposition comme suit. Le *développement* des sociétés est *inégal*, ce qui engendre des trajectoires sociohistoriques singulières, alors que l'interpénétration et l'interaction *combinées* des différents niveaux de développement des sociétés créent des pressions et des opportunités pour des transformations sociales.

Notre ambition est plus modeste que celle de Rosenberg. Nous n'avons pas l'intention de régler les débats entourant la portée transhistorique du DIC<sup>26</sup>. Néanmoins, nous croyons que c'est un concept avec un potentiel heuristique intéressant et qu'il peut permettre d'orienter la recherche sociohistorique.

Il faut cependant être prudent. Le DIC ne peut, à lui seul, éclairer les dynamiques géopolitiques, par exemple au cours de la période féodale, sous lesquelles « il n'existe pas de distinction entre un "intérieur" et un "extérieur", entre le domestique et l'international » (Teschke, 2014, p. 51). Si par international nous cherchons à désigner les différents ordres géopolitiques, on ne peut se contenter de prendre celui-ci comme une donnée transhistorique, au risque de tomber dans le même *piège territorial* (Agnew, 1994) que les néoréalistes et les néowébériens : prendre pour acquis que le monde est depuis toujours divisé en unités politiques avec une distinction intérieur/extérieur clairement définie et possédant donc, des frontières politiques et culturelles délimitant un *nous* et un *eux* de manière franche, projetant, de fait, une réalité moderne à travers l'histoire. Sur de telles bases, une SHI « prend pour acquis ce qui requiert une explication : nommément, le processus historique par lequel un pays en est venu être différencié d'un autre, constituant la séparation même entre le domestique et l'international » (Teschke, 2014, p. 54)

### 6.1.1 Développement inégal et combiné des relations sociales de propriété

Benno Teschke résume le modèle théorique résultant de la combinaison du théorème du développement inégal et combiné avec la théorie des relations sociales de propriété :

---

<sup>26</sup> De nombreux débats portent sur l'utilisation du DIC en tant que théorie des RI, notamment sur sa portée spatio-temporelle. Si certains suggèrent de faire de l'approche une théorie générale transhistorique de l'international (Allinson et Anievas, 2009 ; Anievas, 2015 ; Cooper, 2013 ; Hobson, 2011 ; Matin, 2007, 2013 ; Rosenberg, 2006, 2016), d'autres sont plus sceptiques quant à son utilisation en dehors de son contexte d'élaboration (Ashman, 2009 ; van der Pijl, 2015), voire de sa validité en tant que support théorique d'une sociologie historique internationale (Teschke, 2011, 2014).

Il retrace comment le potentiel de développement des ensembles de régimes de propriété régionaux différenciés génèrent une inégalité interrégionale, ce qui se traduit par des pressions internationales qui déclenchent des crises sociopolitiques dans les communautés politiques « retardataires ». Ces crises activent et intensifient les lignes de faille domestiques dans les constellations de classes régionales préexistantes, des processus qui mènent à des luttes de pouvoir à l'intérieur et entre les communautés politiques qui renégocient et transforment les relations de classes, la taille du territoire et les formes étatiques. Ces conflits sociaux se traduisent par des combinaisons très spécifiques d'ancien et de nouveau. La dynamique des trajectoires domestiques est ainsi accélérée, leur composition sociologique transformée, et leur direction déviée de manière imprévue, tandis que leurs résultats ont des répercussions sur la scène internationale. Dans chaque cas particulier, les relations de propriété domestiques ont un effet déterminant sur la façon dont les différentes communautés politiques sont insérées dans le système interétatique, sur la façon dont elles mènent leurs politiques étrangères et sur la façon dont elles réagissent aux pressions extérieures (Teschke, 2005, p. 21-22).

Les révolutions qui ont traversé le système interétatique au cours du *long 19<sup>e</sup> siècle* n'étaient pas *bourgeoises* ou *par le haut*. Elles étaient des révolutions induites par des pressions géopolitiques qui ont été médiées par les stratégies de transformations sociales que les dirigeants des États (ou ceux qui en ont pris le contrôle) ont élaborées et les résistances auxquelles ils ont fait face dans leur mise en place. Autrement dit,

si et quelle forme de capitalisme a été introduite, et quelle forme d'État a été créée, dépendait de façon cruciale de la confluence du moment et de la forme de pression géopolitique ainsi que des stratégies politiques spécifiques que les classes d'État ont pu concevoir, activer et mettre en œuvre face à la résistance des classes locales (Teschke, 2005, p. 8).

## 6.2 Le marxisme politique et les *relations sociales de propriété*

Le marxisme politique<sup>27</sup> est un courant théorique développé à partir des thèses de l'historien Robert Brenner sur l'émergence d'un capitalisme agraire en Angleterre (Brenner, 1985a, 1985b). La dimension analytique au cœur du marxisme politique est l'analyse des *relations sociales de propriété* que Brenner définit comme :

les relations entre producteurs directs, relations entre exploiters, et relations entre exploiters et producteurs directs qui, prises ensemble, rendent possibles/spécifient l'accès régulier des individus et des familles aux moyens de production (terre, travail, outils) et/ou au résultat de la production sociale en tant que telle (Brenner, 2007, p. 58).

L'idée est que de telles relations, lorsqu'elles sont présentes, vont dicter les *règles de reproduction*, pour reprendre l'expression de Brenner, délimitant l'éventail des actions qu'il est rationnel d'entreprendre par les acteurs afin d'assurer la (re)production sociale. Les relations sociales de propriété constituent le socle sur lequel se construisent les communautés politiques qui produisent les institutions chargées de les maintenir et de les reproduire.

La contribution théorique du marxisme politique repose sur la mise en place de concepts permettant de capturer à la fois la spécificité historique des formes d'organisations sociales, comme le capitalisme, et celle des cas à l'étude. Nous présentons maintenant les principaux concepts qui vont guider notre étude de cas.

---

<sup>27</sup> Pour une présentation du marxisme politique et de la théorie des relations sociales de propriété, voir (Dufour et Rioux, 2008). Pour une présentation exhaustive des thèses de Robert Brenner et de Ellen Meiksins Wood, voir les chapitres qui leur sont respectivement dédiés dans (Martineau, 2013).

### 6.2.1 Du marché comme *opportunité* au marché comme *contrainte*

Une des transformations majeures au cours de la transition du capitalisme réside dans son impact sur la forme que prend le marché. Dans les sociétés non capitalistes, le marché est une institution délimitée spatialement et temporellement. C'est un lieu où, par exemple, les paysans peuvent écouler les surplus de leur production. C'est un marché d'*opportunité*; un lieu de quête de profit non capitaliste. Pour les marchands, le profit se fait le plus souvent en achetant une marchandise à bas prix dans un marché pour la revendre plus cher dans un autre. Dans des régimes sociaux de propriété capitalistes, où la propriété est *privée*, c'est-à-dire, où les producteurs directs sont séparés de leurs moyens de subsistance (la terre), le marché prend une forme qualitativement différente que dans les sociétés non capitalistes. Il devient le principe organisateur de la société et tous les acteurs doivent passer par lui pour se reproduire. Dans le marché capitaliste, on ne produit plus *que pour échanger*, cela devient une *contrainte* (Wood, 2002a, 2002b).

### 6.2.2 Accumulation politique et diversification de la production

Dans les régimes sociaux de propriété non capitalistes, où les paysans sont en possession de leur moyen de subsistance, les classes dirigeantes n'ont d'autres choix, toute chose étant égale par ailleurs, que d'influer sur la redistribution de la richesse en luttant ou bien contre leurs rivaux, les autres seigneurs, ou bien en forçant les paysans à travailler plus. Les seigneurs, alors, ont tendance à investir non pas dans les moyens de production, afin d'améliorer la productivité, mais dans les moyens de coercition, c'est-à-dire dans l'appareil politico-militaire. Les classes dirigeantes ont donc une tendance à l'*accumulation politique* plutôt qu'à l'accumulation de capital. De leur côté, les paysans, qui sont en possession de leurs moyens de subsistance, ne vendent au marché que pour y écouler un surplus de production. Ils ont tendance à opter, règle générale, pour la *diversification et la répartition de leurs ressources* afin de produire les compléments nécessaires à leur subsistance, plutôt que pour la spécialisation (Brenner, 1990). Dans

ces conditions, les paysans vont avoir tendance à lutter afin de préserver leur moyen de production, la terre.

### 6.2.3 La séparation du *politique* et de l'*économique*

« Dans toute société de classes », soutient Wood, « quand l'une des classes s'approprie le surtravail d'une autre, l'exploitation s'exerce lors de deux "moments", reliés, mais distincts : l'appropriation du surtravail et le pouvoir coercitif qui l'impose » (Wood, 2011, p. 31). Dans le système capitaliste, ces deux moments se sont scindés. Brenner (1990) distingue deux formes de communautés politiques. Dans la première, par exemple, les sociétés féodales ou les États absolutistes, la *propriété est constituée politiquement*, c'est-à-dire que l'exploitation économique découle et dépend directement du pouvoir coercitif amené par la domination politique. Dans la seconde, capitaliste, la propriété est *privée*, c'est-à-dire que le moment d'appropriation économique est séparé du moment de domination politique (voir aussi Wood, 1981, 1995, 2002a). Dans les sociétés capitalistes, il y a un double mouvement où le pouvoir politique se publicise, alors que le pouvoir économique, lui, se privatise. La séparation de l'*économique* et du *politique* s'accompagne d'une dissociation entre les sphères publique et privée. Le pouvoir d'appropriation économique relève maintenant de la sphère privée, alors que le pouvoir politique de l'État, autrefois privé, passe à la sphère publique. Ce que cela signifie, c'est que dans ces sociétés, l'accès au pouvoir politique ne libère pas de l'exploitation économique. L'égalité politique formelle peut coexister avec l'inégalité économique.

## 6.3 Le marxisme géopolitique

Une plus récente génération de chercheurs.res, s'inspirant du marxisme politique, a intégré les contributions de Robert Brenner et de la politologue et historienne Ellen Meiksins Wood à la SHRI et à la SH du nationalisme.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les travaux du politologue Benno Teschke ont permis de déconstruire le mythe selon lequel les traités de Westphalie (1648) marquent la naissance des relations internationales modernes. Sa contribution théorique est d'avoir démontré que, contrairement à ce qui est postulé par les (néo)réalistes, les dynamiques qui animent les ordres géopolitiques ne peuvent être déduites d'un invariable état d'anarchie. Plutôt, ces derniers varient en fonction des éléments (les États/communautés politiques) qui les constituent.

Le marxisme géopolitique mis de l'avant par Teschke propose que les ordres géopolitiques doivent être conjugués à partir de la *grammaire générative* des différents *régimes sociaux de propriété*. Cette proposition théorique permet de restituer les dynamiques de scénarios mixtes, alors que différentes formes de souveraineté coexistent en même temps, de même qu'elle permet de théoriser le changement intersystémique, sans être prisonnier d'un enchaînement de structures fermées, statiques et homogènes. Teschke propose une conception *dynamique, processuelle et relationnelle* des relations internationales dans laquelle les cas sont mis en relation et ne sont jamais figés dans le temps. Plutôt que de prendre le système de relations internationales comme une donnée transhistorique, la stratégie des marxistes politiques a été de reconstruire les ordres géopolitiques à l'aide d'une *comparaison incorporée* où les cas sont mis en relation (Dufour, 2007 ; McMichael, 1990 ; Teschke, 2003). Dans un monde où les RI vibrent au rythme de la territorialité et où la propriété est constituée politiquement, les États opèrent sous le principe d'*accumulation géopolitique*, c'est-à-dire, le processus résultant des conflits entre seigneurs autour du contrôle de la terre et du travail (Teschke, 2006, p. 536).

Le marxisme géopolitique est critique des stratégies de conceptualisation de la sociologie néowébérienne. Les chercheurs.res qui s'en réclament conceptualisent les trajectoires de formation étatique en ne postulant pas a priori la différenciation entre

l'intérieur et l'extérieur ou entre les sphères politique et économique (Teschke, 2017, p. 46). La question de départ est donc pourquoi y a-t-il plusieurs États dans la modernité capitaliste ? Pourquoi l'espace politique est-il fragmenté selon des contours territoriaux qui tracent la démarcation entre des entités souveraines, chacune cherchant à mobiliser et organiser le capital en œuvrant à la poursuite d'un intérêt national ? Cette théorie permet de rendre compte de la diversité des ordres géopolitiques et des régimes territoriaux dans l'histoire du capitalisme depuis son origine au 17<sup>e</sup> siècle dans la campagne anglaise. Une théorie qui prend au sérieux l'importance du rôle de l'État dans un contexte de compétition capitaliste au tournant du 20<sup>e</sup> siècle ne peut pas prendre la forme *nationale* de l'État comme acquise. Elle doit théoriser son émergence et son « internationalisation complexe et contradictoire dans la fabrique de la modernité capitaliste » (Teschke et Lacher, 2007, p. 566). Autrement dit, comment peut-on conceptualiser les différentes dynamiques de compétition et de coopération entre les différents États sous le capitalisme au cours des deux derniers siècles (Lacher et Teschke, 2007, p. 566) ? Pour notre cas, la question peut alors se préciser : comment le changement entre les différentes dynamiques de compétition et de coopération entre les États dans le passage au capitalisme nous permet-il de mieux comprendre le passage du régime Tokugawa à l'État national impérial japonais sous Meiji ?

### 6.3.1 Le capitalisme et le système interétatique

Les théories marxistes voient généralement le système interétatique moderne comme le résultat du développement capitaliste (Callinicos, 2007 ; Rosenberg, 1994). Or, démontrent Teschke et Lacher, le système multiétatique n'est pas une adaptation fonctionnelle à la logique du capital, comme l'affirment les marxistes orthodoxes, pas plus qu'il n'est le dérivé mécanique de la logique d'anarchie naturelle du système international, comme le prennent pour acquis les néoréalistes et les néowébériens. Comme l'ont démontré Lacher et Teschke, le découpage de l'ordre international en une multiplicité d'États territoriaux est antérieur au capitalisme (Lacher, 2005, 2006 ;

Teschke, 2003 ; Teschke et Lacher, 2007). Ce dernier est structuré par un système interétatique parce qu'il est né dans un contexte où *existait déjà* un système constitué d'États territoriaux (Lacher et Teschke, 2007, p. 574). Ces deux processus se sont interpénétrés afin d'engendrer la forme de souveraineté dépersonnalisée moderne : la souveraineté *nationale*<sup>28</sup>.

Une théorie des RI de la modernité capitaliste doit donc rendre compte du lien entre les différentes trajectoires de développement d'États territoriaux, la géopolitique et l'émergence du capitalisme (Lacher et Teschke, 2007, p. 569). Pour remplir cet objectif, comme point de départ, nous devons travailler avec une définition du capitalisme qui rend compte de sa spécificité historique en tant que *mode d'organisation sociale*.

Les marxistes politiques proposent un déplacement de la stratégie de recherche qui part d'une séparation *a priori* des sphères d'activités sociales (économique, politique, idéologique, etc.) vers une analyse des différents régimes sociaux de propriété. Ceux-ci représentent

la résolution dans un cadre spatio-temporel spécifique de l'institutionnalisation et de la territorialisation, contestée sur le plan sociopolitique, des relations sociales de propriété et des conflits autour des modalités (les termes et les conditions) du transfert du surplus (corvées, redevances, rentes et taxes) (Teschke, 2017, p. 50).

Le défi d'une SH qui conjugue les formes d'États et la géopolitique à partir de la *grammaire générative des régimes sociaux de propriété* consiste donc

---

<sup>28</sup> Dès la fin du 17<sup>e</sup> siècle, la souveraineté britannique se déplace du Roi vers le parlement. Ceci a pour effet d'isoler la politique étrangère de l'Empire britannique des intérêts dynastiques. Suite à de nombreux changements constitutionnels, « la politique étrangère n'est plus conduite exclusivement sur la base d'intérêts dynastiques tels que formulé par la Kabinettspolitik, mais de plus en plus sur la base d'un "intérêt national" tel que formulé par la classe de propriétaires au Parlement » (Teschke, 2003, p. 256-257).

à montrer historiquement quelle constellation de forces sociopolitiques lut-tait à tout moment sur le contrôle de l'État, à établir quels intérêts sociaux prédominaient et à déterminer comment la résolution variable de ces con-flits a façonné les stratégies d'accumulation et de territorialisation nationales et internationales variables au sein d'un système multiétatique dont la structure anarchique et le développement différentiel à l'échelle na-tionale posaient toujours des problèmes de coordination et de concertation (Lacher et Teschke, 2007, p. 570).

### 6.3.2 Compétition géopolitique dans la modernité capitaliste

Le capitalisme est né dans un système interétatique, a été façonné par celui-ci et a, à son tour, transformé le système interétatique européen puis mondial. La séparation du *politique* et de l'*économique*, spécifique au capitalisme, a un impact décisif sur la na-ture de la géopolitique moderne. « La *differencia specifica* du capitalisme », estime Teschke, « consiste dans le fait, sans précédent historique, que les circuits de capitaux du marché mondial peuvent en principe fonctionner sans porter atteinte à la souverai-neté politique » (Teschke, 2012 ; voir aussi Wood, 2011). Une fois établis, le capitalisme et la souveraineté moderne ne se transmettent pas mécaniquement à travers le système international par un processus de modernisation homogène. Différentes classes dirigeantes précapitalistes ont alors « développé des contre-stratégies de repro-duction afin de défendre leur position dans un environnement qui les plaçait dans une position économique et coercitive désavantageuse » (Teschke, 2011, p. 1190). À l'échelle locale, les pressions géopolitiques du nouveau contexte capitaliste ont engen-dré des réponses et des stratégies de résistance ayant été modulées par les relations de classes et les différents régimes sociaux de propriété.

### 6.3.3 Marxisme politique et nationalisme

L'émergence d'une sphère publique qui exclut les relations d'appropriation écono-mique vers une sphère privée fournit les conditions favorables pour l'émergence d'une communauté horizontale de propriétaires fonciers. La « séparation croissante entre

l'État et la société civile rend possible, d'une manière sans précédent, d'abstraire l'unité politique de la désunion sociale. La division de propriété et de rang pouvait désormais être traitée sur un plan idéologique » (Wood, 1991, p. 36). La classe dirigeante et l'aristocratie foncière, en Angleterre, vont lutter pour la protection de la société civile et de la propriété privée contre les empiètements de l'État, donnant une forme nationale à leurs intérêts de classe (Dufour, 2007, 2015 ; Wood, 1991). À terme, les sociétés civiles capitalistes vont fournir « l'ultime bain d'acide dans lequel sont dissoutes les relations de propriétés féodales et seigneuriales ainsi que les représentations hiérarchiques des communautés politiques (Dufour, 2007, p. 600).

La séparation du *politique* et de l'*économique* a permis l'émergence d'une souveraineté nationale en Angleterre, mais elle n'en découlait pas mécaniquement. Plutôt, la *grammaire générative* de *relations sociales de propriété* capitaliste rendait plus probable l'émergence d'une souveraineté politique abstraite *nationale*. Nous entendons par *grammaire* que

dans un contexte social donné, certaines occurrences sont plus probables que d'autres, alors que certaines sont improbables. Par exemple, l'occurrence de conceptions nationalistes de citoyens égaux était improbable dans un contexte de relations de propriété féodales. Cela ne signifie pas que des notions comme *nation*, *gens* et *race* ne se conjuguent que dans un seul arrangement de relations sociales de propriété. Cela veut plutôt dire que la signification sociale de ces notions varie selon ces relations (Dufour, 2012, p. 171).

Comme l'énonce Dufour :

Dans l'Angleterre capitaliste et la France et la Prusse absolutistes, les catégories de *nation* et de *volk* sont mobilisées socialement par des factions qui ont des visions différentes quant à savoir qui doit bénéficier des privilèges alloués aux propriétaires d'officines, aux marchands, aux fonctionnaires éduqués et aux propriétaires terriens militarisés (en Prusse) (Dufour, 2007, p. 593-594).

En Europe, les trajectoires croisées de l'émergence du capitalisme en Angleterre et de la crise de l'État absolutiste en France fournissent des conditions favorables au nationalisme<sup>29</sup>(Dufour, 2007, 2015, p. 377-387). Les communautés imaginées nationales distinctes *anglaise, française et allemande* se construisent dans l'expérience concrète de leurs relations de compétition géopolitique et sont modulées selon leurs propres régimes sociaux de propriété et la lutte des élites afin de préserver leurs privilèges dans un contexte géopolitique changeant. À terme, en « Angleterre, le libéralisme et le nationalisme s'unirent afin d'engendrer une forme impériale, en France le républicanisme cimentait un État absolutiste expansionniste et les États allemands furent menés vers la poursuite d'une forme particulière de nationalisme *völkisch* » (Dufour, 2007, p. 596).

#### 6.3.4 Une théorie matérialiste du nationalisme

Si une chose est certaine, c'est que Ernest Gellner n'est pas reconnu pour ses affiliactions avec la théorie marxiste. Pourtant, il a jeté les bases d'une analyse matérialiste du nationalisme (Dufour, 2007 ; Hoffmann, 2010). Bien qu'il ait été un anti marxiste convaincu, sa sociologie du nationalisme repose sur des prémisses qu'un marxiste orthodoxe ne renierait pas. Comme le fait remarquer Matin (2013, p. 76), l'explication de Gellner n'est en fait, à certains égards pas si loin de celles de marxistes comme Hobsbawm (voir aussi Dufour, 2019, chapitre 2). Pour Gellner, le nationalisme est une fonction culturelle de l'industrialisation alors que pour Hobsbawm, c'est le cadre idéologique du capitalisme naissant. Cette articulation fonctionnaliste entre capitalisme et nationalisme est problématique à plusieurs égards et masque une relation beaucoup

---

<sup>29</sup> En Angleterre la transformation des relations sociales de propriété fait dévier le processus de formation étatique vers la mise en place d'un État capitaliste. En France, l'État national paradigmatique, la catégorie nation est mobilisée avec des objectifs différents. Les revendications au nom de la nation contre les privilèges s'incarnent, par exemple, dans le projet républicain qui est supporté par une bourgeoisie précapitaliste qui donne une forme nationale à sa lutte pour l'accès méritocratique aux postes lucratifs dans l'appareil étatique extractif absolutiste en expansion (Lafrance, 2019b, 2019a). Pour l'État absolutiste, la nation comprise comme une et indivisible est mobilisée pour justifier les velléités centralisatrices de l'État absolutiste dans sa lutte pour venir à bout des restes de la souveraineté parcellisée héritée de l'époque féodale.

plus complexe. Sur le plan empirique, ce lien fonctionnel entre le capitalisme et le nationalisme est loin d'être évident<sup>30</sup>. Nonobstant les débats sur le niveau de développement économique du Japon au cours de l'ère Tokugawa et la présence ou non d'une *protoindustrialisation* dans l'archipel, on peut sérieusement mettre en doute qu'un véritable processus d'industrialisation est en cours lorsque se produit la restauration Meiji. Le lien causal présumé par Gellner n'explique pas pourquoi des samouraïs, qui n'ont rien d'entrepreneurs capitalistes, vont, comme d'autres élites non capitalistes en Russie, en Prusse et en Iran, mettre en place un « mode d'organisation socio-économique, c.-à-d. le capitalisme, qui était l'antithèse de leurs intérêts matériels et des bases de leur pouvoir social » (Matin, 2013, p. 76). Lorsqu'ils jettent les bases de leur projet national, les dirigeants du Japon vont sciemment éliminer les statuts sociaux qui avaient jusque-là été garants de leur pouvoir social.

Les travaux de Clemens Hoffmann ont permis de porter un regard nouveau sur la partition de l'Empire ottoman (Hoffmann, 2008, 2010). Ce dernier rejette l'explication selon laquelle la vague de sécessions nationales qui a entraîné la désintégration de l'Empire ottoman fut le résultat de la pénétration du système international moderne dans le sud-est de l'Europe. Il soutient que les luttes d'indépendances nationales qui ont provoqué la *balkanisation* de l'Empire ottoman résultèrent d'une réaction conservatrice des élites régionales au projet de modernisation du centre de l'empire. Ces élites mobilisèrent une rhétorique nationaliste afin de conserver leur pouvoir au sein des structures politiques régionales, menacées par les velléités centralisatrices de l'empire. Ainsi, la fragmentation du territoire contrôlé par les ottomans en entités nationales fut le résultat de luttes sociales autour de la préservation de privilèges ancrés dans des

---

<sup>30</sup> En effet, lorsqu'au cours de la bataille de Valmy retentissent les cris « Vive la nation ! », la France de 1792 est encore loin d'une révolution industrielle. De même, lorsque Fichte prononce ses discours à la nation allemande en 1807, les États allemands sont bien loin d'être une puissance capitaliste.

formes précapitalistes d'accumulation, et non la conséquence de l'expansion de la modernité européenne.

Les travaux de Dufour et Hoffmann fournissent les bases d'une SHI du nationalisme. Ils nous permettent de conclure que la parcellisation du monde en entités politiques nationales est le résultat de luttes sociales concrètes autour de la reproduction sociale d'acteurs historiquement situés.

## CHAPITRE IV

### ÉTUDE DE CAS : LA MISE EN PLACE DE L'ÉTAT NATIONAL IMPÉRIAL JAPONAIS

Dans le chapitre précédent, nous avons établi les bases conceptuelles et théoriques qui guident l'étude de cas que nous proposons dans le présent chapitre. Notre question de départ, en deux volets, était la suivante : *pourquoi, à partir du 19<sup>e</sup> siècle, le monde va-t-il graduellement se découper en États nationaux ? et quel lien existe-t-il entre le développement, d'un côté d'un système d'états nationaux souverains aux territoires clairement définis et de l'autre, la création d'une économie capitaliste transnationale ?* L'analyse des différentes contributions des marxistes politiques nous a permis de conclure qu'il ne peut y avoir de réponse à cette question qui puisse être valable pour tous les cas. Partant du marxisme politique, nous analyserons à travers le prisme du développement inégal et combiné comment, dans des contextes de conflictualités interrégionales et sociales, les stratégies de reproduction sociale et de territorialisation des classes dominantes au Japon ont été résolues à travers et par la renégociation des régimes sociaux d'appropriation. Notre étude de cas repose donc sur l'analyse de conflits de classes et des ordres géopolitiques dans lesquels ils s'inscrivent, d'abord dans la mise en place du régime Tokugawa au cours des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, puis lors de la restauration Meiji au milieu du 19<sup>e</sup> siècle.

L'argument que nous développons dans ce chapitre est que la mise en place de l'empire national japonais n'est pas le résultat inévitable du processus de développement culturel, politique et économique du Japon. Dans un premier temps, nous évaluons les

contributions provenant du champ de la sociologie du nationalisme sur le Japon. Ensuite, nous analysons l'impact du développement du contexte géopolitique et de la transformation des relations sociales de propriété sur la mise en place du régime shogunal Tokugawa et sur sa trajectoire de développement. Finalement, nous nous penchons sur le développement inégal et combiné des pratiques nationalistes japonaises et examinons leur impact sur la transformation des relations sociales d'appropriation.

### 9.1 La sociologie du nationalisme et le cas du Japon

La restauration Meiji de 1868 est souvent interprétée comme le résultat de l'éveil d'un sentiment national déclenché en réponse à la menace occidentale (Beasley, 1972 ; Bendix, 1978 ; Walker, 2015). Au cours de la période qui suit la visite du commandant Perry et la signature des traités inégaux, le Japon passe « de la conscience d'une menace étrangère à la prise de conscience d'une identité nationale, exprimée dans les demandes pour l'unité et l'indépendance » (Beasley, 1972, p. 413).

Dans un essai paru en 1944, le politologue Masao Maruyama affirme que le Japon des Tokugawa est une *nation culturelle* en attente d'un éveil. Les habitants du Japon sont alors conscients d'une « unité culturelle, fondée sur une langue, une religion, des coutumes, des habitudes, et d'autres héritages culturels, mais ils leur manquent une conscience politique d'être une nation ». Le passage de l'état de *nation culturelle* vers une *nation politique* vient de la menace que fait peser une intervention étrangère. « Lorsqu'une telle nation culturelle est forcée de défendre son unité culturelle, son existence est immédiatement élevée au niveau politique, et elle fait face à la nécessité de former une unité étatique commune » (Maruyama, 1944, cité dans Ravina, 1999, p. 208).

Une telle thèse de l'émergence d'une unité culturelle nationale est soutenue par plusieurs historiens. Certains, par exemple, voient dans la révolution de l'imprimé et de la cartographie un catalyseur ayant contribué à tracer les contours nationaux du Japon sur les plans géographique et culturel (Berry, 2007 ; Yonemoto, 2003). Un autre historien voit plutôt le *sankin kotai* comme ayant joué un rôle central en accélérant la diffusion des cultures locales vers Edo et de Edo vers les localités et ayant, ultimement, stimulé l'émergence d'une culture nationale (Vaporis, 2010).

Cette présupposition de l'unité culturelle du Japon amène un autre historien à affirmer que le « Japon était de loin un meilleur candidat pour devenir une nation moderne que virtuellement n'importe quel candidat du milieu du 19<sup>e</sup> siècle » (Tipton, 2003, p. 146). À cette époque, le Japon serait mieux défini géographiquement et plus homogène linguistiquement que n'importe quelle nation européenne, alors que la lignée impériale ininterrompue permet de fournir une tradition historique linéaire sur laquelle ne peuvent compter les autres nations du monde (Tipton, 2003, p. 147). Tous ces facteurs, combinés à une relative isolation du Japon du reste monde pendant près de deux siècles au cours de l'ère Tokugawa, semblent indiquer l'inévitabilité de l'émergence d'une conscience nationale japonaise (Wilson, 2003, p. 2). Malgré toutes les diversités locales que l'on peut y observer sous les Tokugawa, il semble évident que l'archipel est déjà, à cette époque, « immergé dans des discours à saveur nationale qui font du "Japon" une seule protonation » (Toby, 1999, p. 230). La modernisation rapide du Japon serait alors attribuable au fait que les conditions du nationalisme sont déjà en germe sous les Tokugawa (Greenfeld, 2001).

L'historien Albert Craig insiste pour sa part sur le rôle d'un *nationalisme de han* ayant facilité le transfert de la loyauté impersonnelle des samouraïs envers le domaine vers

la nation symbolisée par l'empereur<sup>31</sup>. Poursuivant sur ces intuitions, l'historien Luke Roberts soutient qu'il existe un lien indéniable entre la pensée *kokueki*, que nous verrons plus loin, et les pratiques nationalistes qui se déploient à partir de l'ère Meiji. Son importance réside dans le fait qu'elle a contribué à « “décentrer” le seigneur et à “centrer” le pays (le domaine) dans la pensée de l'économie politique modifiant ainsi la relation entre le gouvernement et son peuple » (Roberts, 2009, p. 28). Néanmoins, il reconnaît que la question de la transition de cette pensée centrée sur le domaine vers une pensée de portée nationale demeure en suspens.

Le mythe de l'homogénéité culturelle et l'existence d'une tradition bien enracinée dans la culture japonaise est bien ancré en sciences sociales, particulièrement en sociologie du nationalisme. La présence à partir du 8<sup>e</sup> siècle d'une vénération incontestable de l'empereur traversant les loyautés régionales constituerait une condition suffisante à l'émergence d'une nation japonaise qui traverse le temps (Grosby, 2005, p. 67). Pour sa part, Anthony Smith soutient que la nation japonaise est le fruit d'un processus de consolidation d'une *ethnie latérale*<sup>32</sup> et de son rapprochement avec l'État et les couches populaires. Selon lui, la communauté ethnique japonaise se cristallise avec les épisodes successifs de centralisation au cours des périodes impériales Nara (710-794) et Heian (794-1185) et par la suite par les *bakufu* Kamakura (1192-1333), Ashikaga (1336-1573) et Tokugawa (1603-1868). La période d'isolation du Japon sous les Tokugawa va « cimenter la congruence entre l'ethnie et l'État » (Smith, 1991, p. 105). À la suite

---

<sup>31</sup> Selon la thèse de l'historien Albert Craig, les *daimyō* de l'ère Tokugawa deviennent graduellement les dirigeants titulaires du gouvernement du domaine, alors que celui-ci est, dans la pratique, dirigé par les samouraïs. La loyauté envers le *daimyō*, estime Craig, devient une loyauté au statut de *daimyō* plus qu'à sa personne. Cette loyauté impersonnelle forme ce que Craig nomme un « nationalisme de han », existant dans la classe des samouraïs. Cette loyauté impersonnelle et flottante, estime-t-il, va permettre la transition symbolique de la loyauté des samouraïs du *daimyō* vers l'empereur et donc, du nationalisme de han vers le nationalisme en tant que tel (Craig, 148-149).

<sup>32</sup> Dans la conceptualisation de Smith les *ethnies latérales*, sont, dans les sociétés prémodernes, les *ethnies* qui sont largement construites à l'intérieur des couches aristocratiques d'une société et « où la culture est stratifiée et la culture de l'élite peu diffusée » (Smith, 1987, p. 77). Pour une distinction entre l'*ethnie latérale* et l'*ethnie verticale*, voir (Smith, 1987, p. 76-89)

de la restauration Meiji les élites créent une identité politique nationale japonaise qui comble l'écart entre les couches aristocratiques et populaires de la société. Pour ce faire, les réformateurs fusionnent des éléments de la culture aristocratique des samouraïs avec des éléments issus des traditions paysannes comme le sentiment de loyauté envers le seigneur (*daimyō*), la famille (*ie*) et le village (*mura*).

Selon Benedict Anderson (2002), trois facteurs contingents expliquent le développement du nationalisme officiel au Japon. Premièrement, le Japon hérite d'une relative homogénéité ethnoculturelle de ses deux siècles et demi d'isolation. Bien que l'on observe des variations linguistiques à travers l'archipel, le système d'écriture commun (adapté des idéogrammes chinois) facilite, lui, l'alphabétisation de masse. Deuxièmement, l'ancienneté de la maison impériale et sa *niponnité* (dû à l'absence de domination étrangère) facilitent l'utilisation de l'empereur comme symbole du nationalisme officiel. Finalement, la pénétration brutale des *barbares* occidentaux incite la population à se rallier à un programme d'autodéfense conçu en des termes nationaux.

Le Japon représenterait « l'adaptation la plus réussie de valeurs nationalistes par un État non occidental » (Breuilly, 1982, p. 231). Le nationalisme fournit aux réformateurs de Meiji une idéologie combinant le besoin d'une identité collective forte et la légitimité d'un processus d'occidentalisation (Breuilly, 1982, p. 243). Le Japon a ceci de spécifique qu'il combine le besoin d'articuler une identité nationale spécifiquement japonaise à une réforme des institutions inspirée du modèle occidental. Contrairement aux dirigeants chinois, les dirigeants du gouvernement Meiji possèdent un bassin de traditions qui permet de construire une tradition nationale qui offre une alternative crédible à la forme de légitimité shogunale. Les nationalistes peuvent alors appuyer les motifs de leur destruction de l'ordre politique du régime Tokugawa, qui permet le *retour* de l'empereur et le redécoupage du territoire en provinces et préfectures, sur les bases d'une prétention à rétablir l'ordre traditionnel.

L'explication est séduisante, mais il y a un problème avec la thèse de Breuille. La restauration Meiji n'a pas que réformé l'État. Comme nous le démontrerons plus loin, le régime politique du shogunat Tokugawa n'est pas un précurseur imparfait de l'État national, mais un ordre politique *sui generis* faisant partie d'un monde « que le nouveau régime a systématiquement détruit » (Ravina, 1995, p. 1019). Toutes ces analyses prennent pour acquis que le Japon est mûr pour le nationalisme, mais que c'est le contact avec la modernité européenne qui va fournir le stimulus manquant.

### 9.1.1 Le *kokugaku* un mouvement nationaliste ?

Atsuko Ichijo voit dans la théorie des modernités multiples le remède à l'eurocentrisme qui, selon elle, mine la sociologie du nationalisme. Elle s'en prend aux théories modernistes qui échouent à capturer la diversité des cas et des types de nationalismes, car elles présupposent que l'Europe a imposé son projet moderne au reste du monde, dont les sociétés n'ont d'autre choix que de s'adapter ou de périr. Les explications issues des théories modernistes sont téléologiques, structuralistes et fonctionnalistes, estime-t-elle, car elles lient, comme nous l'avons vu, l'émergence du nationalisme au développement de l'un ou l'autre des éléments de la modernité. Elles présupposent donc que, inévitablement, toutes les sociétés vont se conformer au modèle européen à mesure que la modernité étend son emprise. Les théories modernistes ignorent généralement ce qui constitue la spécificité culturelle des différentes sociétés et nient leur agentivité dans la (re)construction des différentes trajectoires (Ichijo, 2013, p. 25-26; 2020).

Comme le politologue Partha Chatterjee<sup>33</sup>, elle cherche à faire des peuples de l'Asie de l'Est de « véritables sujets de leur histoire » (Ichijo, 2020, p.265). Bien que partant d'une position théorique fort différente, Ichijo s'objecte à la thèse diffusionniste des

---

<sup>33</sup> Sur Chatterjee et ses critiques, voir (Chatterjee, 1993 ; Chibber, 2013 ; Dufour, 2019 ; Warren, 2017).

modernistes, car celle-ci prive les peuples non occidentaux de leur agentivité. Ces derniers sont forcés de penser leur identité collective en des termes européens ou occidentaux. Le changement social, déplore-t-elle, en est réduit à un processus d'émulation qui ne vise qu'à mettre les sociétés du reste du monde conforme aux standards occidentaux.

Au Japon, estime Ichijo, le nationalisme ne peut pas être le produit de la modernité, car le processus d'imagination nationale date de l'émergence, au 18<sup>e</sup> siècle, du courant intellectuel que l'on désigne sous l'appellation de *kokugaku*<sup>34</sup>. Aujourd'hui, l'homogénéité des contributions issues du mouvement *kokugaku*, qui proviennent majoritairement de poètes et de philologues, est souvent remise en question (Burns, 2003; McNally, 2005; Wachutka, 2013). Néanmoins, elle voit une unité sous-jacente à toutes les contributions dans leur identification commune d'un *Autre* clairement défini, la *kangaku*, c'est-à-dire l'étude des textes chinois classiques. Elles contribuent tous à « l'étude des traditions, des institutions et de la littérature du Japon avant l'avènement d'influences étrangères » (Ichijo, 2020, p. 272). Elles se concentrent à définir « qu'est-ce que le Japon » et cherchent dans les anciens textes, notamment le *Kojiki* et le *Man'yōshū*<sup>35</sup>, l'essence non contaminée de la *japaneseness*, dépouillée de l'influence chinoise (Ichijo, 2013, p. 93).

Le mouvement *kokugaku* entame une réflexion sur ce qu'est et ce que doit être le Japon et ce que signifie être japonais, et ce, avant d'entrer en contact de façon soutenue avec

---

<sup>34</sup> Le terme *kokugaku* est souvent traduit par « nativisme » ou « études nativistes », mais il signifie littéralement « études nationales ». Il désigne un regroupement d'intellectuels de la période d'Edo qui, par l'étude des textes anciens, cherche à élucider quels étaient les schèmes de pensées et les valeurs morales propres au Japon avant l'arrivée d'influences étrangères.

<sup>35</sup> Il est à noter que ces textes, comme tous les autres textes classiques japonais d'ailleurs, sont rédigés en chinois, seul système d'écriture au Japon pendant des siècles et dont les idéogrammes, les *kanji*, servent toujours de base à l'écriture japonaise aujourd'hui. L'objectif des philologues est de restituer l'esprit japonais des textes en rétablissant la prononciation phonétique japonaise des idéogrammes chinois ayant servi à écrire les anciens textes.

l'imaginaire national européen (Ichijo, 2020, p. 270). Étant donné que « l'idée d'une communauté politique avec une individualité distincte est la base d'une vision du monde nationaliste », elle conclut que « ce qu'ont proposé les érudits kokugaku du 18<sup>e</sup> siècle était une forme d'imagination nationaliste » (Ichijo, 2020, p. 277).

Ichijo souligne avec justesse les limites des thèses modernistes. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent avec le travail de Clemens Hoffmann, le nationalisme a pu, dans certains cas, être mobilisé *contre* des programmes de *modernisation*. De même, on ne peut que saluer son intention de rétablir les Japonais comme des véritables acteurs de leur histoire, et non comme des réceptacles passifs que la modernité occidentale aurait remplis de ses savoirs techniques et intellectuels.

Néanmoins, l'analyse de Ichijo comporte des limites. D'abord, l'interprétation qu'elle fait de la théorie des modernités multiples proposée par Eisenstadt est hasardeuse. Dans cette théorie, la réinterprétation du programme de la modernité n'est pas un phénomène endogène qui s'effectue en vases clos. Eisenstadt ne présente pas son modèle comme une séquence dans laquelle émergent tour à tour et parallèlement plusieurs modernités individuelles, mais bien comme une série de réinterprétations d'un seul concept de modernité (Brubaker, 2011). De plus, aucun moderniste ne nie qu'il puisse exister une myriade de communautés imaginées. Ils affirment plutôt que le sens et le contenu attribués aux communautés imaginées, comme la nation, *varient en fonction du contexte social* dans lequel ils sont mobilisés. Selon les termes qu'elle établit, Ichijo ne peut saisir cette variation.

Le terme *Japon (Nihon)* avant la restauration Meiji ne sert pas à désigner une unité nationale, politique ou ethnique. Lié à la notion de *Tenka*, il signifie littéralement *tout sous le ciel*. Cela ne signifie pas que le Japon est concomitant de tout l'univers, mais que les frontières sociales qui démarquent le Japon de ce qui ne l'est pas sont floues,

ambiguës et poreuses<sup>36</sup>. Bien que les étrangers et les natifs réfèrent vaguement à un endroit que l'on nomme *Nihon*, avant la restauration Meiji, le Japon en tant que « signifiant national tel qu'on le comprend aujourd'hui n'a, en pratique, aucun sens pour les formes politiques et la vie quotidienne de l'archipel » (Doak, 2007, p. 36).

Finalement, dans son empressement à démontrer que les Japonais ont pensé leur nation de façon endogène, elle isole la trajectoire japonaise de son contexte global. Or, comme nous le verrons, le Japon des Tokugawa est loin d'évoluer en vase clos. En isolant la trajectoire du Japon de la sorte, Ichijo ne peut expliquer pourquoi, après avoir embrassé l'influence de la culture chinoise pendant plus d'un millénaire, les penseurs japonais sentent soudainement le besoin de retrouver une essence japonaise n'ayant pas été pervertie par la pensée chinoise. De même, elle ne peut expliquer pourquoi le courant de pensée *kokugaku*, à partir du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, est réapproprié par des entrepreneurs politiques et cède la place aux mythes nationalistes affirmant l'exceptionnalité et la supériorité de la nation japonaise, pavant du coup la voie à l'association de la pensée *kokugaku* avec l'ultranationalisme (Harootunian, 1988, p. 410 ; voir aussi Burns, 2003, p. 187-219). La formation du Japon en tant que signifiant national implique une réorganisation de l'espace, des relations sociales et des relations entre les différentes communautés régionales et l'État.

---

<sup>36</sup> L'île de Tsushima est une bonne illustration de l'ambiguïté des notions de territorialité et de souveraineté. Elle occupe une position complexe entre la dynastie Chosŏn et le shogunat Tokugawa (Lewis, 2003, p. 12). Sur l'échiquier du régime Tokugawa la position de l'Île est claire. Elle sert d'intermédiaire entre le shogunat et la dynastie Chosŏn, l'une des seules entités politiques, avec le royaume des Ryukyu, à maintenir un lien diplomatique officiel avec le régime Tokugawa. Or, pour les dirigeants de la dynastie Chosŏn, l'île fait partie de leur territoire, bien qu'elle soit occupée par des étrangers (Lewis, 2003, p. 25). La question de savoir si les habitants de Tsushima se considèrent en tant que Japonais ou Coréens est difficile étant donnée l'absence de sources écrites issues des milieux populaires. En ce qui a trait à la question politique, Tsushima a des liens serrés avec le régime Tokugawa. Par contre, sur le plan économique, la Corée est un partenaire dominant (Lewis, 2003, p. 33). Cela amène Lewis à conclure que l'île de Tsushima fait partie d'une région frontalière où le « Japon » et la « Corée » se chevauchent (Lewis, 2003, p. 210).

## 9.2 Mise en contexte

Le processus de formation étatique au Japon n'est pas linéaire et il est incompréhensible si on l'abstrait de son contexte global. Une partie de l'erreur dans l'analyse de ce processus provient du fait qu'il existe un mythe répandu en sciences sociales selon lequel au cours de la période Tokugawa, l'île du Japon est isolée du reste du monde par une politique de *sakoku*<sup>37</sup> (qui signifie littéralement pays fermé). Selon ce récit, c'est l'arrivée du commandant Perry qui va briser cet isolement et exposer le Japon au nouvel ordre mondial. Ce cliché ne tient pas la route. Ce mythe, qui extrait la trajectoire de développement du Japon de l'Asie, a servi autant la tradition marxiste que les travaux des chercheurs.res se rapprochant de près ou de loin des théories de la modernisation. Pour plusieurs chercheurs.res, « le cas japonais était significatif parce que son “isolement” offrait aux chercheurs un laboratoire en “système fermé” permettant d'explorer et de prouver les principes du changement institutionnel » (Shapinsky, 2017, p. 148). Comme nous venons de le voir dans le domaine de la sociologie du nationalisme, plusieurs auteurs considèrent que cet isolement a favorisé l'émergence d'un nationalisme japonais en stimulant son homogénéité culturelle.

---

<sup>37</sup> En fait, le terme *sakoku* vient du néerlandais et date de la fin du régime Tokugawa. Pour une historicisation du terme *sakoku* (voir Arano, 1994)



Figure 4.1 Le Japon, la mer et l'Asie de l'Est (Ravina, 2017, p, 3)

La carte ci-dessus, inspirée des travaux de l'historien Yoshihiko Amino, vise à mettre en évidence la façon dont la mer favorise la connexion de l'archipel avec le reste de l'Asie de l'Est. Contrairement à ce que laisse croire le mythe du Japon isolé, l'île est inscrite très tôt dans de vastes réseaux d'échanges commerciaux et diplomatiques la reliant aux autres royaumes de l'Asie de l'Est<sup>38</sup>. On ne peut donc pas offrir une explication complète des différentes formes d'autorités politiques qui ont dominé l'archipel

<sup>38</sup> Par exemple, la mise en place de l'État *ritsuryo* au cours du 7<sup>e</sup> siècle, découle directement de la menace que fait peser l'expansion des dynasties Sui et Tang (Ravina, 2017, p. 19 ; voir aussi Batten, 1986).

sans les mettre en relation avec les régimes politiques avec lesquelles elles sont entrées en interaction<sup>39</sup>.

### 9.2.1 L'anarchie médiévale

L'époque médiévale<sup>40</sup> au Japon est une période tumultueuse. Elle est traversée de défis à l'ordre établi de la part des classes subordonnées et caractérisée par l'effritement du pouvoir centralisé de la cour impériale et la diffusion morcelée des pouvoirs sociaux d'appropriation vers des acteurs locaux, principalement les guerriers. Au cours de cette période, les frontières sont poreuses et fluctuantes, alors que les juridictions ne sont pas mutuellement exclusives. L'idée qu'il y ait une unité ethnique, politique et culturelle est difficile à soutenir.

Durant les siècles qui précèdent l'établissement du régime shogunal Tokugawa, l'île est dirigée par une série de *bakufu* (gouvernement militaire)<sup>41</sup>. Dès 1180, le *bushidan* (bandes de guerriers) dirigé par le clan Minamoto établit son quartier général et son *bakufu* dans la ville de Kamakura, situé dans l'Est de l'île. Dès lors, il ne reconnaît plus l'autorité de l'empereur et s'octroie le titre de *seiitaishōgun*, qui signifie littéralement « grand général de la pacification des barbares » (Souyri, 2010, p. 238).

---

<sup>39</sup> Le nom même du Japon témoigne de cet aspect relationnel. En effet, *Nihon* provient en fait du chinois *Riben* et signifie littéralement terre où se lève le soleil. Or, ce nom n'a de sens que lorsque le point d'observation est la Chine et son utilisation date du 7<sup>e</sup> siècle alors qu'il sert à situer l'île par rapport à la terre contrôlée par les dynasties chinoises Sui et Tang (Amino, 1992 ; Ravina, 2017, p. 20).

<sup>40</sup> L'idée même que le Japon ait eu une période médiévale n'est pas neutre et résulte du processus de construction d'une identité nationale japonaise. En utilisant cette catégorie, les historiens réinterprètent l'histoire japonaise à la lumière du modèle historiographique européen. Cette stratégie vise alors à extirper le Japon de l'ombre de la Chine et montrer que son histoire est constituée d'étapes semblables à celles des nations européennes, tout en demeurant spécifiquement japonaise (voir Keirstead, 1998)

<sup>41</sup> Les empereurs en poste ne dirigent que nominalement depuis l'instauration du système de régent (*kampaku* ou *sesshō*) à la fin du 9<sup>e</sup> siècle. Depuis, la cour impériale n'a plus qu'une fonction rituelle.

Après l'effondrement de l'autorité politique centrale du shogunat Ashikaga (1336-1573)<sup>42</sup>, l'île est divisée en mini-états sous le contrôle de *shugo daimyō*<sup>43</sup> se faisant la guerre les uns aux autres, une période connue sous le nom de *Sengoku* (Royaumes combattants) (1467-1573). De l'époque Heian jusqu'à l'époque médiévale, le concept de propriété de la terre est inexistant. À partir du 11<sup>e</sup> siècle, la quantité de terre travaillée hors de la portée de l'État croit. Les domaines privés (*shōen*), qui sont exempts de taxes, occupent une place de plus en plus grande et le pouvoir de taxation de la cour impériale s'érode. Les *bushidan*, des armées privées qui avaient pris forme dans les interstices de l'époque de la cour impériale Heian (794-1185) et qui s'occupent maintenant de la gestion des affaires et de la collection des taxes au niveau régional, perçoivent désormais leur région de parcelles de terre contiguë comme la source de leur pouvoir social et de leur autorité politique.

L'époque *Sengoku* est typique des régimes reposant sur le principe d'accumulation géopolitique décrit par Teschke. L'héritage de la terre est une source majeure de conflits entre clans rivaux et à l'intérieur même de leurs rangs respectifs. La terre et les biens familiaux sont divisés inégalement entre les descendants des samouraïs, la primauté étant accordée à l'aîné. L'expansion du territoire et des ressources de même que les alliances et les trahisons entre clans deviennent les façons de stabiliser ou d'accroître la richesse d'un territoire et provoquent, dans ce jeu à somme nulle, des conflits inévitables entre les domaines.

Cette période est vue par plusieurs comme un *monde à l'envers* où, comme le décrivent les contemporains, « l'inférieur l'emporte sur le supérieur » (*gekokujo*) (Souyri, 2013).

---

<sup>42</sup> Bien que le shogunat Ashikaga ne soit officiellement dissous qu'en 1573 lorsque le *daimyō* Oda Nobunaga renverse le *shōgun* Ashikaga Yoshiaki et entreprend de fédérer les *daimyō* sous sa gouverne, son autorité sur l'île s'effondre avec l'éclatement des guerres d'*Ōnin* (1467-1477).

<sup>43</sup> Les *shugo daimyō* sont les anciens gouverneurs des provinces (*shugo*) nommés par les *shōgun* depuis la fin du 12<sup>e</sup> siècle. À partir de la période Mumorachi 1336 to 1573, ils étendent graduellement leur pouvoir social politique, militaire et économique.

En effet, samouraïs et paysans s'unissent fréquemment en ligues (*ikki*), sortes d'organisations horizontales ponctuelles et spontanées entre guerriers afin de protéger leur territoire de la mainmise d'une autorité supérieure (Katsumata, 2011).

Aux 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles, l'Asie de l'Est et du Sud-Est connaît un essor considérable des échanges commerciaux. « Le commerce réglementé de l'État », au cours de cette période, « ne correspond plus qu'à une partie des échanges dont la majorité est assurée par l'initiative privée de seigneurs locaux ou de marchands » (Souyri, 2010, p. 295). C'est à cette époque que les navires espagnols et portugais commencent à sillonner les mers de l'Asie de l'Est. Au plus haut de la vague (1540-1640), le Japon est l'un des piliers du commerce de l'argent alors que ses exportations totalisent 30% de la production mondiale (Ravina, 2017, p. 23). Il n'est pas étonnant que lorsque Hideyoshi prend le contrôle des *daimyō*, il rêve de déplacer la dynastie des Ming au sommet du système tributaire. Les Tokugawa vont pousser ce projet plus loin.

Nous pouvons donc identifier trois éléments majeurs qui vont structurer la mise en place du régime Tokugawa. D'abord, il y a un morcellement de l'autorité politique dans les mains d'une multitude de seigneurs avec une forte base régionale de pouvoir social. Ensuite, il y a d'intenses conflits autour de l'appropriation d'un surplus de production entre les différentes classes. Finalement, l'île est au centre d'un réseau d'échanges commerciaux et il y a une lutte pour le contrôle du commerce et pour l'appropriation de ses fruits.

### 9.3 La mise en place du régime shogunal Tokugawa

Les seigneurs de guerre de la période *Sengoku* Toyotomi Hideyoshi (1537-1598), Oda Nobunaga (1534-1582) et Tokugawa Ieyasu (1543-1616) stabilisent le contexte inter-régional sur l'île. Successivement, ils entreprennent une redistribution de la propriété

et du contrôle sur les terres ainsi qu'une réorganisation de la répartition de la richesse. Dans un premier temps, les droits liés à l'héritage deviennent fixes et les biens indivisibles. Les membres des maisonnées de samourais sont absorbés dans l'administration du domaine. Au cours de la période qui précède le règne des Tokugawa, la richesse des samourais dépend de leurs possessions de la terre et de leur contrôle d'une armée privée. Sous les Tokugawa, les samourais n'ont plus le contrôle direct de la terre et sont forcés de vivre dans des villes fortifiées. Les paysans, eux, sont désarmés.

Après sa victoire lors de la bataille de Sekigahara (1600), Tokugawa Ieyasu s'octroie le titre de *shōgun*. Dès lors, l'île est divisée en quelque 250 domaines, qui varient en rendement, en population et surtout, en poids politique et économique, et qui sont répartis en autant de *daimyō* qui sont les vassaux (*kerai*) du *shōgun* ou des membres de sa maisonnée élargie<sup>44</sup>. Les différents domaines sont redistribués entre les *daimyō* en fonction de leur lien filial et de leur loyauté envers la maison des Tokugawa<sup>45</sup>.

### 9.3.1 Les bases de la mise en place d'un État ?

Le régime shogunal Tokugawa a donné bien des mots de tête aux chercheurs. Les sciences sociales qui ont tenté de lui apposer une étiquette. L'ennui lorsque l'on qualifie d'État le régime Tokugawa, c'est que cela peut donner l'impression que le régime shogunal possédait beaucoup plus de cohésion et que le pouvoir était plus centralisé qu'il ne l'était en réalité. Affirmer, par exemple, que les samourais ont pris le contrôle

---

<sup>44</sup> Dans les faits, le *shōgun* et sa famille élargie contrôlent directement environ le quart du territoire. Les *daimyō*, tous rangs confondus, contrôlent donc 75 % de la capacité productive de l'île. Un grand domaine comme Satsuma contrôle des terres dont le rendement est estimé à plus de 700 000 *koku*. Le plus grand domaine, Kaga, a un rendement estimé à plus de 1 000 000 de *koku*. Considérant qu'un *koku* de riz, qui équivaut à 180 litres, est censé pouvoir soutenir un homme adulte pour un an, cela signifie que ces domaines peuvent, potentiellement, mobiliser une force armée d'une taille significative.

<sup>45</sup> La famille élargie du *shōgun*, les *shimpan daimyō* obtiennent les domaines entourant la nouvelle capitale de Edo. Les *fudai daimyō*, ceux ayant été fidèles aux Tokugawa les obtiennent dans les zones sensibles, comme la surveillance des axes de transport. Les *tozama daimyō*, ceux s'étant opposés au nouveau *shōgun* lors de la bataille de Sekigahara, sont envoyés dans les domaines les plus éloignés.

et réformé l'État japonais au cours de la restauration Meiji, c'est prendre pour acquis qu'il y avait un État à prendre en premier lieu, ce qui est loin d'être évident. Fédération, féodalisme centralisé, *compound state*, *bakuhan tensei*<sup>46</sup> toutes ces dénominations du régime shogunal pointent vers un élément central de l'État Tokugawa : bien que le pouvoir est, dans une certaine mesure, centralisé, plusieurs domaines, plus particulièrement ceux dirigés par les *tozama daimyō*, jouissent d'une autonomie politique et économique considérable (Brown, 1993 ; Ravina, 1999 ; Roberts, 2009).

Les *daimyō* utilisent le terme *kokka*<sup>47</sup> afin de désigner leur domaine (Ravina, 1995, 1999). Dans le Japon d'aujourd'hui, *kokka* renvoie à l'État moderne. Par contre, au cours de l'ère Tokugawa il désigne la *maison du pays*, c'est-à-dire la maison de la famille qui gouverne sur un domaine. Le terme, *han* (fief) n'entre en usage qu'après la restauration Meiji et n'est jamais utilisé dans les documents officiels<sup>48</sup>. Pour les grands domaines, le terme de préférence est *kuni* (pays), qui désigne alors un domaine où une région en particulier.

Sur les bases du modèle théorique wébérien, on peut se demander pourquoi le shogunat ne pousse pas plus loin le processus de centralisation. Il est certain que le shogunat ne subit pas de menace militaire directe avant l'arrivée de Perry. On peut dire qu'une fois

---

<sup>46</sup> Le terme *bakuhan tensei*, utilisé désormais le plus fréquemment par les historiens afin de décrire le régime politique Tokugawa, est une création moderne qui vise à donner de la systématisme aux relations entre le *bakufu* et les *han* (un terme postérieur à l'époque d'Edo). « La notion d'un système d'entre 260 et 280 *han* est trompeuse ; plusieurs *han* n'étaient en aucuns sens des institutions significatives, certains si petits qu'ils étaient économiquement, socialement et administrativement marginaux ». L'utilisation du terme *bakufu* afin de qualifier la structure politique sur laquelle repose le pouvoir social des Tokugawa « suggère une plus grande liberté d'action, un grand nombre d'officiels élaborant des politiques et une plus grande capacité décisionnelle qu'il n'était le cas » (Cullen, 2003, p. 8).

<sup>47</sup> Pour les plus petites possessions, le terme est plutôt *holding* (*ryobun*) appartenant à la famille qui le dirige. Le terme *kokka* est polysémique et au cours de l'ère Tokugawa, il sert à désigner tout à la fois une variété d'institutions allant des dynasties chinoises, au shogunat et aux domaines (Ravina, 1995, p. 999).

<sup>48</sup> Lorsqu'utilisé, le terme *han* a une connotation péjorative et vise à accentuer le pouvoir des *daimyō* face au *shōgun* et plus tard face à l'empereur.

le shogunat installé, il n'y a pas d'incitatif à centraliser davantage tant et aussi longtemps que la sécurité du régime n'est pas menacée, que ce soit par les *daimyō* ou par une menace provenant de l'extérieur de l'île (White, 1995, p. 32).

Cependant, l'absence de pressions géopolitiques ne peut pas constituer une explication suffisante de la direction qu'emprunte le processus de formation d'un régime politique. La transformation du régime de propriété est un élément clé pour comprendre les conditions qui ont rendu possible la *Pax Tokugawa*. Le nouveau régime d'appropriation inhibe les besoins d'expansion des domaines et met fin à la dynamique d'accumulation géopolitique. L'analyse de la réorganisation des relations sociales de propriété et d'appropriation et des nouveaux axes de conflit qu'elles génèrent est donc essentielle afin de comprendre la trajectoire de la communauté politique au cours de l'ère Tokugawa.

#### 9.4 Relations sociales de propriété et d'appropriation

Dans cette section, nous examinons plus en détail les relations sociales de propriété et d'appropriation<sup>49</sup> du régime Tokugawa. Celles-ci déterminent les axes de conflit qui traversent la période d'Edo. Néanmoins, on ne peut expliquer les stratégies d'accumulation régionales et interrégionales des classes dominantes, sans réinscrire les processus d'institutionnalisation et de territorialisation de ces stratégies dans les dynamiques d'interaction entre les différentes formes d'autorités politiques, tant sur l'île qu'avec celles se situant à l'extérieur de celle-ci. Cette analyse des régimes sociaux de propriété et du contexte global dans lequel ils se déploient et se transforment, permet de transcender le débat autour de *quand est la nation*. Plutôt que de chercher le moment de

---

<sup>49</sup> Comme la propriété prend plusieurs formes à travers l'histoire, Dufour et Rioux proposent l'utilisation du concept plus générique de *relations sociales d'appropriation*. Ils considèrent que ce dernier « a l'avantage de souligner le caractère dynamique du moment du transfert des surplus sans avoir l'inconvénient de réifier une forme spécifique d'exploitation, de travail ou de propriété » (Dufour et Rioux, 2008, p. 129). Nous utilisons les deux concepts de manière interchangeable pour souligner le fait qu'au cours de la période Tokugawa, comme nous le verrons, la notion de propriété est floue et ambiguë.

naissance de *la nation* ou de l'émergence d'une *conscience nationale*, nous analysons, la *variation de la signification sociale* des catégories cherchant à tracer les contours de la communauté imaginée.

#### 9.4.1 Relations entre *exploiteurs* et *producteurs directs*

À la base de tout régime social de propriété, il y a le processus par lequel un surplus de la production sociale est absorbé. Ceci permet d'identifier des *producteurs directs*, ceux qui produisent le surplus, et des *exploiteurs*, ceux qui se l'approprient.

Le régime d'appropriation de la société Tokugawa est organisé autour du contrôle de la terre et de l'absorption d'un surplus de la production agricole des paysans par les samouraïs. Néanmoins, une des particularités centrales de la période Tokugawa est que les samouraïs y sont séparés de la possession de la terre. Ces derniers vivent dans des villes fortifiées et tirent désormais leur subsistance d'un salaire fixe, une allocation<sup>50</sup> (*stipends*) calculée en quantité de riz (*koku*) dont le montant varie en fonction de leur rang respectif<sup>51</sup> et qui est versée à partir des taxes colligées sur le domaine. En tant que groupe et en vertu de leur statut social, ils tirent leur subsistance de leur contrôle sur la terre. Néanmoins, en tant qu'individus, les samouraïs ne possèdent pas de moyens socioéconomiques afin d'assurer leur indépendance (Howland, 2001, p. 368 ; voir aussi Ikegami, 1995, p. 150-157).

---

<sup>50</sup> Il s'agit d'un salaire pour tâches effectuées comme la police, l'entretien des routes, la collecte de taxes. Cependant, il est important de noter qu'une partie des samouraïs, dans certains domaines, tirent encore leur revenu de leur contrôle direct sur un fief pour lesquelles ils déterminent la quantité et la fréquence des paiements de taxes ainsi que l'attribution de corvées (Brown, 1993, p. 90-91 ; Ravina, 1999, p. 46-49). Brown opère cependant une distinction importante en insistant sur le fait que les samouraïs ne possèdent pas la terre, mais détiennent plutôt le droit de taxer les paysans qui y travaillent (Brown, 1993, p. 121-124).

<sup>51</sup> De 10 000 koku pour l'élite à 10 koku pour ceux du bas. Pour ces derniers, il s'agit de moins que ce avec quoi vivent les servants des maisons de samouraïs les plus élevés dans la hiérarchie.

Les taxes annuelles sur les récoltes (*nengu*) qui sont perçues par les *daimyō* sont calculées en fonction d'un rendement standard de production (mesuré en *koku* de riz) pour la totalité des terres arables du domaine (système *kokudaka*), et ce, même si une partie des terres est utilisée pour cultiver autre chose que le riz (Shimbo et Hasegawa, 2003, p. 160). Les taxes ne sont pas prélevées sur une base individuelle, mais sur l'ensemble du village (*mura*) qui est responsable, et ce point est important, *collectivement* de leur paiement (système *muradaka*). Le système *kokudaka* vise donc à déterminer la valeur des terres et donc, le niveau de taxation qui sera prélevé sur celles-ci<sup>52</sup>.

Les lignes de conflits entre les samouraïs, les *daimyō* et les paysans sont donc assez simples. Règle générale, les samouraïs veulent des allocations plus élevées alors que, inversement, les paysans veulent des taxes moins élevées (Ravina, 1999). Les *daimyō* doivent donc trouver un équilibre afin de maintenir leur niveau de vie et d'assurer leurs dépenses, tout en satisfaisant les paysans et les samouraïs afin de ne pas s'attirer la grogne de l'un ou de l'autre.

#### 9.4.2 Relations entre *producteurs directs*

Il n'y a pas de structure politique à l'échelle de l'île qui permet de déterminer qui a la possession de la terre. Les dirigeants des domaines sont largement indifférents de la façon dont la terre et le village sont administrés, tant et aussi longtemps que les taxes

---

<sup>52</sup> Cependant, l'importance du système *kokudaka* ne se limite pas à sa capacité (effective ou non) à établir avec précision le niveau de taxation : il établit le lien entre la production agricole d'un domaine et les obligations du *daimyō* qui découlent de son lien vassalique avec le *shōgun*. En effet, le rendement anticipé d'un domaine fournit une indication de la capacité d'un *daimyō* à remplir ses obligations envers le *shōgun*. Il donne une indication de la taille de la force militaire qu'il peut maintenir, ainsi que l'ampleur des travaux publics qu'il est en mesure d'assumer s'il y est mobilisé (Howell, 2005, p. 23).

sont payées<sup>53</sup>. Le fardeau de la taxation est réparti différemment dans les villages en fonction des relations de pouvoir en leur sein.

La vente définitive de la terre est interdite par le régime Tokugawa. Néanmoins la mise en gage de parcelles de terre est permise. Une forme de marché d'échange de la terre existe donc, mais seulement sous la forme de contrats de location. La relation propriétaire-locataire est, en principe, éphémère et on ne peut donc parler d'une propriété *privée*. Il ne s'agit pas de contrats liant deux individus libres (Saito, 2009). Le contrat de location prend souvent la forme de relations de subordination entre les familles d'un même village. De même, bien que la rente établie par le contrat de location soit en principe fixe, les propriétaires du contrat, en leur qualité de membres de l'élite du village, sont tenus par la coutume de faire preuve de *bienveillance* (*jinsei*) et de servir les intérêts du village et de tous ses membres (Saito, 2009, p. 172-173). Cela peut vouloir dire, par exemple, d'abaisser la rente lors de période où les récoltes se font moins abondantes qu'à l'habitude. Lors de mauvaises années, cela peut aller jusqu'au non-paiement de la rente fixée par le contrat de location.

L'organisation du village autour de la responsabilité *communautaire* (système *mura-daka*) du paiement des taxes a un impact majeur sur la balance du pouvoir entre les paysans qui louent la terre qu'ils cultivent et ceux qui la leur louent. En effet, la responsabilité collective de s'acquitter du paiement des taxes fait en sorte que « les habitants des villages ont un fort intérêt collectif à maintenir la viabilité, et donc la capacité à payer les taxes, des maisonnées membres, et des institutions développées afin de soutenir cet objectif » (Cohen, 2018, p. 733). En d'autres mots, « les membres du village en tant que collectivité partagent un fort intérêt dans le maintien de la

---

<sup>53</sup> Le système *warichi* (possession partagée), répandu dans plusieurs domaines, favorise la répartition et la redistribution des terres au niveau du village selon trois mécanismes : composition familiale, ordre de rotation fixe ou loterie. Ce que met en lumière le système *warichi*, c'est que dans une très large mesure, les villageois déterminent entre eux le partage des droits d'accès à la terre (Brown, 2011).

viabilité de toutes les maisons membres afin de maintenir la distribution du fardeau des taxes » (Cohen, 2019, p. 225).

Il ne faut pas exagérer le sentiment de communauté qui anime les paysans. Les relations entre les membres d'un village sont traversées par des relations de pouvoir et de domination (Ooms, 1996). Loin de représenter une communauté harmonieuse et horizontale, le village de l'ère Tokugawa est organisé autour d'une hiérarchie de statuts formels et informels. Néanmoins, sans pouvoir politique officiel et contraint par l'institution du village dont ils font partie, les propriétaires de contrat de location de la terre possèdent peu de pouvoirs économiques et *extraéconomiques* leur permettant de s'approprier un surplus de la production. Ils n'ont accès à aucuns recours, hors de la structure du village, qui leur permettent de recouvrer les sommes dues par les locataires qui se retrouvent en défaut de paiement (Cohen, 2019, p. 224). Ces derniers voient leur pouvoir d'appropriation contraint par « la force de la communauté paysanne, qui priorise la préservation de la subsistance des paysans » qui la composent (Cohen, 2018, p. 733).

#### 9.4.3 Relations entre *exploiteurs*

Les *daimyō* doivent faire appliquer les grandes lignes établies par le shogunat, mais dans la pratique, comme nous l'avons déjà évoqué, ils sont chargés de gouverner et d'administrer leur domaine avec une autonomie substantielle. Ces derniers sont tout sauf des courroies de transmission passives de l'autorité du *shōgun*. En fait, ce dernier ne possède ni le pouvoir, ni l'infrastructure politique nécessaire lui permettant de considérer les domaines comme des divisions administratives d'une administration centrale. Bien qu'il puisse enjoindre les *daimyō* à contribuer de manière irrégulière à des projets comme la réfection de palais ou à fournir une contribution militaire en nature, il n'y a pas de système central de taxation. La taxation et l'évaluation de la valeur des terres afin de la taxer sont une prérogative des domaines et des *daimyō* (Brown, 2011, p. 30).

Il y a des tensions constantes entre le centre et les *daimyō*, mais aussi, comme nous le verrons plus loin, entre les *daimyō* eux-mêmes. Dans la hiérarchie des *daimyō*s, pouvoirs et statuts sont dissonants (White, 1995). Les *daimyō*s qui constituent la garde rapprochée du *shōgun* ont bien peu d'autonomie alors que plusieurs *tozama daimyō* conservent de larges domaines et jouissent d'une autonomie politique et économique considérable, notamment dans les relations avec l'extérieur de l'île. Si les plus petits domaines ont, dans les faits, peu d'autorité politique autre que la collecte des taxes sur leurs domaines, les plus grands domaines sont gérés comme des petits pays. Leur population n'a affaire avec d'autres autorités politiques que la leur et ils ont le plein contrôle de l'émigration et de l'immigration ainsi que de l'importation et de l'exportation. Certains émettent même de la monnaie papier.

Le shogunat Tokugawa établit le cadre général dans lequel s'effectuent les relations commerciales entre les domaines et les autres régions hors de l'île (marchands chinois, dynastie Chosŏn, royaume de Ryūkyū, la VOC, Ezo etc.). Nous reviendrons plus loin sur le contexte interrégional de l'île et sur le mythe du *sakoku*. Pour l'instant, il suffit de préciser que concrètement, les relations interrégionales à l'intérieur de l'île et avec l'extérieur sont constituées par un mélange de buts communs et de rivalités entre certains domaines, notamment Satsuma et Tsushima, et le shogunat. Ces domaines établissent des interactions avec l'extérieur en articulant les directives changeantes du régime shogunal avec leurs propres agendas personnels (Hellyer, 2009).

## 9.5 *Sankin kotai*

L'une des institutions centrales du régime Tokugawa est le système de séjours alternés (*sankin kotai*)<sup>54</sup>. Son impact socio-économique sur le Japon de l'ère Tokugawa est fondamental. Ce système a deux effets majeurs. D'abord, il régule la balance du pouvoir entre les *daimyō* et le *shōgun*. En effet, le système de séjours alternés exerce une contrainte sur les *daimyō* qui pourraient songer à défier l'hégémonie du régime Tokugawa, en faisant peser un poids économique énorme sur les dépenses des domaines<sup>55</sup>. Ensuite, il crée un centre de consommation qui stimule la demande à travers l'île. À chaque année, la moitié des *tozama daimyō* arrive dans la ville de Edo ou sont en train de la quitter (Ravina, 2017). Ceci, combiné au fait que leurs familles respectives sont tenues de demeurer en tout temps dans la capitale, va transformer Edo ainsi que la région du Kinai de laquelle elle fait partie (et qui abrite aussi le port d'Osaka<sup>56</sup> et la cour impériale de Kyoto) en véritable moteur du développement commercial<sup>57</sup>. Plusieurs auteurs réfèrent alors à une *proto industrialisation* graduelle du commerce dans l'île, c'est-à-dire, à la croissance rapide de la production rurale orientée pour le marché dont la production est destinée à des fins d'échanges commerciaux interrégionaux et pour le marché international (Howell, 1995, p. xi,9 ; Ravina, 1999, p. 6-11 ; Toby, 2003, p. 301 ; Wigen, 1995, p. 8-9).

### 9.5.1 La montée du commerce

Bien qu'il y ait un développement du commerce au cours de la période Tokugawa, la majorité des revenus de la plupart des domaines provient des taxes sur la récolte

---

<sup>54</sup> Il s'agit d'un système mis en place par le shogunat qui établit que tous les *daimyō* doivent séjourner à Edo une année sur deux et y laisser en tout temps leur famille, garder en otage, dont ils doivent assurer la subsistance.

<sup>55</sup> Il entraîne des coûts se situant entre 40 et 70 % du budget total des domaines (Roberts, 2009, p. 18).

<sup>56</sup> On qualifie à l'époque Osaka comme la « cuisine du royaume » (*tenka no daidokoro*), car c'est là où une grande partie des produits récoltés à travers l'île sont transformés en marchandises.

<sup>57</sup> On estime qu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, avec une population de plus d'un million d'habitants, Edo est de loin la plus grande ville au monde.

(Ravina, 1999, p. 53). Néanmoins, la croissance de la demande amène l'*opportunité* pour les paysans de produire pour la revente sur le marché. Tout au cours de l'ère Tokugawa, les *daimyō* cherchent alors à s'approprier, d'une façon ou d'une autre, les gains issus du commerce et de la production pour le marché. Afin d'assurer leur mainmise sur l'appropriation d'un surplus sur la production paysanne, les *daimyō* taxent les produits cultivés à des fins commerciales. Bien que les paysans ne puissent se soustraire du *nengu*, ils peuvent varier leur production afin de produire des produits non taxés (Ravina, 1999, p. 57).

### 9.5.2 L'émergence du *kokueki*

L'activité des samouraïs est définie en relation avec le *daimyō* et le domaine. Le service (*goyō*) et le devoir fidèle (*hōkō*) envers le *daimyō* sont considérés comme des actions relevant du domaine *public* (*kogi*). Les actions qui ne bénéficient pas au *daimyō* sont considérées comme *privées* (*shi*) et elles sont perçues comme étant égoïstes (*shii*) (Roberts, 2009, p. 10). Les marchands sont donc la moins *publique* des classes. Selon la vision confucéenne de la société, la terre et les paysans produisent la richesse alors que les artisans la transforment. On considère que les marchands sont des parasites qui ne produisent aucune richesse publique et ne contribuent donc pas à la société. Cette clôture sociale qui sépare les marchands du reste de la population vise évidemment à contenir leur pouvoir social<sup>58</sup>.

Cela ne veut pas dire que ces derniers acceptent passivement cette clôture sociale. On assiste, au cours du 18<sup>e</sup> siècle, au développement d'une pensée économique mercantiliste, le *kokueki* (Roberts, 2009). Selon ce courant de pensée, issu des marchands, les activités commerciales ne sont pas d'intérêts privés, mais au service du *daimyō*. Si

---

<sup>58</sup> Les revenus des *daimyō* et des samouraïs étant prélevés en riz, ces derniers dépendent des marchands afin que ceux-ci achètent ledit riz. Cette situation place les samouraïs dans une position ambiguë vis-à-vis des marchands et expose la valeur potentielle de leurs allocations aux fluctuations du prix du riz.

aujourd'hui le terme *kokueki* réfère à l'*intérêt national*, il serait anachronique de projeter ce sens moderne sur la pensée de l'époque. Les marchands qui le mobilisent au cours de la période Tokugawa cherchent à repositionner leur statut et leurs activités. Ils proposent que celles-ci assurent la prospérité du pays (on entend ici le domaine), de son gouvernement (le *daimyō* et ses samouraïs) et de ses habitants.

### 9.5.3 Compétition entre les domaines

Les *daimyō* possèdent une forme de pouvoir social qui fait défaut aux autres samouraïs. Celui-ci leur permet de s'arroger les fruits de la montée du commerce et de se placer dans une position plus favorable vis-à-vis des marchands. Ils peuvent contrôler le commerce en établissant des monopsones<sup>59</sup> ou des monopoles sur les marchandises produites dans leur domaine. Certains encore s'allient avec des maisons de marchands, à qui ils délèguent l'établissement des monopsones et des monopoles en échange d'une part substantielle des profits. D'autres encore, supportent la création de guildes de marchands dont ils taxent les activités. L'essor du commerce, loin de stimuler la centralisation de l'État par l'émergence d'un marché national, stimule la compétition *entre* les domaines. L'archipel Japonais « est un patchwork de baronnies protectionnistes, militairement en paix, mais économiquement en guerre » (Wigen, 1995, p.1).

## 9.6 Les contestations paysannes

Bien qu'ils n'aient pas été des acteurs de premier plan dans la chute du régime Tokugawa, les conflits entre paysans et entre les paysans et les samouraïs ont eu un impact certain sur la trajectoire du développement du régime shogunal et sur son entrée en crise. Néanmoins, tout au long de l'ère Tokugawa, les contestations sont demeurées dans les limites du cadre imposé par les relations sociales d'appropriation. Celles-ci

---

<sup>59</sup> Désigne une situation dans un marché où les divers producteurs se trouvent face à un seul acheteur, dans ce cas-ci les agences mises sur place par le *daimyō*.

sont locales et dirigées vers les appropriateurs du surplus de production. Il est possible de distinguer deux phases dans les mouvements de contestations paysannes.

Au cours du 17<sup>e</sup> siècle et au début du 18<sup>e</sup>, les contestations sont rarement radicales et les modes d'action les plus communs consistent généralement en la rédaction de pétitions communes vers les dirigeants des domaines afin de réduire le fardeau des dettes ou le niveau des taxes (Vlastos, 1990 ; Walthall, 1986). Ces pétitions font appel à la rhétorique de la *bienveillance* (*jinsei*) des samouraïs, une stratégie efficace puisqu'il s'agit d'une norme de conduite officielle répandue (Vlastos, 1990).

À partir du 18<sup>e</sup> siècle et tout au long du 19<sup>e</sup>, le rythme des incidents augmente et les protestations deviennent de plus en plus violentes, incluant notamment la destruction de maisons et de propriétés. Néanmoins, elles ne visent plus seulement les dirigeants. Elles sont désormais menées contre les chefs de village, les paysans les plus fortunés et les marchands, qui sont considérés comme étant les principaux bénéficiaires du développement du commerce (Vlastos, 1990; voir aussi Bix, 1986). Les contestations paysannes ont un autre effet indirect : elles minent la confiance des samouraïs en leur propre statut (Ravina, 2017, p. 41).

Selon le politologue James White, la contention<sup>60</sup> a eu « à la fois directement et indirectement des effets positifs sur le peuple et des effets délétères sur le système ». Elle a « affecté positivement l'habileté des gens ordinaires dans le Japon prémoderne à profiter, protéger et améliorer un niveau minimal de subsistance, d'autonomie et de dignité humaine » (White, 1995, p. 21).

---

<sup>60</sup> Il faut entendre ici contention telle que le présentent Tilly, Tarrow et McAdam : « des interactions épisodiques, publiques et collectives entre les auteurs de revendications et leurs objets quand (a) au moins un gouvernement est un objet de réclamations ou un parti aux réclamations et (b) les réclamations auraient, si elles étaient réalisées, affecté les intérêts d'au moins un des demandeurs » (Tilly *et al*, 2001, p. 5).

## 9.7 Les communautés imaginées de l'ère Tokugawa

Malgré ce que peut laisser croire l'idée reçue selon laquelle l'unité culturelle du Japon sous les Tokugawa en fait un fruit mûr pour le nationalisme, la communauté imaginée sous les Tokugawa constitue un terreau peu fertile pour l'émergence d'une communauté imaginée horizontale comme la nation. La discrimination (*sabetsu*) est le principe derrière l'organisation sociale dans le Japon des Tokugawa. « L'égalité dans les relations sociales », observe Howell, « n'est perçue comme n'étant ni naturelle ni appropriée » (Howell, 2005, p. 31). L'inégalité et l'accomplissement par chacun de sa fonction en vertu de sa position sont garants de l'ordre social. On peut résumer la communauté imaginée au cours de l'ère Tokugawa ainsi :

Plutôt que de voir la société Japonaise d'avant Meiji comme délimitée par la ligne de fracture nette de l'exclusivité raciale, il est probablement plus logique d'envisager un ordre social intrinsèquement inégal où chacun occupait théoriquement une place dans une galaxie complexe de statuts en spirale à partir d'un centre représenté par la cour impériale et l'administration shogunale (Morris-Suzuki, 1998, p. 83).

Il est communément admis que la société au cours de l'ère Tokugawa est divisée en quatre ordres (*shimin*) qui érigent des clôtures sociales entre les différentes composantes de la communauté politique Tokugawa. Les samouraïs (*shi*)<sup>61</sup>, qui dirigent l'île, se trouvent au sommet de l'échelle et sont suivis par les paysans (*shō*) qui produisent la nourriture. Les artisans (*kō*) fabriquent les objets d'usage pratique. Les marchands (*shō*) qui prospèrent malgré qu'ils ne produisent rien sont considérés comme des parasites<sup>62</sup> (Howell, 2005, p. 24). Dans la pratique, la hiérarchie sociale est beaucoup plus complexe et son principe de classement est celui des statuts (*mibunsei*). L'attribution

---

<sup>61</sup> La catégorie *shi* comprend autant le Shogun que les *daimyō* et les samouraïs.

<sup>62</sup> Aux quatre statuts s'ajoutent les deux groupes de parias, les *eta* et les *hinin*, qui effectuent des tâches qui les exposent à un haut niveau de pollution comme la manipulation des carcasses.

d'un statut dépend à la fois de l'appartenance d'un individu à un groupe, dont le prestige est calculé en fonction de l'occupation et de la position du chef de la maisonnée et des devoirs<sup>63</sup> (*yaku*) qui découlent de cette appartenance. Pour les nativistes comme Aizawa, la hiérarchie de statuts qui découpe le corps social n'est pas seulement souhaitable<sup>64</sup>, elle est naturelle et donc, indiscutable. Nous devons donc expliquer ce qui a dissous cette conception hiérarchisée de la communauté politique.

Le principe ordonnateur de la société Tokugawa est celui de la préparation à la guerre au service du *shōgun*. Les privilèges et le pouvoir politique de la classe des samouraïs découlent de leurs obligations militaires envers le régime shogunal (Ikegami, 2003, p. 129). Afin de remplir les devoirs découlant du lien vassalique entre les daimyōs et le *shōgun*, tous les éléments de la société doivent remplir des fonctions complémentaires<sup>65</sup>. Mais le système de statuts établit aussi des axes de conflits. Règle générale, le désir d'autonomie des *daimyō* entre en conflit avec celui du *shōgun* d'assurer et d'étendre son contrôle sur les domaines.

Durant la période Tokugawa, la population de l'île est traversée par des divisions hiérarchiques horizontales (les statuts) et verticales (les identités locales et régionales, ainsi que la compétition économique et politique entre les domaines). Bien que les habitants partagent un système d'écriture commun (d'origine chinoise) ils emploient une myriade de dialectes qui entravent leur communication. Jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle, il est bien peu probable que, en dehors des quelques centres urbains comme Edo, les habitants de l'île aient le sentiment d'appartenir à une communauté plus large que celle de leur

---

<sup>63</sup> Parmi ces devoirs, on retrouve, le paiement des taxes, les corvées ou encore le service militaire rendu à un seigneur.

<sup>64</sup> Tout au long de son *Shinron*, Aizawa qualifie les paysans et les villageois de « roturiers stupides » voir (Wakabayashi, 1999).

<sup>65</sup> Les paysans et les artisans fournissent le support matériel alors que les marchands en assurent la distribution. Tandis que le clergé s'occupe des affaires spirituelles alors que les parias s'occupent de contenir et de prévenir la diffusion de la pollution (Howell, 2005, p. 21)

village ou de leur région. Les élites de certaines régions, par exemple celle du Kanto, considèrent leur domaine comme distinct du reste de l'archipel. Même au 19<sup>e</sup> siècle, les voyageurs qui quittent leur région sont avertis qu'ils s'aventurent en territoire ennemi (Morris-Suzuki, 1993, p. 13).

La communauté imaginée de l'ère Tokugawa ne se conjugue pas au singulier et est loin d'être statique. Les conceptions de la communauté imaginée qui s'affrontent ne sont pas le reflet mécanique du régime Tokugawa. L'autorité politique du shogunat est contestée par une variété de groupes d'intérêts particuliers qui offrent des visions concurrentes du *Tenka*. Leurs revendications sont ancrées dans le régime social d'appropriation. Pour plusieurs nativistes du mouvement *kokugaku*, le royaume est un macrocosme composé d'une constellation de microcosmes que sont les villages auto-suffisants, n'ayant d'autres sources d'autorité que celle de l'empereur (Harootunian, 1988). Pour les disciples du *mitogaku*,<sup>66</sup> la restauration de l'ordre traditionnel passe par l'autonomie des domaines et le retour à l'avant-scène politique de l'empereur (Harootunian, 1989).

## 9.8 Le régime Tokugawa dans son contexte global

Les relations sociales d'appropriation constituent l'un des éléments clés qui permettent de comprendre les lignes de conflits autour de la définition légitime de la communauté imaginée au cours de l'ère Tokugawa. Néanmoins, notre compréhension des enjeux entourant ce processus ne peut être complète si l'on fait abstraction du contexte global dans lequel il s'opère.

---

<sup>66</sup> Mouvement néo-confucéen apparut dans le domaine de Mito au milieu du 17<sup>e</sup> siècle. Leurs écrits tardifs, dont le *Shinron* de Aizawa Seishisai paru en 1825 est célèbre pour son élaboration du concept de *kokutai*, insistent sur le rôle central de la tradition impériale et du shinto comme source de résolution des troubles internes et des pressions géopolitiques qui menacent la pérennité du royaume.

### 9.8.1 Le mythe du *sakoku*

Comme nous l'avons déjà mentionné, le mythe du Japon isolé au cours de l'ère Tokugawa est tenace. Il a longtemps été pris pour acquis que par une série d'édits émis au 17<sup>e</sup> siècle, le shogunat entame la poursuite d'une politique de *sakoku* (pays fermé) qui a pour effet de couper le Japon du reste du monde. Or, il est désormais convenu de référer aux édits qui débute en 1638 comme à l'instauration d'une *prohibition maritime (kaikin)*<sup>67</sup> (Arano, 1994, 2005 ; Hellyer, 2009). Il s'agit là d'une stratégie de contrôle des échanges commerciaux et de la diplomatie, empruntée aux dynasties Ming et Chosŏn<sup>68</sup>. Le shogunat cherche, de cette manière, à réduire les influences culturelles provenant de l'extérieur, comme le christianisme, qui ont un potentiel subversif sur son ordre politique. En mettant ces restrictions en place, le shogunat ne cherche pas à isoler le Japon, mais à maintenir un engagement calculé avec l'extérieur qui s'adapte aux contextes géopolitiques changeants (Hellyer, 2009, p. 6-24).

Les Tokugawa sont satisfaits du contrôle interrégional qu'ils maintiennent sur l'île et ne cherchent pas la mise en place d'un empire transrégional au-delà de l'archipel. L'élaboration et la conduite des relations entre le shogunat, les domaines et l'extérieur sont conçues afin de minimiser le besoin de maintenir et de mobiliser une puissance militaire d'envergure (Ravina, 2017). Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le *sankin kotai*, qui affaiblit les domaines, est formalisé au cours des années 1630 et 1640, au même moment où le shogunat cherche à contrôler ses relations avec l'extérieur (Ravina, 2017, p. 41).

---

<sup>67</sup> En fait, le terme *kaikin* provient du chinois *haijin*.

<sup>68</sup> Le but de cette politique est, entre autres choses, d'imposer des restrictions sur la durée et la destination des voyages outremer, la taille des navires commerciaux, les ports ouverts au commerce et la provenance des bateaux, ainsi que d'interdire le commerce non sanctionné par le régime Tokugawa.

### 9.8.2 Le système tributaire

On ne peut placer le régime Tokugawa dans son contexte global sans une discussion préalable autour du concept de *système tributaire*<sup>69</sup>. Depuis quelques années, les chercheurs.res en RI y portent une attention accrue. Plusieurs d'entre eux estiment qu'il constitue la clé permettant de comprendre l'hégémonie et la politique internationale de l'Asie de l'Est au cours de la période prémoderne (Lee, 2017). « Le principe historique majeur qui unit lâchement le monde maritime de l'Asie de l'Est », observe l'historien Takeshi Hamashita, « est encapsulé dans les relations tributaires-commerciales, en fonction de la dynastie Tang jusqu'à la dynastie Qing » (Arrighi *et al.*, 2003, p. 20).

Essentiellement le système tributaire est un ordre hiérarchique accompagné de droits de commerce et d'échanges commerciaux<sup>70</sup>. Afin de maintenir une relation tributaire avec la Chine, les participants doivent faire reconnaître leurs dirigeants locaux par la dynastie impériale lors d'une cérémonie d'investiture effectuée au cours d'une mission tributaire dans la capitale<sup>71</sup>. Il est attendu que les tribus et les régimes politiques reconnus par l'empereur en tant que subordonnés paient leur tribut et reconnaissent leur soumission à l'Empire du Milieu au cours de missions diplomatiques périodiques. En

---

<sup>69</sup> Le concept de système tributaire *sinocentré* a d'abord été développé par l'historien John King Fairbank. Il l'utilise alors pour faire référence à « un ensemble d'idées et de pratiques développées et perpétuées par les souverains de la Chine à travers plusieurs siècles (Fairbank, 1967, p. 1). Selon Fairbank, l'ordre international Est asiatique, sous le système tributaire, est l'extension de l'ordre confucéen hiérarchique chinois. Essentiellement, ce système *sinocentré* repose sur le principe de la reconnaissance par les pays tributaires de la supériorité culturelle de la Chine. Plus cette supériorité culturelle est acceptée et intégrée, estime Fairbank, meilleures sont les chances de participer aux opportunités d'échanges commerciaux avec la Chine.

<sup>70</sup> Tout le système est articulé autour du contrôle de la structure de prix établie par la Chine. « La clé du fonctionnement de l'échange tributaire en tant que système », en d'autres mots, « est la différence entre les prix à l'intérieur de la Chine et ceux de l'extérieur de la Chine » (Hamashita, 2008, p. 18).

<sup>71</sup> Essentiellement, les visites tributaires sont constituées d'échanges de cadeaux et accompagnées de la permission pour les marchands faisant partie de la mission de faire du commerce dans la capitale impériale et leur donnent droit de faire du commerce le long de la frontière et dans des ports désignés.

échange, les participants se voient octroyer des opportunités d'échanges commerciaux lucratifs (Hamashita, 2008, p. 15 ; voir aussi Arrighi *et al.*, 2003).

Le système tributaire est plus qu'un système d'investiture des rois des régimes politiques tributaires visant à établir une hiérarchie entre leurs royaumes respectifs, « c'est une extension des relations domestiques de contrôle s'étendant vers l'extérieur du centre impérial » (Hamashita, 2008, p. 13). Dans les faits, les relations entre les dynastes sont plus complexes et ouvertes. Il est bien important de comprendre que le régime tributaire n'est pas un système de relations entre *pays*. Il est constitué, d'abord, par une série de relations entre deux entités politiques, la dynastie impériale chinoise et le régime politique tributaire. Puis, c'est un système compétitif de relations hiérarchiques et réciproques entre les régimes politiques périphériques, n'impliquant pas l'Empire du Milieu<sup>72</sup>.

### 9.8.3 Une Pax Sinica ?

Plusieurs chercheurs.res se sont penchés sur le système tributaire, afin de comprendre la place de la Chine dans la région, d'expliquer la stabilité des relations entre les États de ce système interétatique, et de découvrir le ou les éléments qui expliquent l'absence de conflits systématiques comme c'est le cas en Europe durant la même période.

Selon plusieurs chercheurs issus des courants constructivistes et de l'École anglaise, le secret de la *Pax Sinica* repose sur un ensemble de normes, de discours et d'institutions partagés qui stabilisent et pacifient les relations politiques, économiques et militaires entre les États de la région (Kang, 2010b, 2010a ; Kelly, 2012 ; Zhang et Buzan, 2012). Le système tributaire, estiment-ils, exerce des contraintes sur le processus de formation

---

<sup>72</sup> Le royaume de Ryukyu, par exemple, envoie des missions tributaires à la fois à la cour des Qing et au shogunat. Les Tokugawa tentent de présenter les missions diplomatiques de la dynastie Chosŏn comme des missions tributaires reconnaissant la soumission de ces derniers au *shōgun*.

des institutions à travers les régimes politiques participants. Il réduit l'éventail des choix possibles aux seules formes venant légitimer le « système tributaire comme seul ordre social acceptable » (Zhang et Buzan, 2012, p. 31).

Malgré leurs divergences théoriques, la plupart des analyses du système tributaire reposent sur le présupposé réaliste critiqué précédemment : en l'absence d'une forme de contrainte structurelle, culturelle ou normative, les États de l'Asie de l'Est se seraient fait la guerre. De plus, ces travaux négligent le rôle de la politique locale dans la sélection des stratégies des acteurs du système tributaire (Lee, 2016, 2017 ; Zhang, 2015). Conséquemment, ils n'éclairent pas les mécanismes par lesquels les acteurs moins puissants du système en viennent à accepter ou à défier l'hégémonie de l'Empire du Milieu (Lee, 2017, p. 10).

#### 9.8.4 Idéologie du Royaume du Milieu

C'est le besoin de légitimer un nouvel ordre politique ou un dirigeant sur le plan domestique qui conditionne la participation ou le défi d'un régime politique au système tributaire (Lee, 2016, 2017). Comme Hideyoshi auparavant, les Tokugawa utilisent et manipulent les relations extérieures afin d'asseoir leur légitimité et leur puissance vis-à-vis de leurs rivaux (Lee, 2017, p. 142-147, 155-166). Hideyoshi s'appuie sur le symbole de l'empereur afin d'assurer sa légitimité et provoque la Chine en tentant d'envahir la Corée. Les Tokugawa, quant à eux, prennent leurs distances de la Chine des Qing et tentent de former leur propre ordre international au centre duquel ils sont le nouvel Empire du Milieu.

Afin de bien saisir la nature des régimes politiques de l'Asie de l'Est et le contexte plus large du système tributaire il est important de comprendre l'organisation du monde telle qu'elle est conçue dans l'idéologie du Royaume du Milieu (*kai shisō*). Le système *hua-yi* (*ka-i* au Japon), qui est à la base du système tributaire et de cette idéologie, repose

sur une vision qui voit l'organisation du monde s'effectuée en cercles concentriques dans lesquels le niveau de barbarie (*yi*) augmente à mesure que l'on s'éloigne du centre civilisé (*hua*). La consolidation des divers *daimyō* sous l'hégémonie Tokugawa va déboucher sur une tentative de créer un *ka-i*, un ordre géopolitique *japanocentré* (*Nihongata kai chitsujo*), dans lequel le shogunat Tokugawa prendrait la place des dynasties chinoises en tant que centre civilisé d'un système tributaire et commercial (Toby, 1991 ; Yasunori, 2005). Le régime poursuit une politique étrangère dynamique visant à légitimer son autorité auprès des *daimyō* et à placer le Japon au centre d'un ordre interrégional impliquant principalement la dynastie Chosŏn, le royaume de Ryukyu, la VOC et la dynastie des Qing (Toby, 1991).

Il est important de situer l'essor du mouvement *kokugaku* et de la pensée nativiste dans ce contexte. Comme l'a souligné à juste titre Ichijo, le *kokugaku* se définit en opposition à un *Autre* incarné dans la pensée chinoise. Or, ce qui est absent de la réflexion de la sociologue, c'est une analyse du contexte social qui a stimulé ce processus. En 1636, la dynastie Ming est remplacée par une dynastie d'origine mongole, les Qing. Pour l'un des penseurs les plus influents du mouvement *kokugaku*, Hirata Atsutane (1776–1843), l'Empire japonais est le véritable Royaume du Milieu, puisque la lignée impériale ininterrompue prouve que la *terre des dieux* ne peut pas être la Chine, puisque cette dernière est constamment soumise aux règnes des dynasties tartares (Mongoles) étrangères (Saaler, 2007, p. 4). Le régime Tokugawa peut donc légitimer son entreprise en regard des origines *barbares* des Mandchous qui dirigent maintenant l'Empire chinois.

Les relations entre les différentes autorités politiques de l'île (*daimyō* et *shōgun*) et l'extérieur sont gérées à partir de quatre portails (*yottsū no kuchi*) (Batten, 2003, p. 44). Les relations entretenues avec la VOC et les marchands chinois se font par le portail de Nagasaki, celles avec la dynastie Chosŏn se font via le portail de Tsushima, celles avec le royaume de Ryukyu via le portail de Satsuma et finalement, les relations

entretenu avec Ezo se font par le portail de Matsumae. Il est important de comprendre que si le port de Nagasaki est contrôlé par des magistrats qui sont sous la direction du *shōgun*, les autres portails sont sous le contrôle indépendant des domaines qui en assurent la gestion.

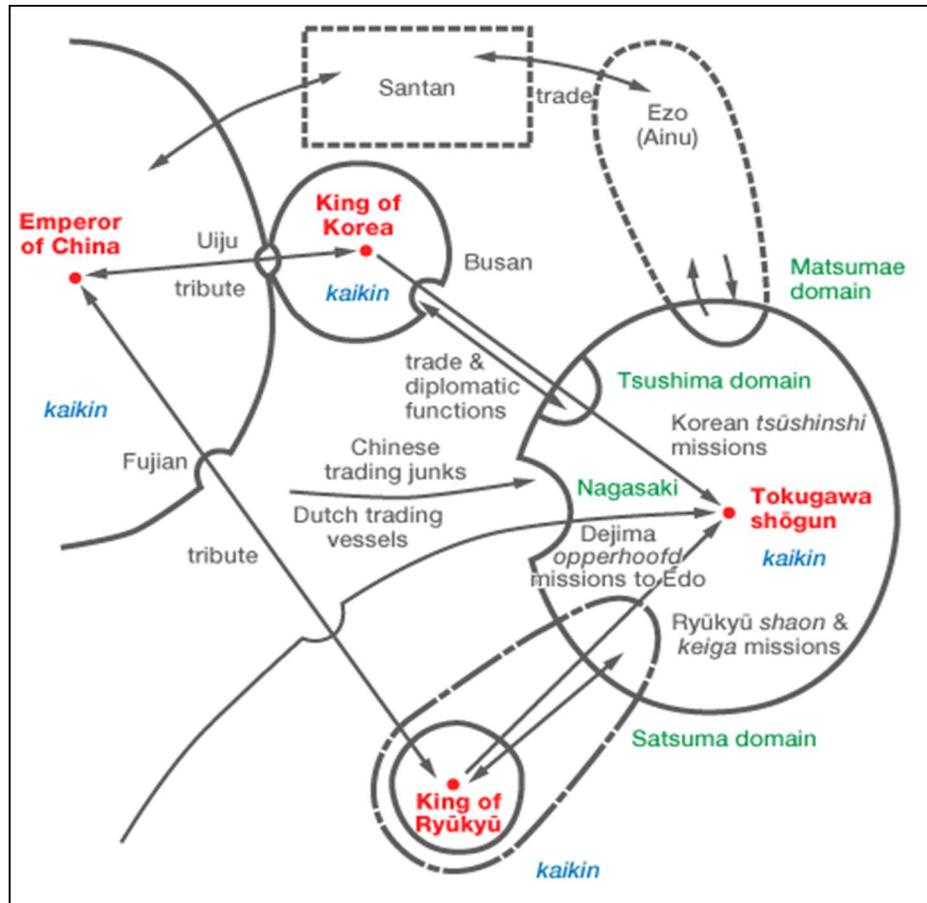


Figure 4.2 Les relations interrégionales en Asie de l'Est du milieu du 17<sup>e</sup> siècle au milieu du 19<sup>e</sup> siècle (Arano, 1988).

Ce que démontre le système des portails, c'est que le régime shogunal n'est pas opposé aux relations entre lui ou ses *daimyō* et l'extérieur de l'île. Néanmoins, il cherche à

contrôler ces relations afin d'éviter celles qui pourraient mettre à mal la légitimité de son autorité politique vis-à-vis des *daimyō*.

#### 9.8.5 Pressions géopolitiques et stratégies de territorialisation

Lorsque les empires européens commencent à entrer en contact avec le shogunat, il apparaît évident qu'ils ne parlent pas le même *langage* diplomatique. Les Tokugawa refusent les relations diplomatiques *d'État à État*, mais sont disposés à établir des relations commerciales en leurs propres termes. Le shogunat et les domaines maintiennent la paix avec les autres régimes politiques, comme la dynastie des Qing et la VOC, en évitant les relations politiques qui impliquent qu'ils se positionnent dans un rapport de force. Ces régimes politiques restent en paix parce qu'ils évitent des notions comme celles de souveraineté politique et d'intégrité territoriale, centrales au système interétatique moderne.

L'historien Adam Clulow conteste l'idée reçue selon laquelle les Provinces-Unies auraient été autorisées à rester à Nagasaki parce qu'ils ne s'intéressent qu'aux échanges commerciaux, contrairement aux Espagnols et aux Portugais qui souhaitent élargir leur emprise coloniale sur le monde. Au contraire, la VOC<sup>73</sup> n'abandonne ses ambitions impériales que face au pouvoir shogunal. Clulow fait valoir que la rencontre entre la VOC et le régime Tokugawa abouti à la *socialisation* d'une organisation occidentale par une organisation asiatique. Au cours de la première moitié du 17<sup>e</sup> siècle, les dirigeants de la VOC se sont volontairement soumis aux normes culturelles, diplomatiques,

---

<sup>73</sup> La Compagnie néerlandaise des Indes orientales (*Vereenigde Oostindische Compagnie* ou VOC) est créée par les Provinces-Unies en 1602. Clulow présente la VOC comme une organisation maritime commerciale et militaire autonome, à multiples facettes, possédant des pouvoirs semblables à ceux d'un État, et qui emploie la violence lorsque c'est nécessaire pour atteindre ses objectifs commerciaux ou politiques. Le pouvoir de la VOC repose sur sa capacité à mobiliser « trois puissances de grande envergure : le droit de mener une diplomatie directe avec n'importe quel dirigeant qu'il pourrait rencontrer, le droit de maintenir (et bien sûr de déployer) des forces militaires et le droit de prendre le contrôle du territoire (en construisant des forteresses et des bastions) » (Clulow, 2014, p. 12).

économiques et politiques japonaises et ils vont accepter de devenir les vassaux du *shōgun* (Clulow, 2014, p. 21, 261-262).

L'un des autres exemples qui illustrent bien cette dynamique, cette fois avec les Qing, est celui des *shinpai*. Après l'abandon en 1688 par la dynastie des Qing de la prohibition maritime instituée par la dynastie précédente des Ming, les bateaux de marchands chinois commencent à visiter le port de Nagasaki à une fréquence beaucoup plus soutenue. Les dirigeants du shogunat, inquiets de la quantité d'or et d'argent qui commence alors à quitter l'île, cherchent à contrôler les marchands chinois et à réguler le commerce qu'ils effectuent dans le port de Nagasaki. Or, afin d'éviter une situation qui aurait mis en confrontation le régime Tokugawa et celui des Qing, les bureaux de commerce de Nagasaki commencent à partir de 1715 à émettre des *shinpai* (certificats de commerce) aux capitaines de bateau des navires d'origine chinoise. Pour les dirigeants de la cour des Qing, ces *shinpai* représentent une affaire privée entre marchands et se trouvent donc hors de leur juridiction. Cette tactique permet ainsi d'esquiver l'épineuse question des relations entre la dynastie des Qing et le shogunat Tokugawa (Ravina, 2017, p. 34).

Le shogunat tente d'user de la même stratégie avec des représentants de l'Empire russe, mais avec des résultats fort différents. En 1792, les bureaux de Nagasaki octroient un *shinpai* à un marchand russe afin de faire du commerce dans le port de Nagasaki. Or, ce dernier interprète ce geste comme une invitation à négocier un traité entre les deux empires et il revient avec une délégation officielle se présentant au nom du Tsar Alexandre. Ce geste va pousser le shogunat à rompre les relations avec les marchands russes, et les relations entre les Tokugawa et l'Empire russe vont demeurer tendues pendant de nombreuses années.

Au cours des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, les Tokugawa forcent la VOC à se conformer aux règles japonaises. Cependant, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle le Japon est contraint d'adopter les normes européennes en matière de relations internationales. Néanmoins, le système tributaire ne disparaît pas au contact des Européens et continue de fournir un cadre à travers lequel les biens, les gens, l'argent et l'information circulent en Asie de l'Est et du Sud-Est. Même lors des dernières décennies du 19<sup>e</sup> siècle, autant les empires occidentaux qu'asiatiques empruntent aux systèmes tributaires et aux systèmes de traités occidentaux selon ce que dictent les circonstances commerciales (Hellyer, 2009, p. 19 ; voir aussi Hamashita, 1997, p. 117-128).

Afin de comprendre les différents projets de modernisation conçus durant cette période, il est impératif de retracer « comment chaque pays et région en Asie a tenté de faire face à la transformation du système tributaire » (Hamashita, 2008, p. 26). Pour le Japon, ce projet s'est fait dans la continuité des efforts entrepris au cours de l'ère Tokugawa. Les nouveaux dirigeants du gouvernement Meiji tentent une fois de plus de déplacer la dynastie des Qing au sommet du système tributaire et de « réorganiser les relations entre le Japon, la Chine, la Corée et Liuqiu (Ryukyu) de manière à placer le Japon au centre » (Hamashita, 2008, p. 23).

## 9.9 La restauration Meiji

Le 7 juin 1868, des samouraïs issus majoritairement des domaines de Chosu, Satsuma et de Tosa, situés au Sud-Ouest de l'archipel que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de *Japon*, prennent d'assaut la capitale Edo et renversent le shogunat Tokugawa qui, depuis plus de 250 ans, exerce son hégémonie sur plus de 200 domaines semi-autonomes. Dans les années qui suivent, les réformateurs qui ont pris le contrôle de l'État entreprennent une restructuration profonde et rapide des institutions sociopolitiques,

avec comme but explicite de « se classer parmi les Nations du monde » (*bankoku ni heiritsu*)<sup>74</sup> (Ravina, 2018, p.9).

Notre ambition n'est pas d'offrir une nouvelle interprétation de la restauration Meiji. Le détail des événements qui, en 1868, ont fait chuter le régime Tokugawa et contribué à mettre l'empereur à la tête d'un nouvel État ne sera pas abordé ici<sup>75</sup>. Notre objectif dans le reste de ce chapitre est de répondre à notre question de départ, à savoir *quel lien existe-t-il entre le développement, d'un côté d'un système d'états nationaux souverains aux territoires clairement définis et de l'autre, la création d'une économie capitaliste transnationale, dans le cas du Japon ?*

En remettant le processus de formation de l'État national impérial japonais dans son contexte global, nous cherchons à mettre en lumière le rôle de l'*international*, c'est-à-dire, le rôle causal de la *multiplicité* des communautés politiques et de leurs *interactions*, dans ce cas précis. Au cours de la période Tokugawa, l'*international* est une variable qui agit sur la trajectoire du régime shogunal tout au long de son développement. Ce qui change avec l'arrivée du commandant Perry ce n'est pas l'ouverture d'un Japon isolé et sa rencontre forcée avec l'Occident, mais la texture du *contexte global* dans lequel les *relations* entre les dirigeants de l'île et ceux de l'extérieur sont inscrites. L'analyse du développement inégal et combiné des pratiques nationalistes au Japon et de leur impact sur la transformation des relations sociales de propriété et d'appropriation va nous permettre d'offrir une analyse du processus de formation de l'État national impérial japonais qui n'est pas téléologique.

---

<sup>74</sup>Le terme *heiritsu* signifiant littéralement, « se placer côte à côte ».

<sup>75</sup> Pour un récit détaillé, voir (Beasley, 1972 ; Gordon, 2009a ; Jansen, 2002 ; Totman, 1997).

### 9.9.1 Troubles à la maison et dangers provenant de l'étranger

L'expression *naiyu-gaikan* (troubles à la maison et dangers provenant de l'étranger) utilisée par les historiens japonais vise à mettre en lumière une double crise interne et externe qui secoue le régime shogunal au milieu du 19<sup>e</sup> siècle à la veille de la restauration Meiji.

La période Tokugawa, autrefois dépeinte comme étant féodale et statique, est désormais présentée par les historiens comme une période dynamique. Les chercheurs.ress observent au cours de cette période une transformation économique graduelle qui s'opère à l'intérieur de l'île. On assiste à l'expansion d'un marché d'une portée nationale, à la commercialisation de l'agriculture et au développement d'une proto industrialisation<sup>76</sup>. Cette économie dynamique est mise en relation avec une structure politique archaïque, rigide, inefficace et incapable de s'adapter, qui freine le développement de l'économie de marché. Cette crise interne, entraînée par les changements économiques, transforme graduellement la société Tokugawa et érode ses fondations<sup>77</sup>.

À cette crise interne, s'ajoute une crise externe, stimulée par la crainte des dirigeants japonais d'être subordonnées au pouvoir des puissances impériales de l'Occident alors en expansion en Asie. La menace présentée par les puissances occidentales et symbolisée par l'arrivée du commandant Perry et la signature des traités inégaux met à jour

---

<sup>76</sup> Face à ces constats, certains sociohistoriens analysent le développement du capitalisme au Japon comme le résultat d'un processus endogène dont les bases ont été jetées avant les contacts avec l'Europe (Collins, 1997 ; Sanderson, 1994).

<sup>77</sup> Voir par exemple (Hayami *et al.*, 2003 ; Jansen, 1996, 2002). Pour un résumé et une critique de cette position, voir (Cohen, 2018, 2019 ; Kwon, 2016).

l'incapacité du régime shogunal à assurer la défense et la souveraineté du Japon face au nouvel ordre international<sup>78</sup>.

Or, comme nous cherchons à le démontrer, la mise en place d'un État national impérial japonais n'est pas le résultat inévitable de son développement interne, pas plus qu'il n'est le résultat mécanique d'un choc externe. Il est le résultat de luttes sociales ouvertes, médiées par la compétition géopolitique, et ancrées matériellement dans des conflits autour du contrôle des moyens économiques et politiques, nécessaires à la (re)production sociale de tous les acteurs. La question à laquelle nous voulons répondre est la suivante : *qu'est-ce qui va dissoudre l'ordre Tokugawa et réorienter les stratégies de reproduction sociales des classes dominantes vers des pratiques nationalistes ?*

#### 9.10 Le développement inégal des pratiques nationalistes impériales japonaises

La vague de révolutions qui, comme la restauration Meiji, secoue la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle n'est pas tant une suite de *révolutions par le haut* qu'un enchaînement de révolutions stimulées par des pressions géopolitiques extérieures et médiées par des *révolutions par le haut* (Teschke, 2005, p. 8).

Dans les années qui précèdent la restauration Meiji, il y a une augmentation indéniable des tensions sociales entre les paysans, les riches fermiers et les chefs de villages<sup>79</sup>,

---

<sup>78</sup> Par exemple, selon l'historienne Noëlle Wilson (2015), les défauts structurels inhérents à la gestion de la défense du territoire sous les Tokugawa préfigurent l'effondrement du régime dans les années 1860. Les graines de cette catastrophe annoncée, estime-t-elle, ont été semées lorsque le shogunat Tokugawa a confié la défense de Nagasaki à ses vassaux, plutôt que d'en assumer le contrôle direct. Pourtant, plutôt qu'une faille inhérente à l'ordre Tokugawa, le *système Nagasaki* a permis aux Tokugawa de défendre le territoire japonais à un coût minime pendant plus de deux siècles. La gestion de la défense démontre la faible ampleur de l'inquiétude du shogunat Tokugawa pour sa sécurité face aux menaces provenant d'au-delà des côtes de l'île (Ravina, 2017, p. 41).

<sup>79</sup> Comme nous l'avons déjà mentionné, les mouvements paysans de la fin du régime Tokugawa ne sont pas dirigés contre le régime shogunal, mais visent principalement les riches paysans et les chefs de

ainsi qu'entre plusieurs groupes de samouraïs et le shogunat. À partir de 1860 on observe une montée rapide dans les protestations et le désordre, qui deviennent de plus en plus violents. Au cours des années 1850 et 1860, une *intelligentsia de service* composée, entre autres, de jeunes samouraïs, des prêtres et des chefs de villages développent un fort ressentiment face à des opportunités socio-économiques qu'ils jugent injustes (Huber, 1989). Ces derniers contestent les privilèges politico-économiques des *daimyō* et des samouraïs de rangs plus élevés et jouent un rôle de premier plan dans la restauration Meiji. Néanmoins, si ces troubles fournissent un terrain fertile pour une révolution, ils ne peuvent à eux seuls, expliquer la mise en place d'un État national. Notre argument est qu'en l'absence des pressions géopolitiques spécifiques aux transformations du contexte global et auxquels font face les *daimyō* et le shogunat, la résolution de ces troubles *domestiques* aurait pu prendre une autre trajectoire. On aurait pu assister, par exemple, à l'intensification du régime shogunal ou à la mise en place d'un nouveau shogunat, dirigé par une alliance de *daimyō* issus des domaines de Satsuma, Chōshū et Tosa.

L'impérialisme occidental a détruit le régime Tokugawa en détruisant l'ordre international dans lequel il évoluait (Ravina, 2017, p. 56). Après la visite du commodore Perry, le régime Tokugawa fait face à deux enjeux irréconciliables : maintenir son régime et mettre en place un système politique compatible avec les standards internationaux (Ravina, 2017, p. 83). Pour le shogunat, force est de constater que « la seule vraie chance de survie est de faire ce que fait le reste du monde, afin de construire la richesse et la force réelle du Japon » (Beasley, 1989, p. 279). Convaincu, le *shōgun* accepte de signer le traité. Néanmoins, sa légitimité, qui repose sur sa capacité à soumettre les *barbares*, se trouve compromise.

---

village. Le mouvement religieux *yonaoshi* (renouvellement du monde) qui prend de l'ampleur mobilise une rhétorique appelant à la mise en place d'un nouvel ordre utopique venant rectifier le monde et le débarrasser des injustices.

Les empires français et britanniques jouent un rôle clé dans le déroulement du conflit qui oppose le *shōgun* et les *daimyō*. Dans un premier temps, le *shōgun* fait appel à des conseillers français, dont le diplomate Léon Roches, afin de réformer son régime selon le modèle bureaucratique de la France napoléonienne (Ravina, 2017, p. 106). Les Britanniques aident plus indirectement, par exemple à travers le marchand Thomas Glover qui fournit les domaines de Satsuma et Chōshū en armes à feu (Ravina, 2017, p. 109-110). Harald Fuess examine le lien entre le commerce international des armes à feu et les conflits qui ont mené à la restauration Meiji et qui ont débouché sur la guerre de Boshin (1868-69)<sup>80</sup> (Fuess, 2020). Il remarque que les vendeurs d'armes européens et américains fournissent des armes aux deux côtés impliqués dans le conflit. Il est possible d'affirmer, estime Fuess, que Satsuma et Chōshū ont choisi le moment de leur coup d'État en réponse à la peur que le commerce d'armes ne renforce davantage le pouvoir militaire du shogunat et que celui-ci consolide son régime et étende sa domination sur les *daimyō*.

À la lumière de ces éléments, il apparaît clair qu'on ne peut expliquer la transformation qui s'opère avec la restauration Meiji, sans tenir compte des interactions entre les domaines, le shogunat et les autres régimes politiques. Nous nous penchons maintenant sur la transformation du contexte géopolitique global dans lequel évoluent les *daimyō* et le *shōgun*.

#### 9.10.1 La chute de l'Empire du Milieu

Comme nous l'avons vu, plusieurs auteurs identifient les pressions politiques appliquées par les empires occidentaux comme une condition suffisante afin d'expliquer la transformation du régime shogunal en État national. Cette affirmation, trop générale,

---

<sup>80</sup> Ce conflit oppose les domaines de Satsuma, Chōshū, ainsi que les forces de la cour impériale, au shogunat Tokugawa et ce qui lui reste de fidèles.

doit être raffinée. Le même mécanisme, la compétition géopolitique, a quelques années plus tôt un effet fort différent sur l'empire des Qing. Il faut donc le préciser.

Le Japon, estime Ikegami, profite avantageusement d'un *timing* différent à celui de la Chine pour son entrée dans la scène politique mondiale (Ikegami, 1996, p. 220). Ikegami n'est pas la première à effectuer cette réflexion. S'inspirant de Wallerstein, la sociologue Frances V. Moulder (1977) expliquait pourquoi le Japon avait réussi son intégration dans le système-monde alors que ce n'était pas le cas de la Chine. Lors de leurs entrées respectives dans le système-monde, estime Moulder, ils furent affectés différemment par les pressions géopolitiques. Ce qui manque dans cette analyse, c'est l'impact de la chute de l'Empire du Milieu *sur* la trajectoire de développement du Japon.

En Chine impériale, la première guerre de l'opium a des effets délétères sur le régime. Les traités inégaux signés par la dynastie des Qing avec l'Empire britannique imposent de lourdes conséquences financières, forçant les dirigeants à accroître la pression fiscale sur la population. Cette situation précaire crée les conditions qui favorisent le déclenchement de la Rébellion des Taiping (1850-1864), un mouvement théocratique issu des couches populaires. Afin de maîtriser cette guerre civile sanglante qui menace la survie même de la dynastie des Qing, le pouvoir impérial sous-traite la défense du territoire vers les élites locales. Elle leur octroie le droit de s'arroger le prélèvement des taxes afin de fonder des armées privées leurs permettant de faire face aux rebelles Taiping. Ces élites locales profitent de l'occasion pour se militariser et enraciner davantage leur pouvoir social au niveau régional. Ce phénomène contribue à la fragmentation régionale du pouvoir et pave la voie, sur la longue durée, à la montée des seigneurs de guerre qui contrôlent la Chine au début du 20<sup>e</sup> siècle (Platt, 2020). Comme nous l'avons vu pour le cas de la France, la guerre va contribuer à la décentralisation de l'État et à la fragmentation du pouvoir politique, économique et militaire.

La première guerre de l’opium (1838-1842) a un impact profond sur les stratégies de reproduction sociale et de territorialisation des samouraïs. Durant des siècles, les dynasties chinoises incarnent *la* civilisation et dominent le système tributaire de l’Asie de l’Est. La chute de la dynastie Ming a eu un effet déterminant sur le développement du régime Tokugawa. Le shogunat a profité de cette fenêtre d’opportunité afin de tenter d’élever son statut au rang de Royaume du Milieu autour duquel devrait s’articuler le système tributaire. De la même manière, la mise à genou de l’Empire du Milieu par l’Empire britannique a un effet tétanisant sur les samouraïs. En évitant les situations pouvant miner la légitimité et la stabilité du régime politique, le *shōgun* et les *daimyō* sont parvenus, pendant près de deux siècles et demi, à contrôler les relations avec l’extérieur de l’île. Ils ont réussi à freiner les ambitions de la VOC et des empires espagnol, portugais, russe, tout en maintenant de relations diplomatiques et/ou commerciales avec leurs voisins immédiats (la dynastie des Qing, la dynastie Chosŏn, le royaume de Ryukyu, Ezo). Désormais, la relative stabilité de l’ordre international dans lequel est enchâssé l’archipel vient de voler en éclat.

#### 9.10.2 Délimiter le Japon

Dès la fin du 18<sup>e</sup> siècle, le *shōgun* et les *daimyō* doivent composer avec les pressions de l’Empire russe. En 1855, la menace que ce dernier fait peser sur la région contraint le shogunat à établir une frontière claire au nord de l’archipel<sup>81</sup>. Ces contraintes géopolitiques forcent le régime à commencer à délimiter clairement son territoire, notamment autour de la question de la possession de Ezo. De là découlent les débuts des mesures prises par le régime afin d’intégrer les Aïnous en tant que sujets du *shōgun*.

---

<sup>81</sup> Le traité de Shimoda établit une démarcation claire dans la mer entre les îles de Etorofu et Uruppu dans les îles Kouriles au nord de l’actuelle Hokkaido (Batten, 2003, p. 48).

Ici, le déplacement des frontières sociales afin d'intégrer les Aïnous résulte clairement de pressions extérieures<sup>82</sup>.

### 9.10.3 Un nouvel ordre international

Dès le début du 19<sup>e</sup> siècle, des navires britanniques accostent dans le port d'Uraga et font des demandes répétées afin d'obtenir du ravitaillement ou de faire du commerce. Ce n'est qu'en 1825 que le shogunat ordonne que les navires européens soient tenus à distance de l'île. Jusqu'à l'arrivée de Perry, le *shōgun* et les *daimyō* ont toutes les raisons de croire en l'efficacité de leur gestion des relations interrégionales, qui a jusqu'alors permis d'assurer le maintien des conditions nécessaires à leur reproduction sociale contre les menaces extérieures. Il apparaît désormais évident pour les *daimyō* et les samouraïs que leurs stratégies d'appropriation et de territorialisation ne peuvent plus assurer leur maintien dans ce nouveau contexte géopolitique. La question n'est plus de savoir *s'ils* entreront dans le nouvel ordre mondial dominé par les empires occidentaux, mais bien *sous quelles conditions ils le feront*.

Ce qui change pour le *shōgun* et les *daimyō* au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, ce n'est pas le contact soudain avec l'Occident dont la menace impérialiste met en péril la souveraineté du Japon et active l'éveil d'un sentiment national. Plutôt, c'est la texture de l'ordre géopolitique dans lequel ils évoluent qui se transforme. En Europe, au cours de cette période, les régimes politiques entrent en transformation les uns après les autres non pas à cause de la diffusion de *la* modernité, mais suite aux pressions induites par les nombreuses rivalités géopolitiques. De plus en plus, l'Empire britannique, fondé sur

---

<sup>82</sup> Il convient cependant de préciser que comme ce fut le cas pour plusieurs peuples autochtones ailleurs dans le monde, l'intégration des Aïnous dans l'État national s'est faite au prix d'un processus d'assimilation agressif. Ce n'est qu'en 2019 que les Aïnous ont été officiellement reconnus par une loi en tant que peuple indigène. Néanmoins, cette loi ne contient aucune disposition concernant le droit à l'autodétermination et à la terre. De même, l'État japonais n'a offert d'excuses ni pour les politiques discriminatoires de colonisation appliquées à Hokkaidō ni pour la souffrance dont les Aïnous ont été victimes.

des relations sociales d'appropriation capitalistes, exerce des pressions sur ses rivaux du continent et ceux-ci réforment leurs régimes sociaux selon des lignes capitalistes<sup>83</sup>. Ce qui s'en suit à travers le système interétatique n'est pas une série de modernités plus ou moins fidèles aux normes européennes, mais une série de projets de modernisation, en Europe et ailleurs, qui sont des variantes résultant des réponses des élites locales au contexte géopolitique changeant et aux pressions qu'exercent leurs rivaux. Dans ce processus, il n'y a *que* des *sonderweg*.

#### 9.10.4 Le capitalisme et la mise en place d'un État national

La mise en place d'un État national au Japon n'a pas été le résultat mécanique de l'expansion de l'économie capitaliste. Le Japon n'a pas été ouvert par la force des « marchandises bon marché », mais par l'ouverture forcée des marchés japonais par la pointe des canons de l'Empire américain (Teschke, 2005, p. 8).

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la spécificité historique de la géopolitique lors de la diffusion du capitalisme réside dans le fait que les circuits de capitaux peuvent traverser les frontières *sans porter atteinte à la souveraineté politique*. En 1850, l'intérêt des puissances impériales vis-à-vis du Japon est commercial et non colonial. À ce moment, les intérêts pour le Japon se tournent vers la mise en place de relations commerciales stables, prévisibles et profitables (Ikegami, 1996).

La priorité pour le nouveau régime est de légitimer sa place dans l'ordre international et ainsi de pouvoir obtenir la révision des traités inégaux avec les pays signataires. Les États occidentaux exigent la mise en place d'un système juridique et d'un cadre législatif qui favorisent la protection des transactions commerciales au Japon. Le processus

---

<sup>83</sup> La France, par exemple, au cours des Deuxième et Troisième Républiques, va tenter d'émuler le modèle Britannique de développement industriel capitaliste et entreprendre la restructuration de ses relations sociales afin de conserver et d'accroître sa compétitivité sur le plan géopolitique (Lafrance, 2019b).

de renégociation des traités force donc les oligarques du régime Meiji à reconnaître l'importance de moderniser le système juridique. À terme, c'est la volonté d'un échange commercial d'égal à égal « qui a fourni l'incitatif le plus important afin d'introduire des principes légaux de style occidental, incluant certains éléments de liberté civique tels que la protection de la propriété privée » (Ikegami, 1996, p. 197).

L'institutionnalisation de la citoyenneté dans le Japon de Meiji n'a pas été le simple résultat, comme il l'a souvent été avancé dans la sociologie historique, d'une *révolution par le haut*. Elle a plutôt été le fruit d'un processus complexe dans lequel « une variété de forces sociales ont forgé *interactivement* un discours public dans une contingence historique particulière » (Ikegami, p. 186). On peut dire que le

problème auquel font face les dirigeants du nouvel État est de consolider leur emprise sur les ressources matérielles exigées afin d'entreprendre un programme de modernisation qu'ils en viennent rapidement à juger nécessaire afin de réaffirmer la place du Japon dans un ordre géopolitique dominé par les puissances industrielles Occidentales (Cohen, 2018, p. 732).

Au Japon « la demande pour la révision du cadre législatif afin de le rendre propice aux transactions capitalistes ne s'est pas présenté principalement par le "bas", suite à la maturation d'une économie capitaliste indigène, mais plutôt comme un sous-produit des pressions internationales » (Ikegami, 1996, p. 221).

Ces pressions externes entraînent des réformes qui ouvrent la porte à l'expansion des droits politiques liés à la citoyenneté et l'adoption d'une rhétorique démocratique par le régime Meiji suscite des attentes dans la population. Par exemple, le Mouvement pour la liberté et le droit des peuples va profiter du contexte de la renégociation des traités inégaux afin de contraindre le régime Meiji à pousser plus loin la mise en place de politiques libérales (Ikegami, 1996 p. 197). Il s'ouvre alors un espace de contestation

où s'affrontent plusieurs groupes sociaux (samouraïs, *daimyō*, riches fermiers, Mouvement pour la liberté et les droits des peuples, etc.).

#### 9.10.5 Un État national impérial

La mise en place d'un État national et d'un empire outremer est, dans le cas du Japon comme dans le cas des empires européens, indissociable du processus de construction d'une identité nationale. Les ambitions impériales du Japon transparaissent très tôt dans les actions et les projets de ses dirigeants. Dès 1873, il y a des débats houleux au sein du gouvernement autour d'un projet d'invasion de la Corée. En 1874, une expédition envoyée à Taïwan faisant partie d'un projet de colonisation non reconnu par la communauté internationale est finalement déguisée en mission de représailles pour un incident survenu en 1871. En 1879, le royaume de Ryukyu est forcé de s'intégrer à l'empire du Japon et devient la préfecture d'Okinawa. En 1895, l'empire du Japon réalise le rêve qui a hanté les précédents dirigeants de l'île : il met la Chine à genoux. La dynastie Qing se voit alors forcée de céder Taiwan et d'abandonner son contrôle sur la Corée, qui devient un protectorat de l'Empire du Japon en 1905, puis une de ses provinces en 1910. En 1905, l'Empire du Japon défait l'Empire russe et assure sa place au *grand concert des nations*. L'empire national du Japon est devenu une nation civilisée.

#### 9.10.6 Vers la « sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale »

Les pratiques nationalistes japonaises sont donc très tôt imbriquées avec les ambitions impériales du Japon. Dès le début de l'ère Meiji, les nouveaux dirigeants de l'empire national sont déchirés entre deux camps afin de réagir à la menace des empires occidentaux. Pour un premier groupe, l'Empire japonais doit former un bloc avec les autres pays d'Asie. Pour les autres, l'empire doit d'abord s'adapter au nouvel ordre géopolitique et renforcer le Japon économiquement et militairement afin d'assurer la survie de l'empire par ses propres moyens (Saaler, 2007, p. 4). Au fil du temps, la croissance de l'État national impérial japonais va renforcer les prétentions de ses dirigeants la

revendication de la supériorité du Japon vis-à-vis de l'Asie, aboutissant « au “nouvel ordre” des années 1930 et la “sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale” du début des années 40 » (Saaler, 2007, p. 4).

Dans le contexte colonial, « la diffusion du darwinisme social a aussi rendu possible la démonstration “scientifique” que certaines cultures étaient avancées et civilisée alors que d'autres demeurent arriérées et non civilisées » (Weiner, 2009, p. 4-5). Dans la poursuite du projet impérial, le « discours populaire sur “l'autre” primitif a aussi été soutenu par l'imagerie de la mission civilisatrice japonaise » et conséquemment, « les populations indigènes de Hokkaido, Taiwan et de la Corée ont été classées comme stagnantes, dégénérées et incapables d'apprécier les ressources qu'elles possédaient » (Weiner, 2009, p. 16).

Ce qui reste de l'Empire du Japon lors de son passage à la forme d'État national n'est pas le résultat naturel de la concordance entre les frontières politique et culturelle du Japon. Le Japon, tel qu'on le connaît aujourd'hui, est constitué de ce qui est resté de son empire et de ses possessions coloniales à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale. À Okinawa et à Hokkaido, au cours de l'ère Meiji, « le pays connu sous le nom de “Nihon” a imposé son pouvoir politique sur deux territoires voisins, le Royaume de Ryukyu au Sud et la terre des Aïnous au nord » (Morris-Suzuki, 1993, p. 540).

Le nationalisme impérial n'est pas, comme le prétend Malasevic, un oxymore avec une durée de vie limitée. Les dirigeants de L'Empire Meiji estiment qu'en tant que *terre des dieux*, le Japon a la mission divine de libérer l'Asie de la colonisation par les empires occidentaux (Saaler, 2007, p. 12). La mise en place d'un empire outremer et l'élaboration concomitante d'une mission civilisatrice ont donc été centrales dans la construction d'une identité nationale japonaise. Cette « incapacité présumée des populations subordonnées à gérer leurs propres affaires, a réaffirmé un sentiment de devoir

national et de supériorité raciale parmi la population japonaise, sans égard à leur position de classe » (Weiner, 2009, p. 18).

La création de l'empire national du Japon repose sur la capacité de ses dirigeants à créer des sujets modernes, prêts à participer dans une *communauté politique nationale*, bien qu'ils en *bénéficient inégalement* (Fujitani, 1998, p. 102). Le succès de cette entreprise, estime Fujitani, repose sur la production d'un ensemble d'idées dont la plupart auraient eu peu ou pas de sens pour la population de l'ère Tokugawa. Parmi ses idées on retrouve

la permanence de la nation et de la lignée impériale, l'unité du peuple Japonais malgré sa diversité, l'habileté de l'empereur à être à la fois divin et mortel, la position de l'empereur comme étant au-dessus de la politique tout en étant intimement immergé dedans et le fait d'exclure les femmes du gouvernement et des activités politiques comme étant naturel (Fujitani, 1998, p. 102).

L'introduction de relations sociales capitalistes a joué un rôle central dans la création de cette communauté politique nationale. Comme nous l'avons déjà vu, la séparation du *politique* et de l'*économique* sous le capitalisme permet de renvoyer les inégalités sociales liées à l'exploitation économique dans une sphère privée. La société civile capitaliste va ainsi pouvoir dissoudre les représentations hiérarchiques de la société japonaise dans un corps politique unifié.

#### 9.11 La transformation des relations sociales de propriété et d'appropriation

Lorsque la mission Iwakura<sup>84</sup> (1871-1873) rentre au Japon après sa tournée des États-Unis et de l'Europe, les conclusions qui sont tirées des observations faites par les

---

<sup>84</sup> La mission Iwakura a trois mandats : 1) différencier le nouveau gouvernement Meiji du shogunat aux yeux des observateurs internationaux, 2) faire valoir le désir du gouvernement de renégocier les traités inégaux, 3) aller voir les institutions des pays occidentaux.

samouraïs au cours de leur voyage ont un impact décisif sur la trajectoire de développement du Japon. Jusque-là, la France est le modèle majeur duquel s'inspirent les réformateurs. Or, les samouraïs de la mission Iwakura sont surpris, sur le terrain, de constater le déclin de la France. En revanche, ils sont impressionnés par la montée de la Prusse et de son Empire allemand, qui devient le nouveau modèle de référence. De même, ils sont frappés par le développement industriel qu'ils observent en Grande-Bretagne et qu'ils identifient comme la source du pouvoir de l'Empire britannique. Face aux empires, il devient évident pour le gouvernement Meiji que la révision de la place du Japon sur l'échiquier international requiert un développement industriel considérable.

Au Japon, les politiques adoptées par l'État de Meiji en matière de propriété foncière et de taxation (1871) ont eu comme effet de soumettre les paysans aux forces du marché comme ils ne l'avaient jamais été auparavant. Ces réformes ont provoqué une restructuration de l'économie agraire qui a transformé le secteur rural en un vaste moteur du capitalisme japonais (Cohen, 2018, p. 721). On assiste à une réorganisation substantielle des différentes régions de l'île afin d'en faire des périphéries d'une économie nationale centrée sur Tokyo (Wigen, 1995).

#### 9.11.1 La transition du Japon au capitalisme

L'objectif de ce mémoire n'est pas de fournir une thèse sur la transition au capitalisme au Japon. Néanmoins, nous cherchons à évaluer l'impact de la diffusion des relations sociales capitalistes sur le découpage du monde en États nationaux. Dans le cas du Japon, l'analyse que nous avons effectuée jusqu'ici semble démontrer que la réorganisation des relations sociales d'appropriation n'est pas le résultat du développement du marché et du commerce au cours de l'ère Tokugawa. Elle est le fruit de la pression politique exercée par les empires capitalistes.

La poursuite de plusieurs *opportunités* économiques, c'est-à-dire la vente et l'achat de différents produits sur le marché et le développement de certains secteurs de production comme la culture du riz ne vont s'accélérer qu'après la Restauration Meiji et ce malgré que les acteurs aient eu la possibilité de les poursuivre sous Tokugawa (Cohen, 2018, p. 732). La clé qui permet d'expliquer cette réorientation de l'activité économique vers la croissance économique capitaliste auto soutenue ne se situe pas dans la levée d'obstacles ayant freinés la participation des différents acteurs aux marchés. Plutôt, les acteurs de l'ère Tokugawa limitent leur participation au marché « parce que cela entre en conflit avec d'autres voies par lesquelles ils assurent leurs moyens de subsistance » (Cohen, 2018, p. 730).

#### 9.11.2 Une réorganisation des conflits de classes

Comme nous l'avons vu plus haut, la responsabilité communautaire dans le paiement des taxes au cours de l'ère Tokugawa impose de sérieuses limites à la relation d'exploitation entre les propriétaires fonciers et les locataires de parcelles de terre. La réforme des taxes foncières mise en place par le gouvernement Meiji à partir de 1873 brise ces contraintes et change la balance du pouvoir entre les paysans et les propriétaires fonciers. Par la reconnaissance de la propriété privée de la terre, de son achat et de sa vente, elle rend caduque toute reconnaissance de l'autorité de la régulation communale de la possession de la terre et donc, la protection des paysans par la communauté du village. Dorénavant, au lieu d'être liés aux fluctuations des récoltes et à la coutume, la vente et l'achat de la terre ainsi que la fixation de la rente se font par la compétition sur le marché. Dans un double mouvement, la concentration de la propriété privée de la terre et la perte de sa possession par les paysans s'accélèrent à partir des années 1880 (Cohen, 2018, p. 735). Dès lors, l'accès des paysans locataires à la terre en vient

à dépendre de leur succès à atteindre les niveaux de productivité agricole en vigueur. La rente est le prix de cet accès, déterminé par le revenu qu'il est socialement possible d'extraire d'une parcelle de terre. Les paysans cultivateurs qui ont besoin de louer la terre afin d'exploiter une ferme viable sont donc dépendants de ce marché de la rente, et cela apporte l'impératif d'augmenter la productivité qui accompagne la dépendance au marché (Cohen, 2019, p. 228).

En somme, la réforme de la taxe foncière amène une réorganisation des relations sociales de propriété qui va faire peser sur tous les acteurs les impératifs du développement capitaliste. « Les marchés » estime Cohen, « ont été transformés en institutions économiques dominantes seulement aux endroits où les États, dans le cadre de projets de consolidation politique, fiscale et militaire » (2018, p. 732). Ces derniers « ont démantelé ces autres institutions et ainsi établi les bases du pouvoir économique des propriétaires fonciers dans les relations de marché avec les travailleurs et les cultivateurs ». Au final, « l'État Meiji, en cherchant à solidifier la base fiscale et sociale de ses projets politiques, par-dessus tout la modernisation militaire, a fini par transformer la structure des relations qui lient les propriétaires et les locataires » (Cohen, 2019, p. 216).

L'instauration des relations sociales capitalistes a un impact majeur sur les conflits sociaux au Japon et réoriente les luttes et les revendications sociales vers le nouveau pouvoir politique centralisé. La mise en place d'une armée nationale permanente basée sur la conscription et l'instauration du régime de taxation nationale, deux éléments essentiels à la mise en place d'un État national moderne, « ont aussi renforcé les arguments à l'interne en faveur de l'institution d'un système de participation politique populaire » (Ikegami, 1996, p. 221).

Les formes que prennent les nombreuses réformes au cours de l'ère Meiji résultent d'une négociation avec la population à la suite de nombreuses contestations paysannes. Ces contestations ont pour objet la réforme des taxes foncières, la conscription et

l'éducation publique. Les protestations paysannes forcent le gouvernement Meiji à adopter un discours démocratique et à invoquer des valeurs égalitaires afin de faire accepter la conscription à une population récalcitrante (*blood tax revolts*). Jusque-là, les paysans prennent pour acquis que leur subordination économique et politique est concédée en échange de leur exemption à la participation militaire (Ikegami, 2003). Ces réformes, directement liées à la création d'effectifs militaires, stimulent l'appétit de la population pour la participation à la vie politique. En 1889, les oligarques de Meiji sont forcés à des compromis libéraux dans la rédaction de la constitution.

Cependant, il ne faut pas croire que tous les *daimyō* et samouraïs convergent harmonieusement vers la mise en place d'un empire national. Lors des premières assemblées de représentants (*Kogisho*) des débuts de l'ère Meiji, la majorité des participants, essentiellement des *daimyō*, voient d'un très mauvais œil le projet de centralisation qui implique la perte des domaines qui sont garants de leur pouvoir social. En effet, ce dernier repose sur le morcellement du pouvoir politique. Le projet de centralisation de l'État repose sur la centralisation du pouvoir d'appropriation, ce qui place l'État dans une position conflictuelle avec les *daimyō* pour l'appropriation du surplus produit par les paysans. Au cours de cette période, le *Kogisho* a comme fonction principale l'institutionnalisation des intérêts des domaines dans le nouveau gouvernement (Doak, 2007, p. 55). D'ailleurs, plusieurs *daimyō* et samouraïs usent de diverses stratégies afin de freiner les efforts de centralisation. C'est la garantie de compensations généreuses et d'accès au pouvoir politique dans le nouveau gouvernement en construction qui convainc les *daimyō* d'accepter la conversion graduelle de leurs domaines en préfectures, dont ils deviennent les gouverneurs.

## 9.12 Le développement combiné des pratiques nationalistes japonaises

Comme nous l'avons vu précédemment, la communauté imaginée au cours la période Tokugawa est traversée par une hiérarchie verticale et horizontale, un terreau peu fertile pour l'émergence d'une communauté imaginée horizontale nationale. L'idée qui veut que les dirigeants de Meiji aient puisé dans un bassin de tradition est trompeuse. La restauration Meiji est à la fois la proclamation d'un retour vers un passé mythifié et l'adoption et l'adaptation d'institutions étrangères. Dans sa construction d'une identité nationale japonaise, le gouvernement Meiji fusionne l'invocation et la glorification d'un passé mythifié afin de légitimer un projet de réforme politique et sociale radicale avec l'affirmation d'une unicité de la *japaneseness*, par l'adoption d'institutions, d'idées et de technologies d'origines étrangères (Ravina, 2019, p. 212 ; Weiner, 2009, p. 3).

### 9.12.1 L'empereur comme symbole de l'essence nationale

Au cours du processus de construction nationale, les identités et les particularismes régionaux ont été supprimés. Ainsi, le

*kazoku kokka* (État familial) a été projeté comme une essence durable, ce qui a fourni à l'État une puissante iconographie de l'unité consanguine, renforcé la légitimité de nouvelles relations économiques, sociales et politiques, et a fourni au peuple japonais un nouveau sentiment de but et d'identité nationale (Weiner, 2009, p. 1).

Ce nouveau récit national propose que la nation japonaise partage une histoire commune centrée autour de la figure de l'empereur, et que lui et son régime incarnent la volonté nationale (*kokutai*) qu'ils peuvent projeter vers le futur (Fujitani, 1998).

Ce retour vers la tradition constitue en fait une adaptation de ce que les dirigeants Japonais considèrent être la source de la puissance des empires occidentaux. Certains

nativistes, comme Aizawa Seishisai (1782-1863), voient dans le christianisme la source spirituelle qui constitue la clé de la puissance impériale des Occidentaux. Avec le concept de *kokutai*, Aizawa cherche à se réappropriier le principe d'« unité de la religion et du gouvernement », qu'il croit être la base de la puissance occidentale, afin de créer l'unité spirituelle dans le royaume et l'intégration des sujets dans un corps politique unifié (Wakabayashi, 1999, p. 13). D'un côté, il estime que le christianisme permet de créer unité et loyauté de masse dans le royaume. De l'autre, il permet aux puissances occidentales de détruire leurs ennemis de l'intérieur (Ravina, 2017, p. 78).

Qu'il s'agisse d'une bonne ou d'une mauvaise lecture de la géopolitique mondiale de l'époque a peu d'importance. Ce qui compte, c'est que cette lecture guide le programme politique pour les décennies à venir. Cette pensée est au cœur du mouvement *sonnō jōi* (révérer l'empereur, expulser les barbares), un mouvement central dans la restauration Meiji. Il serait facile de voir là les contours d'une pensée nationaliste. Il s'agirait par contre de la projection d'une conception moderne de la communauté imaginée sur la pensée des nativistes. Ces derniers cherchent à mettre de l'avant la nécessité d'un royaume unifié sous le règne de l'empereur, constitué d'un seul corps politique transcendant les *kuni*. Néanmoins, la pensée des nativistes demeure ancrée dans l'idéologie du Royaume du Milieu. Lorsqu'il réfère au signifiant *Japon* (*Nihon*), Aizawa réfère à la cour impériale et « son concept de royaume unifié est limité à l'affirmation de la portée nationale de la légitimité de l'empereur » (Doak, 2007, p. 41).

Jusqu'à sa restauration à la tête de l'empire, l'empereur n'est pas une figure politique bien connue de la population en général. Les paysans le connaissent par des mythes issus du folklore et des légendes. Suite à la restauration Meiji « les élites gouvernant le Japon ont inventé, ravivé, manipulé et encouragé des rituels nationaux avec une vigueur sans précédent » (Fujitani, 1998, p. 11). Dans *Splendid Monarchy* (1998), l'historien Takashi Fujitani raconte en détail comment au cours des premières années du règne

Meiji, de larges processions comprenant l'empereur, sa famille et les forces militaires parcourent les routes du Japon afin de montrer et de faire connaître les nouveaux dirigeants à la population.

### 9.12.2 L'empereur et la diplomatie

Mais l'empereur n'est pas uniquement un symbole mobilisé afin de stimuler un sentiment d'unité nationale. Les dirigeants du gouvernement Meiji cherchent à le mettre en scène pour un public international. En effet, il est un élément central de la stratégie de relations interétatiques du Japon (Breen, 2020). Il est important de rappeler que l'empereur Meiji est loin d'être le seul monarque à la tête d'un État à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. En tant que monarque moderne parmi les autres monarques européens et asiatiques, l'empereur assure la place du Japon sur l'échiquier géopolitique mondial.

### 9.12.3 La construction des fondements d'une civilisation

Comme pour l'empereur, le processus de réécriture de l'histoire japonaise afin de construire un passé mythifié pouvant servir de socle à une identité nationale est destiné tant à la consommation domestique, qu'à construire un pedigree culturel permettant de présenter à un public international la nation japonaise comme une civilisation dont le statut est égal aux autres nations modernes. On assiste à la mise en place ou à la rénovation de sites historiques et de lieux de pèlerinage sur des lieux de bataille, des tombeaux et des ruines de châteaux mentionnés dans le *Kojiki* et *Nihongi*. Dans cette foulée, la restauration et la revitalisation des anciennes capitales impériales de Nara et de Kyoto participent à doter le Japon de sites incarnant la tradition impériale, au même titre que Rome et Athènes sont censés symboliser le berceau de la civilisation européenne (Takagi, 2020). À partir de 1889, le régime a mis en place la configuration de la topographie rituelle et symbolique du Japon moderne (Fujitani, 1998, p. 90).

### 9.13 Au-delà de la dichotomie tradition et modernité

La tradition est loin de s'opposer à la modernité comme il l'a longtemps été supposé en sciences sociales. Comme l'ont mis à jour Hobsbawm et Anderson, il y a un paradoxe frappant entre la modernité de la forme nationale de la communauté imaginée et leur ancienneté aux yeux des nationalistes. L'ancrage de la communauté imaginée nationale dans un passé qui semble se perdre dans la nuit des temps est un processus qui anime tous les processus de construction nationale. La persistance de la tradition n'est pas une particularité du cas japonais. Il s'agit d'un processus répandu par lequel des entrepreneurs politiques légitiment leurs projets politiques comme étant naturels. La spécificité du cas japonais réside dans les façons dont ses acteurs vont régler leurs propres conflits sociaux à travers la mise en place de leur projet d'État national impérial.

## CONCLUSION

### 10.1 Une modernité à la japonaise

Au Japon, l'importation des idées de l'Occident n'a pas fait l'objet d'une intégration passive. C'est un bricolage idéologique permanent et parfois confus empruntant tour à tour à l'Occident, à la Chine et à des savoirs de natures endogènes (Souyri, 2016, p. 27). Les simples notions de *liberté*, de *société* et d'*individu*, ne vont pas de soi et doivent être traduites et adaptées dans leur nouveau contexte d'utilisation. Par exemple, après plusieurs débats sémantiques, la notion de *liberté* est finalement traduite par le mot chinois *jiyû*, qui signifie à l'origine « être soi-même la cause de ». Pour l'intellectuel de la période Meiji Fukuzawa Yukichi qui propose cette traduction, la notion de *jiyû* renvoie à l'idée « d'entrer en relation avec les autres selon son humeur et sans contrainte aucune, compter d'abord pleinement sur ses propres forces. » (Souyri, 2016, p. 53) Pour Fukuzawa, être civilisé et moderne c'est « mettre en avant les droits de l'individu, cesser de se comporter de manière passive face aux directives qui viennent d'en haut » (Souyri, 2016, p. 55). On voit bien comment subtilement, la notion de liberté prend un sens spécifique au contexte dans une société où, comme nous l'avons vu, la hiérarchie est claire, structurée et rigide.

### 10.2 L'invention du bushido

Le nationalisme tel qu'il se développe au Japon n'est pas qu'un dérivé plus ou moins fidèle du nationalisme en Europe ou en Occident. Même que pour certains observateurs

de l'époque, il en est une forme renouvelée et même améliorée. Le fondateur du mouvement scout Robert Baden-Powell, par exemple, louange le sens d'abnégation et le patriotisme présent dans le nationalisme japonais qu'il identifie comme étant l'héritage des samourais (Ravina, 2019, p. 230). Pourtant, le *bushido* ou *la voie des samourais* est en fait l'exemple typique d'une *tradition inventée*<sup>85</sup> et elle est, de surcroît, redevable à une influence européenne. Le *bushido* en tant que code de conduite répandu chez les samourais est, à toute fin pratique, inexistant avant la période d'Edo. Ironiquement, il s'est développé au 19<sup>e</sup> siècle, au cours d'une période où les samourais n'ont pas connu le combat depuis plus de deux siècles. Au tournant du 19<sup>e</sup> siècle, ce concept idéologique se développe en tant que discours nostalgique sur une époque perdue, en s'inspirant largement des idéaux européens contemporains de chevaleries (Benesch, 2014).

### 10.3 L'invention d'une destinée impériale

La comparaison entre les billets de 10 yens et de 10\$ américains, imprimés tous les deux aux États-Unis par la *Continental Bank Note Company* au cours de la même période (respectivement 1873 et dans les années 1860), offre un autre exemple intéressant du développement combiné des pratiques nationalistes impériales au Japon.

---

<sup>85</sup> Pour d'autres exemples de *traditions inventées* au Japon, voir (Vlastos, 1998).



Figure 5.1 Billets de 10\$ américain et de 10 yens (Ravina, 2019, p. 216)

Comme nous pouvons le voir en analysant et en comparant les deux billets, chacun sert à établir la mission civilisatrice de leur empire respectif. Sur le billet américain, la référence à la conquête de Hernando de Soto et sa *découverte* du Mississippi s'inscrit dans l'imaginaire de la destinée manifeste du peuple américain. Sur le billet de 10 yens, l'évocation de la légendaire impératrice Jingū (169-269) et de sa prétendue conquête de la Corée au 3<sup>e</sup> siècle, souligne la destinée impériale du Japon (Ravina, 2019, p. 216-217).

#### 10.4 *Kokutai* et *Seitai*

La résolution d'une tension entre ce qui est *nouveau*, *ancien*, *étranger* et *indigène* va se résoudre par une innovation introduite dans le processus de mise en place des nouvelles institutions de l'empire national. Les réformateurs de l'ère Meiji font face à une situation contradictoire. Ils tirent leur légitimité du fait qu'ils prétendent ramener le Japon à son essence historique alors que le nouveau système politique qu'ils mettent en place est une adaptation d'institutions britanniques, allemandes, françaises et américaines. Afin de résoudre cette contradiction, ils opèrent une distinction entre un *spiritual nationhood* et un *practical nationhood*.

Contrairement au cas de la France, où le monarque a un rôle politique de premier plan dans la période qui précède la révolution, l'empereur japonais est, depuis des siècles, une figure évoluant en marge des régimes ayant le contrôle politique de l'île. Sa « présence symbolique est ouverte à des interprétations variées par des hommes avec divers intérêts » (Doak, 2007, p. 84). L'Empereur, depuis la restauration, possède une dualité symbolique. D'un côté il est censé incarner la continuité de la tradition impériale spécifiquement japonaise, l'essence de la nation (*kokutai*), alors que de l'autre, en tant que figure ayant extirpé l'archipel du féodalisme, il est considéré comme un agent du progrès. Ce faisant, il est exempt de critiques populistes et demeure un symbole pouvant être mobilisé par tous les camps (Ikegami, 1996, p. 210).

Cette tension entre tradition et changement va être résolue par la distinction théorique entre le *kokutai*, « l'identité symbolique de la nation incarnée dans une tradition impériale ininterrompue », et le *seitai*, renvoyant aux structures politiques et aux méthodes permettant l'exercice de la souveraineté (Ikegami, 1996, p. 213). Le premier, immuable, est incarné dans la personne de l'empereur qui assure le maintien de l'essence nationale. Le second, malléable, est appelé à être modifié dans le temps. En introduisant cette

distinction entre le *kokutai* et le *seitai*, les dirigeants du nouveau gouvernement Meiji tentent de

réconcilier les inévitables modifications du *seitai*, telles que l'introduction d'une monarchie constitutionnelle et de la politique parlementaire, avec la notion d'un principe intemporel de continuité nationale incarné par le *kokutai*. La distinction théorique entre les deux a été opérée afin de « naturaliser » les institutions politiques et les idées occidentales tout en maintenant fermement un sentiment de continuité avec la tradition et une identité nationale conçue comme unique (Ikegami, 1996, p. 214).

Ainsi, le terme *kokumin* (citoyens) sera remplacé, dans la première constitution de 1889, par celui de *shinmin* (sujets) « dans un effort visant à mettre de l'avant une identité nationale distinctive reposant sur le *kokutai* » (Ikegami, 1996, p. 214).

## 10.5 Résumé des arguments

Nous pouvons à présent rassembler et résumer les divers arguments que nous avons développés au cours de ce mémoire. La prémisse centrale, est que l'analyse du changement social ne peut être complète sans la mise en place d'un cadre théorique qui fait de l'*international*, non pas un surplus empirique à intégrer à l'analyse sociologique, mais une dimension constitutive de celle-ci. Afin d'illustrer cet argument, nous avons, dans un premier temps, retracé le rapprochement entre la SH et la discipline des RI. Nous avons pu voir que bien que ce dialogue ait doté la SH d'un agenda clair et désormais incontournable, l'impact de cette réflexion sur la sociologie du nationalisme tarde à se faire sentir. La contribution de ce mémoire a été de poursuivre ce dialogue.

Nous cherchions à comprendre pourquoi, à partir du 19<sup>e</sup> siècle, le monde a été graduellement découpé en États nationaux. En sous-question de notre question principale, nous nous sommes demandé quel lien existe-t-il entre un système composé d'États nationaux

politiquement souverains et aux territoires clairement définis et l'émergence d'une économie capitaliste transnationale?

Dans un premier temps, l'analyse des contributions néowébériennes et de celles s'appuyant sur le modèle de la commercialisation nous a amené à émettre des réserves quant à la capacité de ces modèles théoriques à fournir une réponse complète à ces questions. Nous avons vu que leurs explications reposent sur des modèles qui comportent des limites qui ne peuvent être surmontées à l'intérieure des théories sur lesquelles ils reposent. Parmi celles-ci, on peut en rappeler quatre des plus importantes pour le modèle géopolitique néowébérien. 1) Il repose sur des présupposés néoréalistes qui prennent pour acquis que la coexistence d'États dans un contexte d'anarchie constitue une condition suffisante permettant d'expliquer la guerre entre les États. 2) Le modèle comporte une certaine circularité en ce qu'il présuppose l'existence d'une multiplicité d'États afin d'expliquer leur émergence. 3) Il s'appuie sur un découpage des sphères d'activités sociales qui empêche l'historicisation de ses catégories d'analyse, comme l'État, et qui fait en sorte que les néowébériens ont tendance à projeter des unités de sens modernes sur le passé. 4) Il est exempt d'une théorie du capitalisme qui permet d'en capturer la spécificité historique, puisqu'il prend pour acquis qu'il est toujours une potentialité dans toutes les sociétés humaines.

Une revue des différentes critiques du modèle nous a permis de voir que dans plusieurs cas, la guerre a eu l'effet inverse de celui qui est postulé par le modèle géopolitique. De même, nous avons démontré que dans le cas du Japon, le contexte international qui a stimulé la construction d'un État national impérial est beaucoup plus complexe que celui de l'état de guerre permanent pris pour acquis par le modèle géopolitique. Comme nous avons pu le voir, la compétition géopolitique sur laquelle reposait le système tributaire allait bien au-delà de la guerre et la préparation à la guerre.

Pour le modèle de la commercialisation, nous retenons deux limites principales. 1) D'abord, le renvoi de l'émergence du capitalisme au développement du commerce et à des échanges commerciaux inégaux empêche de capturer la spécificité du régime d'appropriation capitaliste. 2) Ensuite, nous avons vu que l'absence d'une théorie de l'État chez les tenants de la théorie du système-monde limite la capacité des chercheurs.ress qui s'en inspirent à expliquer de manière convaincante le passage de l'État à sa forme nationale.

Suite à notre évaluation critique des contributions des champs de la SH, de la discipline des RI et de la sociologie du nationalisme nous avons démontré en quoi l'arrimage des contributions provenant du marxisme politique et de la théorie du développement inégal et combiné offre une perspective originale et prometteuse qui permet de répondre de manière plus précise à nos questions de départ. L'une des préoccupations qui guidaient la mise en place de notre cadre théorique était de développer des outils conceptuels permettant de saisir les pressions homogénéisatrices de la géopolitique moderne et du capitalisme, deux des catégories centrales de la modernité, tout en capturant la spécificité historique de chaque cas, et ce, sans renvoyer leurs particularités à des idiosyncrasies politico-culturelles.

L'application de la théorie des relations sociales de propriété jointe à celle du développement inégal et combiné nous a permis d'éviter deux erreurs présentes dans la sociologie historique comparative et dans la sociologie du nationalisme. La première consiste à traiter les événements internationaux comme des éléments contingents qui résident en dehors de l'explication principale. La deuxième, présente dans les explications provenant du modèle géopolitique, est d'écarter l'analyse de l'impact des dynamiques sociales internes (Teschke, 2005, p. 22).

Au cours de la période Tokugawa, l'impact croisé de la chute de la dynastie des Ming et de l'arrivée des navires espagnols et portugais, armés du christianisme, a créé une onde de choc qui a ouvert la possibilité au shogunat de repositionner son régime politique dans l'ordre géopolitique tant sur l'île vis-à-vis des *daimyō*, qu'avec la VOC, la dynastie des Qing, la dynastie Chosŏn, le royaume de Ryukyu et Ezo. Ce contexte a fourni le cadre dans lequel les stratégies de reproduction sociale et de territorialisation des *daimyō* se sont déployées. Les relations sociales des propriétés au cours de la période Tokugawa ont mené à un régime où la souveraineté politique était parcellisée. Pourtant, le même mécanisme, la compétition géopolitique avec la Chine et les empires occidentaux a fourni, au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les conditions favorables à la mise en place d'un empire national. En historicisant ce mécanisme nous avons pu démontrer que ce qui a changé, c'est la nature de la compétition géopolitique à travers la diffusion du capitalisme. Ce nouveau contexte a ouvert la voie à la réorganisation des relations sociales de propriété, cette fois-ci selon des lignes capitalistes.

L'analyse du développement inégal et combiné des pratiques nationalistes japonaises nous a permis d'observer que, comme ailleurs dans le monde, la mise en place d'une communauté imaginée nationale a été le résultat de pressions géopolitiques ayant mis en péril les stratégies de reproduction sociale et de territorialisation des classes dominantes. Le sentiment de *retard* généré par la perception des classes dominantes de l'inégalité des relations de pouvoir entre leur régime politique et celui des puissances étrangères a stimulé leur désir de produire un nouveau régime capable de rattraper ce retard. Pour atteindre cet objectif, les réformateurs de Meiji ont importé des idées politiques comme la *nation*. Mais, comme nous avons pu le voir avec la distinction opérée entre le *seitai* et le *kokutai*, ce processus d'émulation n'a jamais été une simple imitation plus ou moins fidèle du modèle de référence. C'est un processus où le *nouveau*, l'*ancien*, l'*étranger* et l'*indigène* ont été combinés, afin de former une nouvelle communauté politique nationale.

## 10.6 Apports et limites du mémoire

### 10.6.1 Nationalisme et RI

Nous avons poursuivi le dialogue entrepris entre la discipline des RI, la SH et la sociologie du nationalisme. Une SHI du nationalisme permet de décroiser l'objet d'étude, qu'il soit le nationalisme en tant que tel ou la mise en place de l'État national. Cela nous permet de mettre en évidence la dimension *relationnelle* de ces processus. Dans notre étude de cas, nous avons été à même de constater que la construction des communautés imaginées au Japon a été indissociable de ses rivalités géopolitiques avec les dynasties chinoises et avec les empires occidentaux.

### 10.6.2 Dénaturaliser la nation

Ce mémoire a aussi contribué à jeter un regard critique sur certains présupposés présents dans les travaux de plusieurs chercheurs dans le domaine de la sociologie du nationalisme. Au Japon, la mise en place d'un État national n'a pas été le fruit d'un processus cumulatif qu'il soit politique, économique ou culturel. Notre utilisation du cadre théorique proposé par les marxistes politiques nous a permis de dénaturaliser la nation japonaise. Ce faisant, nous avons pu historiciser son processus de construction à travers les luttes sociales géopolitiquement médiées et ancrées matériellement dans les conflits autour du contrôle des moyens d'appropriation économique et de domination politique, nécessaires à la reproduction sociale de ses classes dominantes. Nous avons soutenu que ce processus est incompréhensible sans l'analyse de l'impact de la géopolitique moderne et de la diffusion du capitalisme.

### 10.6.3 Géopolitique, capitalisme et modernités

Notre étude nous a conduit à réévaluer le poids causal de la compétition géopolitique et du capitalisme sur la formation de l'État national japonais et sur sa transition vers la

modernité. Nous avons suggéré, en prenant comme point de départ la thèse de Eisenstadt, que la modernité n'est pas un phénomène qui serait apparu dans sa forme la plus pure en Europe ou même en Occident et qui par la suite, se serait propagé plus ou moins parfaitement au reste du monde. Autrement dit, il n'y a pas une modernité européenne et des modernités alternatives. Il n'y a que des formes qualitativement différentes de mise en place des catégories de la modernité, tant à l'intérieur de l'Europe qu'à l'extérieur. On ne peut rendre leur contenu intelligible qu'en mettant en lumière le contexte social qui les a forgées. Notre contribution à la théorie des modernités multiples constitue néanmoins un point de départ par rapport à la thèse de Eisenstadt centrée sur la culture.

Avec notre analyse du cas japonais, nous avons cherché à démontrer que des luttes sociales et géopolitiques spécifiques à des contextes donnés ont engendré des modernités qualitativement différentes. Dans ce processus, la compétition géopolitique et le capitalisme ont joué un rôle de premier plan.

La réorganisation de relations sociales d'appropriation vers des relations sociales de propriété capitaliste au Japon a été le résultat d'une intervention politique consciente des classes dominantes sur la société, dans le but de soutenir le projet de mise en place d'un empire capable de positionner le Japon favorablement dans l'ordre géopolitique. Autrement dit, la mise en place de relations sociales de propriété capitaliste a été le *résultat* des pratiques nationalistes impériales. Le capitalisme a transformé la nature de la compétition géopolitique. Il ne s'est donc pas diffusé à travers l'extension d'un marché transnational, mais à travers des interventions politiques systématiques dans les différentes sociétés qui ont eu pour objet de transformer, comme nous l'avons vu par exemple avec la terre, les moyens de subsistance de la population en marchandises.

Ce projet de modernisation, né dans un premier temps de la réponse des classes dominantes aux pressions géopolitiques induites par l'Empire américain en 1854, a été amorcé à travers la configuration de relations de classes engendrées par les relations sociales d'appropriation alors en vigueur. Bien que les classes dominantes ont par la suite aboli les statuts sociaux garants de leur pouvoir social, elles ont lutté, même entre elles, afin de contrôler l'État et de faire en sorte que la réorganisation des relations sociales ne se fassent pas au détriment de la conservation de leurs privilèges. La révision d'un système juridique propice au capitalisme national et transnational a par la suite forcé les dirigeants du nouvel État à adopter une rhétorique démocratique et à imposer des réformes qui ont suscité des attentes et provoqué des conflits avec la population. Le projet de modernisation tel qu'il s'est développé n'est pas le résultat d'une incapacité des dirigeants à balayer la tradition. Il est le résultat de la forme par laquelle les conflits sociaux qu'il a engendrés ont été, du moins temporairement, résolus.

#### 10.6.4 Empire et État national

Bien modestement, nous avons aussi offert une contribution à la réévaluation de la relation entre empire et État national. Nos conclusions semblent démontrer que dans le cas du Japon, les deux formes d'organisations politiques ne se sont pas simplement succédé. Si notre analyse est juste, la mise en place d'un État national japonais et la création d'un empire outremer ont été accomplies dans un seul et même mouvement. Ceci a eu un impact sur la création d'une identité nationale japonaise. Les conclusions tirées dans notre mémoire semblent donc être en accord avec les contributions récentes sur la question. Comme ailleurs en Europe, la rivalité géopolitique entre empires, la mise en place d'un État national et la construction d'une identité nationale japonaise sont des processus indissociables.

### 10.6.5 Limites

Ce mémoire comporte aussi certaines limites. D'abord, notre stratégie de recherche nous a poussés à centrer notre analyse sur un seul cas, ce qui limite la généralisation des conclusions de notre étude. Ensuite, si la longue période couverte dans notre étude de cas nous a offert la possibilité de donner un aperçu de la trajectoire de développement du Japon sur la longue durée avec ses ruptures, ses transformations et ses continuités, elle nous a par contre forcés à survoler plusieurs éléments qui auraient mérité une analyse plus fine. La période que nous avons choisie servait bien à illustrer notre propos, puisque c'est la période qui est généralement considérée comme étant celle où le processus de modernisation du Japon a débuté. Néanmoins, notre étude s'avère finalement s'arrêter avant la véritable mise en place de l'État national japonais.

### 10.7 Pistes de réflexion pour des recherches futures

Comme nous venons tout juste de le mentionner, plusieurs éléments qui sont abordés au passage dans ce mémoire bénéficieraient d'une analyse plus approfondie dans des recherches futures. Le lien entre la restauration Meiji et les révolutions qui l'ont précédée et celles qui l'ont suivie ailleurs dans le monde a été évoqué, mais mériterait une plus grande attention. Il serait intéressant de reconstruire la séquence de ces révolutions en analysant leur influence les unes sur les autres, tout en examinant l'impact de la compétition géopolitique et du développement du capitalisme sur le déroulement de la séquence.

Un autre aspect que nous avons découvert au cours de notre recherche est celui de la pensée économique et politique au cours de l'ère Tokugawa. Nous n'avons qu'effleuré la surface de ce phénomène. Une étude plus approfondie pourrait tenter de tisser des liens plus précis entre le contexte social qui a favorisé l'émergence des courants de pensée comme le *kokugaku*, le *mitogaku*, le *kokueki* ou encore le pan-asianisme et

analyser de manière plus fine l'impact de la transformation de ce contexte social sur leur développement respectif.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, notre recherche s'arrête avant le moment de la mise en place d'un véritable État national japonais. Selon Malešević, le passage de l'empire à l'État national est le résultat d'une contradiction insoutenable entre les deux formes. Il serait alors pertinent d'analyser les mécanismes qui sont véritablement responsables du passage de la forme impériale de l'État au Japon, à sa forme strictement nationale. Bien que nous ne les ayons pas analysés en détail, notre étude semble pointer vers le fait que la refonte de l'État national impérial japonais en État national résulte de pressions extérieures.

## BIBLIOGRAPHIE

Abu-Lughod, J. L. (1991). *Before European hegemony: the world system A. D. 1250 - 1350*. New York; Oxford : Oxford University Press.

Agnew, J. (1994). The Territorial Trap: The Geographical Assumptions of International Relations Theory. *Review of International Political Economy*, 1(1), 53-80.

Allinson, J. C. et Anievas, A. (2009). The uses and misuses of uneven and combined development: an anatomy of a concept. *Cambridge Review of International Affairs*, 22(1), 47-67.

Allinson, J. C. et Anievas, A. (2010). The uneven and combined development of the Meiji Restoration: A passive revolutionary road to capitalist modernity. *Capital & Class*, 34(3), 469-490.

Amino, Y. (1992). Deconstructing « Japan ». *East Asian History*, (3), 121-142.

Anderson, B. R. O. (1983). *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*. London : Verso.

Anderson, B. R. O. (2002). *L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : La Découverte.

Anderson, P. (1979). *Lineages of the absolutist state*. London : Verso.

Anievas, A. et Matin, K. (dir.). (2016). *Historical sociology and world history: uneven and combined development over the longue durée*. Lanham : Rowman & Littlefield International.

- Anievas, A. et Nişancıoğlu, K. (2015). *How the west came to rule: the geopolitical origins of capitalism*. London : Pluto Press.
- Arano, Y. (1988). *Kinsei Nihon to Higashi Ajia*. Tokyo: University of Tokyo Press.
- Arano, Y. (1994). The Entrenchment of the Concept of « National Seclusion ». *Acta Asiatica : bulletin of the Institute of Eastern Culture*, 67, 83-103.
- Arano, Y. (2005). The Formation of a Japanocentric Word Order. *International Journal of Asian Studies*, 2(2), 185-216.
- Arrighi, G. (2010). *The long twentieth century: money, power, and the origins of our times* (New and updated ed.). London ; New York : Verso.
- Arrighi, G., Hamashita, T. et Selden, M. (dir.). (2003). *The resurgence of East Asia: 500, 150 and 50 year perspectives*. London ; New York : Routledge.
- Ashman, S. (2009). Capitalism, uneven and combined development and the transhistoric. *Cambridge Review of International Affairs*, 22(1), 29-46.
- Austin, J. L. (2002). *Quand dire, c'est faire*. Paris : Éditions du Seuil.
- Aydin, C. (2007). *The Politics of Anti-Westernism in Asia: Visions of World Order in Pan-Islamic and Pan-Asian Thought*. New York : Columbia University Press.
- Barsshay, A. E. (1998). « Doubly Cruel » : Marxism and the Presence of the Past in Japanese Capitalism. Dans S. Vlastos (dir.), *Mirror of modernity: invented traditions of modern Japan* (p. 243-261). Berkeley : University of California Press.
- Batten, B. L. (2003). *To the ends of Japan: premodern frontiers, boundaries, and interactions*. Honolulu : University of Hawai'i Press.
- Bayly, C. A. (2004). *The birth of the modern world, 1780-1914: global connections and comparisons*. Malden : Blackwell.
- Beasley, W. G. (1972). *The Meiji restoration*. Stanford : Stanford University Press.

- Beasley, W. G. (1989). The Foreign Threat and the Opening of the Ports. Dans M. B. Jansen (dir.), *The Cambridge history of Japan Volume 5 : The nineteenth century* (p. 259-307). Cambridge : Cambridge University Press.
- Belich, J., Darwin, J., Frenz, M. et Wickham, C. (dir.). (2016). *The prospect of global history*. Oxford ; New York : Oxford University Press.
- Bendix, R. (1978). *Kings or people : power and the mandate to rule*. Berkeley : University of California Press.
- Benesch, O. (2014). *Inventing the way of the samurai: nationalism, internationalism, and bushido in modern Japan*. New York ; Oxford : Oxford University Press.
- Bentley, J. H. (dir.). (2011). *The Oxford handbook of world history*. Oxford ; New York : Oxford University Press.
- Berry, M. E. (2007). *Japan in print: information and nation in the early modern period*. Berkeley : University of California Press.
- Bix, H. P. (1986). *Peasant protest in Japan, 1590-1884*. New Haven : Yale University Press.
- Breen, J. (2020). Ornamental Diplomacy: Emperor Meiji and the Monarchs of the Modern World. Dans H. Fuess et R. I. Hellyer (dir.), *The Meiji restoration : Japan as a global nation* (p. 232-248). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Brenner, R. (1985a). Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe. Dans T. H. Aston et C. H. E. Philpin (dir.), *The Brenner Debate* (p. 10-63). Cambridge : Cambridge University Press.
- Brenner, R. (1985b). The Agrarian Roots of European Capitalism. Dans T. H. Aston et C. H. E. Philpin (dir.), *The Brenner Debate* (p. 213-328). Cambridge : Cambridge University Press.
- Brenner, R. (1990). La base sociale du développement économique. *Actuel Marx*, 7(1), 65-93.

- Brenner, R. (2006). From theory to history: 'The European Dynamic' or feudalism to capitalism? Dans J. A. Hall et R. Schroeder (dir.), *An anatomy of power : the social theory of Michael Mann* (p. 189-232). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Brenner, R. (2007). Property and Progress: Where Adam Smith Went Wrong. Dans C. Wickham (dir.), *Marxist history-writing for the twenty-first century* (p. 49-111). Oxford : Oxford University Press.
- Breuilly, J. (1982). *Nationalism and the state*. Manchester : Manchester University Press.
- Breuilly, J. (2017). Modern empires and nation-states. *Thesis Eleven*, 139(1), 11-29.
- Brewer, J. (1990). *The sinews of power: war, money, and the English state, 1688-1783*. Cambridge : Harvard University Press.
- Brown, P. C. (1993). *Central authority and local autonomy in the formation of early modern Japan: the case of Kaga domain*. Stanford : Stanford University Press.
- Brown, P. C. (2011). *Cultivating commons: joint ownership of arable land in early modern Japan*. Honolulu : University of Hawai'i Press.
- Brubaker, R. (1996). *Nationalism reframed: nationhood and the national question in the New Europe*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Brubaker, R. (2001). Au-delà de l'« identité ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139(4), 66-85.
- Brubaker, R. (2011). Nationalism, Ethnicity, and Modernity. Dans C. Corradi et D. Pacelli (dir.), *Dalla modernità alle modernità multiple : percorsi di studio su società e culture* (p. 83-93). Soveria Mannelli : Rubbettino.
- Brubaker, R., Loveman, M. et Stamatov, P. (2004). Ethnicity as cognition. *Theory and Society*, 33(1), 31-64.

- Burbank, J. et Cooper, F. (2010). *Empires in world history: power and the politics of difference*. Princeton : Princeton University Press.
- Burns, S. L. (2003). *Before the nation: Kokugaku and the imagining of community in early modern Japan*. Durham : Duke University Press.
- Buzan, B. et Lawson, G. (2015). *The Global Transformation: History, Modernity and the Making of International Relations*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Buzan, B. et Little, R. (2000). *International systems in world history: remaking the study of international relations*. Oxford ; New York : Oxford University Press.
- Calhoun, C. (1996). The rise and domestication of historical sociology. Dans T. J. McDonald (dir.), *The historic turn in the human sciences* (p. 305-337). Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Callinicos, A. (2007). Does capitalism need the state system? *Cambridge Review of International Affairs*, 20(4), 533-549.
- Centeno, M. A. (2002). *Blood and debt: war and the nation-state in Latin America*. University Park : Pennsylvania State University press.
- Centeno, M. A., Cruz, J. M., Flores, R. et Cano, G.S. (2013). Internal wars and Latin American nationalism. Dans J. A. Hall et S. Malešević (dir.), *Nationalism and war* (p. 279-305). Cambridge : Cambridge University Press.
- Chatterjee, P. (1993). *The nation and its fragments: colonial and postcolonial histories*. Princeton, N.J : Princeton University Press.
- Chibber, V. (2013). *Postcolonial theory and the specter of capital*. London : Verso.
- Clulow, A. (2014). *The company and the shogun: the Dutch encounter with Tokugawa Japan*. New York : Columbia University Press.
- Cohen, M. (2014). The political process of the revolutionary samurai: a comparative reconsideration of Japan's Meiji Restoration. *Theory and Society*, 43(2), 139-168.

- Cohen, M. (2018). Reforming States, Agricultural Transformation, and Economic Development in Russia and Japan, 1853–1913. *Comparative Studies in Society and History*, 60(3), 719-751.
- Cohen, M. (2019). The Peasantry and Tenancy-Market Dependence: Rural Capitalism in Meiji-Era Japan. Dans X. Lafrance et C. Post (dir.), *Case Studies in the Origins of Capitalism* (p. 215-238). Cham : Springer International Publishing.
- Collins, R. (1980). Weber's Last Theory of Capitalism: A Systematization. *American Sociological Review*, 45(6), 925.
- Collins, R. (dir.). (1985). *Three sociological traditions: selected readings*. New York : Oxford University Press.
- Comninel, G. C. (1987). *Rethinking the French Revolution: Marxism and the revisionist challenge*. London ; New York : Verso.
- Comninel, G. C. (2000). English feudalism and the origins of capitalism. *The Journal of Peasant Studies*, 27(4), 1-53.
- Connor, W. (1990). When is a nation? *Ethnic and Racial Studies*, 13(1), 92-103.
- Conrad, S. (2016). *What is global history?* Princeton : Princeton University Press.
- Cooper, L. (2013). Can contingency be 'internalized' into the bounds of theory? Critical realism, the philosophy of internal relations and the solution of 'uneven and combined development'. *Cambridge Review of International Affairs*, 26(3), 573-597.
- Cullen, L. M. (2003). *A history of Japan, 1582-1941: internal and external worlds*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Darwin, J. (2013). Empire and Ethnicity. Dans J. A. Hall et S. Malešević (dir.), *Nationalism and war* (p. 147-171). Cambridge : Cambridge University Press.
- Delanty, G. et Isin, E. F. (dir.). (2003). *Handbook of historical sociology*. London ; Thousand Oaks : SAGE.

- Doak, K. M. (2007). *A history of nationalism in modern Japan: placing the people*. Leiden ; Boston : Brill.
- Downing, B. M. (1993). *The military revolution and political change: origins of democracy and autocracy in early modern Europe*. Princeton : Princeton University Press.
- Duara, P. (1995). *Rescuing history from the nation: questioning narratives of modern China*. Chicago : University of Chicago Press.
- Dufour, F. G. (2007). Social-property Regimes and the Uneven and Combined Development of Nationalist Practices. *European Journal of International Relations*, 13(4), 583-604.
- Dufour, F. G. (2012). Les relations sociales, la formation de l'État au début de l'ère moderne et le nettoyage religieux : contribution à la sociologie historique des clôtures sociales. *Cahiers de recherche sociologique*, (52), 161-189.
- Dufour, F.-G. (2015). *La sociologie historique : traditions, trajectoires et débats*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Dufour, F.-G. (2019). *La sociologie du nationalisme : relations, cognition, comparaisons et processus*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Dufour, F. G. et Lapointe, T. (2012). Assessing the historical turn in IR: an anatomy of second wave historical sociology. *Cambridge Review of International Affairs*, 25(1), 97-121.
- Dufour, F. G. et Rioux, S. (2008). La sociologie historique de la théorie des relations sociales de propriété. *Actuel Marx*, 43(1), 126.
- Eisenstadt, S. N. (2000). Multiple Modernities. *Daedalus*, 129(1), 1-29.
- Ertman, T. (1997). *Birth of the leviathan: building states and regimes in medieval and early modern Europe*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.

- Evans, P. B., Rüschemeyer, D. et Skocpol, T. (dir.). (1985). *Bringing the state back in*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Fairbank, J. K. (1967). *Chinese World Order*. Cambridge : Harvard University Press.
- Frank, A. G. (1990). A Theoretical Introduction to 5,000 Years of World System History. *Review (Fernand Braudel Center)*, 13(2), 155-248.
- Frank, A. G. et Gills, B. K. (dir.). (1993). *The World system: five hundred years or five thousand?* London ; New York : Routledge.
- Fuess, H. (2020). The Global Weapons Trade and the Meiji Restoration: Dispersion of Means of Violence in a World of Emerging Nation-States. Dans H. Fuess et R. I. Hellyer (dir.), *The Meiji restoration : Japan as a global nation* (p. 83-109). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Fujitani, T. (1998). *Splendid monarchy: power and pageantry in modern Japan*. Berkeley : University of California Press.
- Gellner, E. (1983). *Nations and nationalism*. Ithaca : Cornell University Press.
- Giddens, A. (1985). *The Nation-state and violence. Volume 2 of A Contemporary Critique of Historical Materialism*. Berkeley : University of California Press.
- Gilpin, R. (1981). *War and change in world politics*. Cambridge : Cambridge Univ. Press.
- Go, J. et Lawson, G. (2017). *Global historical sociology*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Goldstone, J. A. (2016). *Revolution and rebellion in the early modern world: population change and state breakdown in England, France, Turkey, and China, 1600-1850* (25th anniversary edition). New York : Routledge, Taylor & Francis Group.
- Gordon, A. (2009). *A modern history of Japan: from Tokugawa times to the present* (2nd ed.). New York : Oxford University Press.

- Greenfeld, L. (1992). *Nationalism: five roads to modernity*. Cambridge : Harvard University Press.
- Greenfeld, L. (2003). *The spirit of capitalism: nationalism and economic growth*. Cambridge : Harvard University Press.
- Grosby, S. E. (2005a). *Nationalism: a very short introduction*. Oxford ; New York : Oxford University Press.
- Grosby, S. E. (2005b). The primordial, kinship and nationality. Dans A. Ichijo et G. Uzelac (dir.), *When Is The Nation?: Towards an Understanding of Theories of Nationalism*. (p. 56-78). Hoboken : Taylor & Francis Ltd.
- Hall, J. A. (2013). *The importance of being civil: the struggle for political decency*. Princeton : Princeton University Press.
- Hall, R. B. (1999). *National collective identity : social constructs and international systems*. New York : Columbia University Press.
- Halliday, F. (1999). *Revolution and world politics: the rise and fall of the sixth great power*. Basingstoke : Macmillan.
- Halliday, F. (2002). For an international sociology. Dans S. Hobden et J. M. Hobson (dir.), *Historical sociology of international relations* (p. 244-264). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Halperin, S. (2017). The imperial city-state and the national state form: Reflections on the history of the contemporary order. *Thesis Eleven*, 139(1), 97-112.
- Hamashita, T. (2003). Tribute and treaties: maritime Asia and treaty port networks in the era of negotiation, 1800–1900. Dans G. Arrighi, T. Hamashita et M. Selden (dir.), *The resurgence of East Asia: 500, 150 and 50 year perspectives* (p. 17-50). London ; New York : Routledge.
- Hamashita, T. (2008). The tribute trade system and modern Asia. Dans T. Hamashita, L. Grove et M. Selden (dir.), *China, East Asia and the global economy: regional and historical perspectives* (p. 12-26). New York : Routledge.

- Harootunian, H. D. (1988). *Things seen and unseen: discourse and ideology in Tokugawa nativism*. Chicago : University of Chicago Press.
- Harootunian, H. D. (1989). Late Tokugawa culture and thought. Dans M. B. Jansen (dir.), *The Cambridge History of Japan* (p. 168-258). Cambridge : Cambridge University Press.
- Hastings, A. (1997). *The construction of nationhood: ethnicity, religion, and nationalism*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Hayami, A., Toby, R. P. et Saitô, O. (dir.). (2003). *The economic history of Japan, 1600-1990*. New York : Oxford University Press.
- Hechter, M. (1975). *Internal colonialism: the Celtic fringe in British national development, 1536-1966*. Berkeley : University of California Press.
- Hellyer, R. I. (2009). *Defining engagement: Japan and global contexts, 1640-1868*. Cambridge : Harvard University Press.
- Herbst, J. (1990). War and the State in Africa. *International Security*, 14(4), 117.
- Hobden, S. (1999). Theorising the international system: perspectives from Historical Sociology. *Review of International Studies*, 25(2), 257-271.
- Hobden, S. et Hobson, J. M. (dir.). (2002). *Historical sociology of international relations*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Hobsbawm, E. J. (1992). *Nations and nationalism since 1780: programme, myth, reality* (2nd edition). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Hobsbawm, E. J. et Ranger, T. O. (dir.). (1983). *The Invention of tradition*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.

- Hobson, J. M. (1998). Debate: The « second wave » of Weberian historical sociology - The historical sociology of the state and the state of historical sociology in international relations. *Review of International Political Economy*, 5(2), 284-320.
- Hobson, J. M. (2002a). The Two Waves of Weberian Historical Sociology in International. Dans S. Hobden et J. M. Hobson (dir.), *Historical sociology of international relations* (p. 244-264). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Hobson, J. M. (2002b). What's at stake in « bringing historical sociology back into international relations »? Transcending “chronofetishism” and “tempocentrism” in international relations. Dans S. Hobden et J. M. Hobson (dir.), *Historical sociology of international relations* (p. 3-41). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Hobson, J. M. (2004). *The Eastern origins of Western civilization*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Hobson, J. M. (2011). What's at Stake in the Neo-Trotskyist Debate? Towards a Non-Eurocentric Historical Sociology of Uneven and Combined Development. *Millennium : Journal of International Studies*, 40(1), 147-166.
- Hoffmann, C. (2008). The Balkanization of Ottoman Rule: Premodern Origins of the Modern International System in Southeastern Europe. *Cooperation and Conflict*, 43(4), 373-396.
- Hoffmann, C. (2010). *The Eastern Question and the Fallacy of Modernity. On the Premodern Origins of the Modern Inter-State Order in South-eastern Europe* (Thèse de doctorat). Brighton : Sussex University.
- Hoston, G. A. (1991). Conceptualizing Bourgeois Revolution: The Prewar Japanese Left and the Meiji Restoration. *Comparative Studies in Society and History*, 33(3), 539-581.
- Howell, D. L. (1995). *Capitalism from within: economy, society, and the state in a Japanese fishery*. Berkeley : University of California Press.
- Howell, D. L. (2005). *Geographies of identity in nineteenth-century Japan*. Berkeley : University of California Press.

- Howland, D. R. (2001). Samurai Status, Class, and Bureaucracy: A Historiographical Essay. *The Journal of Asian Studies*, 60(2), 353-380.
- Huber, T. M. (1989). *The revolutionary origins of modern Japan*. Standford : Standford University Press.
- Hui, V. T. (2005). *War and state formation in ancient China and early modern Europe*. New York : Cambridge University Press.
- Ichijo, A. (2013). *Nationalism and Multiple Modernities*. London : Palgrave Macmillan UK. doi : 10.1057/9781137008756
- Ichijo, A. (2020). Kokugaku and an alternative account of the emergence of nationalism of Japan. *Nations and Nationalism*, 26(1), 263-282.
- Ichijo, A. et Uzelac, G. (dir.). (2005). *When Is The Nation?: Towards an Understanding of Theories of Nationalism*. Hoboken : Taylor & Francis Ltd.
- Ikegami, E. (1995). *The taming of the samurai: honorific individualism and the making of modern Japan*. Cambridge : Harvard University Press.
- Ikegami, E. (1996). Citizenship and National Identity in Early Meiji Japan, 1868-1889: A Comparative Assessment. Dans C. Tilly (dir.), *Citizenship, identity and social history* (p. 185-221). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Ikegami, E. (2003). Military Mobilization and the Transformation of Property Relationships: Wars That Defined the Japanese Style of Capitalism. Dans D. E. Davis et A. W. Pereira (dir.), *Irregular armed forces and their role in politics and state formation* (p. 118-146). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Iriye, A. (1989). Japan's drive to great-power status. Dans M. B. Jansen (dir.), *The Cambridge History of Japan Volume 5 : The nineteenth century* (p. 721-782). Cambridge : Cambridge University Press.
- Iriye, A. (2013). *Global and transnational history: the past, present, and future*. Basingstoke : Palgrave Macmillan.

- Jansen, M. B. (dir.). (1996). *The Cambridge history of Japan Volume 5: The nineteenth century*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Jansen, M. B. (2002). *The making of modern Japan*. Cambridge : Belknap Press of Harvard University Press.
- Kang, D. C. (2010a). *East Asia before the West: five centuries of trade and tribute*. New York : Columbia University Press.
- Kang, D. C. (2010b). Hierarchy and Legitimacy in International Systems: The Tribute System in Early Modern East Asia. *Security Studies*, 19(4), 591-622.
- Katsumata, S. (2011). *Ikki : coalitions, ligues et révoltes dans le Japon d'autrefois*. Paris : CNRS Éd.
- Keirstead, T. (1998). Inventing Medieval Japan: The History and Politics of National Identity. *The Medieval History Journal*, 1(1), 47-71.
- Kelly, R. E. (2012). A 'Confucian Long Peace' in pre-Western East Asia? *European Journal of International Relations*, 18(3), 407-430.
- Kumar, K. (2006a). Empire and English nationalism. *Nations and Nationalism*, 12(1), 1-13.
- Kumar, K. (2006b). English and French national identity: comparisons and contrasts. *Nations and Nationalism*, 12(3), 413-432.
- Kumar, K. (2010). Nation-states as empires, empires as nation-states : two principles, one practice? *Theory and Society*, 39(2), 119-143.
- Kumar, K. (2013). Empires and Nations Convergence or Divergence? Dans G. Steinmetz (dir.), *Sociology & empire : the imperial entanglements of a discipline* (p. 279-299). Durham : Duke University Press.
- Kwon, G. (2002). *State formation, property relations and the development of the Tokugawa economy (1600-1868)*. Milton Park ; New York : Routledge.

- Lacher, H. (2005). International transformation and the persistence of territoriality: toward a new political geography of capitalism. *Review of International Political Economy*, 12(1), 26-52.
- Lacher, H. (2006). *Beyond globalization: capitalism, territoriality and the international relations of modernity*. London ; New York : Routledge.
- Lachmann, R. (2013). *What is historical sociology?* Cambridge : Polity Press.
- Lafrance, X. (2019a). *The making of capitalism in France: class structures, economic development, the state and the formation of the French working class, 1750-1914*. Boston : Brill.
- Lafrance, X. (2019b). The Transition to Industrial Capitalism in Nineteenth-Century France. Dans X. Lafrance et C. Post (dir.), *Case Studies in the Origins of Capitalism* (p. 111-137). Cham : Springer International Publishing.
- Lawson, G. (2005). *Negotiated revolutions: the Czech Republic, South Africa and Chile*. Aldershot ; Burlington : Ashgate.
- Lawson, G. (2006). The Promise of Historical Sociology in International Relations. *International Studies Review*, 8(3), 397-423.
- Lawson, G. (2007). Historical Sociology in International Relations: Open Society, Research Programme and Vocation. *International Politics*, 44(4), 343-368.
- Lawson, G. (2015). Revolutions and the international. *Theory and Society*, 44(4), 299-319.
- Lawson, G. (2019). *Anatomies of Revolution*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Lawson, G., Hobson, J. M. et Rosenberg, J. (2010). Historical Sociology. Dans R. A. Denemark et R. Marlin-Bennett (dir.), *The international studies encyclopedia* (vol. VI, p. 3357-3375). Oxford : Wiley-Blackwell.
- Lee, J.-Y. (2016). Hegemonic Authority and Domestic Legitimation: Japan and Korea under Chinese Hegemonic Order in Early Modern East Asia. *Security Studies*, 25(2), 320-352.

- Lee, J.-Y. (2017). *China's hegemony : four hundred years of East Asian domination*. New York : Columbia University Press.
- Lemarchand, R. (2013). War and nationalism : the view from Central Africa. Dans J. A. Hall et S. Malešević (dir.), *Nationalism and war* (p. 307-320). Cambridge : Cambridge University Press.
- Lewis, J. B. (2003). *Frontier contact between Chosŏn Korea and Tokugawa Japan*. London ; New York : Routledge.
- Lieberman, V. (2018). Ethnicity and Power in Early Modern Europe and Asia. Dans J. L. Brooke, J. C. Strauss et G. Anderson (dir.), *State Formations* (p. 290-304). Cambridge : Cambridge University Press.
- Lieven. (2013). Empire, ethnicity and power : a comment. Dans J. A. Hall et S. Malešević (dir.), *Nationalism and war* (p. 97-111). Cambridge : Cambridge University Press.
- Malešević, S. (2013). *Nation-states and nationalisms: organization, ideology and solidarity*. Cambridge : Polity Press.
- Malešević, S. (2017). The foundations of statehood: Empires and nation-states in the longue durée. *Thesis Eleven*, 139(1), 145-161.
- Mann, M. (1984). The autonomous power of the state: its origins, mechanisms and results. *European Journal of Sociology*, 25(2), 185-213.
- Mann, M. (1986). *The sources of social power volume I. A history of power from the beginning to A.D. 1760*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Mann, M. (1993). *The sources of social power volume II. The rise of classes and nation-states, 1760-1914*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Mann, M. (2012a). *The sources of social power volume 3. Global empires and revolution, 1890–1945*. New York : Cambridge University Press.

- Mann, M. (2012b). *The sources of social power volume 4. Globalizations, 1945–2011*. New York : Cambridge University Press.
- Martineau, J. (dir.). (2013). *Marxisme anglo-saxon : figures contemporaines : de Perry Anderson à David McNally*. Montréal : Lux.
- Matin, K. (2007). Uneven and Combined Development in World History: The International Relations of State-formation in Premodern Iran. *European Journal of International Relations*, 13(3), 419-447.
- Matin, K. (2013). *Recasting Iranian modernity: international relations and social change*. London ; New York : Routledge, Taylor & Francis Group.
- Mayall, J. (1990). *Nationalism and international society*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- McMichael, P. (1990). Incorporating Comparison within a World-Historical Perspective: An Alternative Comparative Method. *American Sociological Review*, 55(3), 385.
- McAdam, D., Tarrow, S. et Tilly, C. (2001). *Dynamics of Contention*. Cambridge : Cambridge University Press
- McMichael, P. (2017). *Development and social change: a global perspective* (Sixth Edition). Los Angeles : SAGE.
- McNally, M. (2005). *Proving the way: conflict and practice in the history of Japanese nationalism*. Cambridge : Harvard University Asia Center.
- Meyer, J. W., Boli, J., Thomas, G. M. et Ramirez, F. O. (1997). World Society and the Nation-State. *American Journal of Sociology*, 103(1), 144-181.
- Moore, B. (1966). *Social origins of dictatorship and democracy: lord and peasant in the making of the modern world*. Boston : Beacon Press.
- Morris-Suzuki, T. (1993). Rewriting History: Civilization Theory in Contemporary Japan. *positions : east asia cultures critique*, 1(2), 526-549.

- Morris-Suzuki, T. (1998). *Re-inventing Japan: time, space, nation*. Armonk : M.E. Sharpe.
- Moulder, F. V. (1977). *Japan, China and the modern world economy: toward a reinterpretation of East Asian development ca. 1600 to ca. 1918*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Nairn, T. (1981). *The break-up of Britain: crisis and neonationalism* (2nd expanded ed.). London : NLB and Verso Editions.
- Ooms, H. (1996). *Tokugawa village practice : class, status, power, law*. Berkeley : University of California Press.
- Osterhammel, J. (2011). Globalizations. Dans J. H. Bentley (dir.), *The Oxford handbook of world history*. Oxford ; New York : Oxford University Press.
- Osterhammel, J. (2014). *The transformation of the world: a global history of the nineteenth century*. Princeton Oxford : Princeton University Press.
- Osterhammel, J. (2016). Global History and Historical Sociology. Dans J. Belich, J. Darwin, M. Frenz et C. Wickham (dir.), *The prospect of global history* (p. 23-43). Oxford ; New York : Oxford University Press.
- Özkırıklı, U. (2010). *Theories of nationalism: a critical introduction* (2nd ed). Basingstoke ; New York : Palgrave Macmillan.
- Pierson, C. (2004). *The modern state* (2nd edition). London : Routledge.
- Platt, B. (2020). “Farmer-Soldiers” and Local Leadership in Late Edo Period Japan. Dans R. Hellyer et H. Fuess (dir.), *The Meiji Restoration* (p. 137-152). Cambridge : Cambridge University Press.
- Poulantzas, N. et Miliband, R. (1972). The Problem of the Capitalist State. Dans R. Blackburn (dir.), *Ideology in social science : readings in critical social theory* (p. 238-262). London : Fontana.

- Ravina, M. (1995). State-building and Political Economy in Early-modern Japan. *The Journal of Asian Studies*, 54(4), 997-1022.
- Ravina, M. (1999). *Land and lordship in early modern Japan*. Stanford : Stanford University Press.
- Ravina, M. (2017). *To stand with the nations of the world: Japan's Meiji Restoration in world history*. New York : Oxford University Press.
- Ravina, M. (2019). Locally ancient and Globally Modern: Restoration Discourse and the Tensions of Modernity. Dans H. Fuess et R. I. Hellyer (dir.), *The Meiji restoration : Japan as a global nation* (p. 212-231). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Roberts, L. S. (2009). *Mercantilism in a Japanese Domain*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Rosenberg, J. (1994). *The empire of civil society: a critique of the realist theory of international relations*. London ; New York : Verso.
- Rosenberg, J. (2005). Globalization Theory : A Post Mortem. *International Politics*, 42(1), 2-74.
- Rosenberg, J. (2006). Why is There No International Historical Sociology? *European Journal of International Relations*, 12(3), 307-340.
- Rosenberg, J. (2016). Uneven and Combined Development: 'The International' in Theory and History. Dans A. Anievas et K. Matin (dir.), *Historical sociology and world history: uneven and combined development over the longue durée* (p. 17-30). Lanham : Rowman & Littlefield International.
- Saaler, S. (2007). Pan-Asianism in modern Japanese history: overcoming the nation, creating a region, forging an empire. Dans S. Saaler et J. V. Koschmann (dir.), *Pan-Asianism in Modern Japanese History: Colonialism, regionalism and borders* (p. 1-18). London : Routledge, Taylor & Francis Group.

- Saito, O. (2009). Land, labour and market forces in Tokugawa Japan. *Continuity and Change*, 24(1), 169-196.
- Sanderson, S. K. (1994). The Transition from Feudalism to Capitalism: The Theoretical Significance of the Japanese Case. *Review (Fernand Braudel Center)*, 17(1), 15-55.
- Shapinsky, P. (2017). Court and Countryside 1200-1600: The articulation of local autonomy. Dans K. F. Friday (dir.), *Routledge handbook of premodern Japanese history* (p. 138-156). London ; New York : Routledge, Taylor & Francis Group.
- Shaw, M. (2013). *Genocide and international relations: changing patterns in the transitions of the late modern world*. New York : Cambridge University Press.
- Shimbo, H. et Hasegawa, A. (2003). The Dynamics of Market Economy Production. Dans A. Hayami, R. P. Toby et O. Saitô (dir.), *The economic history of Japan, 1600-1990* (p. 159-191). New York : Oxford University Press.
- Skocpol, T. (1973). A Critical Review of Barrington Moore's Social Origins of Dictatorship and Democracy. *Politics & Society*, 4(1), 1-34.
- Skocpol, T. (1979). *States and social revolutions: a comparative analysis of France, Russia, and China*. Cambridge : Cambridge Univ. Press.
- Skocpol, T. (1985). Bringing the State Back In: Strategies of Analysis in Current Research. Dans P. B. Evans, D. Rüschemeyer et T. Skocpol (dir.), *Bringing the state back in* (p. 3-43). Cambridge : Cambridge University Press.
- Smith, A. D. (1987). *The ethnic origins of nations*. Oxford ; New York : Blackwell.
- Smith, A. D. (1991). *National identity*. London : Penguin.
- Sohrabi, N. (2002). Global Waves, Local Actors: What the Young Turks Knew about Other Revolutions and Why It Mattered. *Comparative Studies in Society and History*, 44(1), 45-79.
- Souyri, P.-F. (2010). *Nouvelle histoire du Japon*. Paris : Perrin.

- Souyri, P.-F. (2013). *Histoire du Japon médiéval : le monde à l'envers*. Paris : Perrin.
- Souyri, P.-F. (2016). *Moderne sans être occidentale : aux origines du Japon d'aujourd'hui*. Paris : Gallimard.
- Spruyt, H. (1994a). Institutional Selection in International Relations: State Anarchy as Order. *International Organization*, 48(4), 527-557.
- Spruyt, H. (1994b). *The sovereign state and its competitors: an analysis of systems change*. Princeton : Princeton University Press.
- Spruyt, H. (2017). War and State Formation: Amending the Bellicist Theory of State Making. Dans L. B. Kaspersen et J. Strandsbjerg (dir.), *Does war make states? investigations of Charles Tilly's historical sociology* (p. 73-97). Cambridge : Cambridge University Press.
- Takagi, H. (2020). The Restoration of the Ancient Capitals of Nara and Kyoto and International Cultural Legitimacy in Meiji Japan. Dans H. Fuess et R. I. Hellyer (dir.), *The Meiji restoration : Japan as a global nation* (p. 249-265). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Teschke, B. (2003). *The myth of 1648: class, geopolitics, and the making of modern international relations*. London ; New York : Verso.
- Teschke, B. (2005). Bourgeois Revolution, State Formation and the Absence of the International. *Historical Materialism*, 13(2), 3-26.
- Teschke, B. (2006a). Debating 'The Myth of 1648': State Formation, the Interstate System and the Emergence of Capitalism in Europe — A Rejoinder. *International Politics*, 43(5), 531-573.
- Teschke, B. (2006b). The metamorphoses of European territoriality: a historical reconstruction. Dans *State Territoriality and European Integration* (p. 51-82). New York : Routledge.

- Teschke, B. (2010). Revisiting the “War-Makes-States” Thesis: War, Taxation and Social Property Relations in Early Modern Europe. Dans O. Asbach et P. Schröder (dir.), *War, the state, and international law in seventeenth-century Europe* (p. 35-62). Farnham ; Burlington : Ashgate.
- Teschke, B. (2011). Advances and impasses in Fred Halliday’s international historical sociology: a critical appraisal. *International Affairs*, 87(5), 1087-1106.
- Teschke, B. (2012). La théorisation du système étatique westphalien : les relations internationales de l’absolutisme au capitalisme. *Cahiers de recherche sociologique*, (52), 13-50.
- Teschke, B. (2014). IR Theory, Historical Materialism and the False Promise of International Historical Sociology. *Spectrum : Journal of Global Studies*, 6(1), 1-66.
- Teschke, B. (2017). After the Tilly Thesis: Social Conflict, Differential State-formation and Geopolitics in the Construction of the European System of States. Dans L. B. Kasperen et J. Strandsbjerg (dir.), *Does war make states? investigations of Charles Tilly’s historical sociology* (p. 25-51). Cambridge : Cambridge University Press.
- Teschke, B. et Lacher, H. (2007). The changing ‘logics’ of capitalist competition. *Cambridge Review of International Affairs*, 20(4), 565-580.
- Tilly, C. (dir.). (1975). *The Formation of national States in Western Europe*. Princeton : Princeton University Press.
- Tilly, C. (1984). *Big structures, large processes, huge comparisons*. New York : Russell Sage Foundation.
- Tilly, C. (1992). *Coercion, capital, and European states, AD 990-1992*. Cambridge : Blackwell.
- Tilly, C. (1994). States and nationalism in Europe 1492-1992. *Theory and Society*, 23(1), 131-146.
- Toby, R. P. (1991). *State and diplomacy in early modern Japan: Asia in the development of the Tokugawa Bakufu*. Stanford : Stanford University Press.

- Toby, R. P. (2003). Country Bankers in Proto-industrial Japan: The Transformation of Credit. Dans A. Hayami, R. P. Toby et O. Saitô (dir.), *The economic history of Japan, 1600-1990* (p. 301-334). New York : Oxford University Press.
- Totman, C. D. (1997). *The collapse of the Tokugawa bakufu, 1862 - 1868* (3rd edition). Honolulu : University of Hawai'i Press.
- Trimberger, E. K. (1978). *Revolution from above: military bureaucrats and development in Japan, Turkey, Egypt, and Peru*. New Brunswick : Transaction Books.
- van der Pijl, K. (2015). The Uneven and Combined Development of International Historical Sociology. *Research in Political Economy*, (30), 45-83.
- Vaporis, C. N. (2010). *Tour of duty: samurai, military service in Edo, and the culture of early modern Japan*. Honolulu : University of Hawai'i Press.
- Vlastos, S. (1990). *Peasant protests and uprisings in Tokugawa Japan*. Berkeley London : University of California Press.
- Vlastos, S. (dir.). (1998). *Mirror of modernity: invented traditions of modern Japan*. Berkeley : University of California Press.
- Wachutka, M. (2013). *Kokugaku in Meiji-period Japan: the modern transformation of « national learning » and the formation of scholarly societies*. Leiden ; Boston : Brill.
- Wakabayashi, B. T. (1999). *Anti-foreignism and western learning in early-modern Japan the New Theses of 1825*. Cambridge : Harvard University Press.
- Walker, B. L. (2015). *A concise history of Japan*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Wallerstein, I. M. (1980). *The Modern World-System II: Mercantilism and the consolidation of the European world-economy, 1600-1750*. New York : Academic Press.
- Wallerstein, I. M. (1989). *The Modern World-System III: The second era of great expansion of the capitalist world-economy, 1730-1840s*. San Diego : Academic Press.

- Wallerstein, I. M. (2004). *World-systems analysis : an introduction*. Durham : Duke University Press.
- Wallerstein, I. M. (2011a). *The Modern World-System I: Capitalist agriculture and the origins of the European world-economy in the sixteenth century: with a new prologue*. Berkeley : University of California Press.
- Wallerstein, I. M. (2011b). *The Modern World-System IV: Centrist liberalism triumphant, 1789-1914*. Berkeley : University of California Press.
- Walthall, A. (1986). *Social protest and popular culture in eighteenth-century Japan*. Tucson : University of Arizona Press.
- Waltz, K. N. (1979). *Theory of international politics*. Reading : Addison-Wesley.
- Waltz, K. N. (1993). The Emerging Structure of International Politics. *International Security*, 18(2), 44.
- Warren, R. (dir.). (2017). *The debate on postcolonial theory and the specter of capital*. London ; New York : Verso.
- Weber, M. (1981). *L' éthique protestante et l'esprit du capitalisme suivi d'un autre essai*. Paris : Librairie Plon.
- Weber, M. (2004). *Histoire économique : esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*. Paris : Gallimard.
- Weiner, M. (2009). 'Self' and 'other' in imperial Japan. Dans M. Weiner (dir.), *Japan's minorities : the illusion of homogeneity* (2nd edition) (p. 1-20). London ; New York : Routledge.
- White, J. W. (1995). *Ikki: social conflict and political protest in early modern Japan*. Ithaca : Cornell University Press.

- Wigen, K. (1995). *The making of a Japanese periphery, 1750-1920*. Berkeley : University of California Press.
- Wight, M. (1960). Why is there no International Theory? *International Relations*, 2(1), 35-48.
- Wilson, N. (2015). *Defensive positions: the politics of maritime security in Tokugawa Japan*. Cambridge : Harvard University Asia Center.
- Wimmer, A. (2013). *Waves of war: nationalism, state formation, and ethnic exclusion in the modern world*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Wimmer, A. et Hiers, W. (2013). Is nationalism the cause or consequence of the end of empire? Dans J. A. Hall et S. Malešević (dir.), *Nationalism and war* (p. 212-254). Cambridge : Cambridge University Press.
- Wimmer, A. et Schiller, N. G. (2002). Methodological nationalism and beyond: nation–state building, migration and the social sciences. *Global Networks*, 2(4), 301-334.
- Wood, E. M. (1981). The Separation of the Economic and the Political in Capitalism. *The New Left Review*, 1(127), 66-95.
- Wood, E. M. (1991). *The pristine culture of capitalism: a historical essay on old regimes and modern states*. London : Verso.
- Wood, E. M. (1995). *Democracy against capitalism: renewing historical materialism*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Wood, E. M. (2002a). *The origin of capitalism: a longer view*. London : Verso.
- Wood, E. M. (2002b). The Question of Market Dependence. *Journal of Agrarian Change*, 2(1), 50-87.
- Wood, E. M. (2011). *L'empire du capital*. Montréal : Lux.
- Yonemoto, M. (2003). *Mapping early modern Japan: space, place, and culture in the Tokugawa period, 1603-1868*. Berkeley ; Los Angeles : University of California Press.

Zhang, F. (2015). *Chinese hegemony: grand strategy and international institutions in East Asian history*. Stanford : Stanford University Press.

Zhang, Y. et Buzan, B. (2012). The Tributary System as International Society in Theory and Practice. *The Chinese Journal of International Politics*, 5(1), 3-36.